

هكذا من لا يصل



Le Monde

TÉLÉVISION-RADIO
MULTIMÉDIA

Cinéastes contre
chaînes publiques
Radio 101,
rebelle en Croatie



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16388 - 7.50 F

DIMANCHE 5 - LUNDI 6 OCTOBRE 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Immigration : satisfecit

Le Haut Conseil à l'intégration juge le
texte de Jean-Pierre Chevènement ex-
cellent et estime que le projet d'Éli-
abeth Guigou va dans le bon sens. p. 11

Le pape défend la famille

Marriage, procréation, fidélité : Jean
Paul II a défendu, au Brésil, les valeurs
de la famille traditionnelle. p. 3

Mme Demessine contestatrice

Michèle Demessine (PCF), secrétaire
d'État au tourisme, critique l'augmen-
tation de la CSG et la politique fami-
liale de Lionel Jospin. p. 9

Silure, le grand méchant poisson



Plus grand carnassier d'eau douce, ac-
cuse d'expansionnisme et de meurtre
sur caneton, ce poisson flasque et laid
n'en est pas moins recherché pour sa
chair délicate. p. 14

La bataille des tarifs aériens

Face aux « Billets doux » de British Air-
ways et aux « Amours de prix » d'Uni-
ted, Air France sort le 26 octo-
bre son « Tempo », guide de
tarifs-loisirs. p. 23

La SFP ne sera pas privatisée

Le gouvernement a stoppé le proces-
sus de privatisation de la SFP et a ac-
cepté la démission de son PDG,
Jacques Bayle. p. 21

Le président mexicain en France

Ernesto Zedillo devra rassurer, à Paris,
les milieux d'affaires et les organisa-
tions des droits de l'homme. p. 3

Souscrire une assurance-décès

Dans nos pages Placements, le détail
des deux principales catégories de
contrats existants : la « temporaire » et
la « vie entière ». p. 18 à 20

Au « Grand Jury »

Martine Aubry sera l'invitée du
« Grand Jury RTL-Le Monde »,
dimanche 5 octobre à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 3 S ; Belgique, 35 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ;
Cote d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 16 LDK ; Espagne, 225 PTA ; Grèce, 2000 L ; Irlande, 200 S ; Italie, 2000 L ; Japon, 100 ¥ ;
Koweït, 3 D ; Liban, 1500 L ; Luxembourg, 40 F ; Malaisie, 10 M ; Mexique, 14 MXN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Singapour, 2 S ; Suède, 10 Kr ; Suisse, 2,50 S ; Tunisie, 12 Din ; USA, 1 \$; USA (Hawaï), 2,50 \$.

M 0146-1005-7.50 F

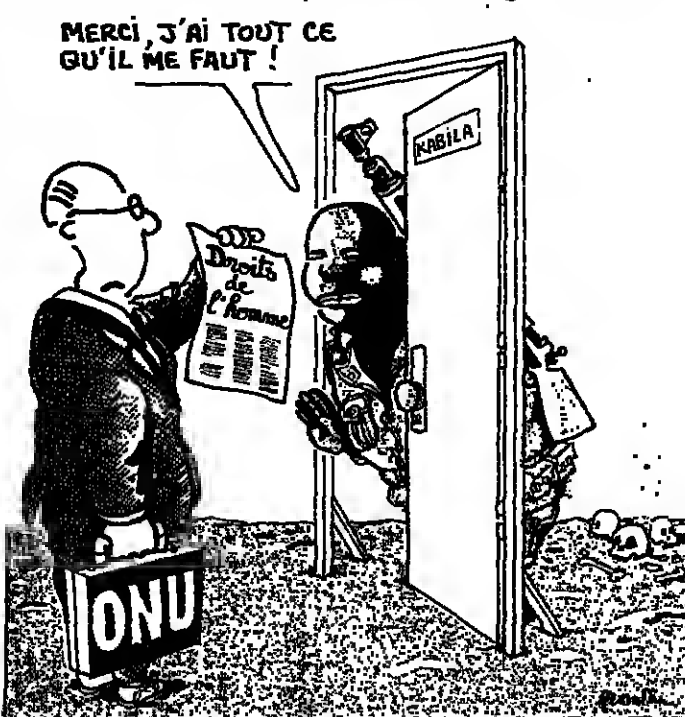


M. Kabila défie l'ONU en refusant tout contrôle sur les droits de l'homme

Le HCR et les enquêteurs des Nations unies quittent le Congo-Kinshasa

LE NOUVEAU régime de Kinshasa a lancé, vendredi 3 octobre, un nouveau défi à la communauté internationale en expulsant les agences humanitaires de la région de Goma (dans l'est) et en décidant de chasser les réfugiés rwandais qui y sont arrivés récemment. Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés et le secrétaire général des Nations unies ont exprimé leur « inquiétude ». La mission de l'ONU, qui devait enquêter sur les massacres de réfugiés commis, selon de multiples témoignages, par les forces de M. Kabila lors de leur marche vers Kinshasa, a été rap-
pée vendredi « pour consultations » au siège de l'ONU à New York, en raison des entraves mises par le régime congolais à son travail.

L'attitude de la communauté internationale n'est cependant pas à la fermeté. Chacun souhaite visiblement éviter un affrontement avec M. Kabila et les pressions sur le régime de Kinshasa se sont érodées.



Lire page 2

Les noces catalanes de l'infante d'Espagne et du handballeur basque

MADRID
correspondance

« C'est un conte de fées, moi j'ai les pieds sur terre », déclarait-il y a quelques semaines le nouveau gendre du roi Juan Carlos, Iñaki Urdangarín, qui ne peut pas passer inaperçu avec sa taille, 1,97 mètre et 102 kilos, et ses yeux azur. Ce Basque de vingt-neuf ans, star de l'équipe d'Espagne de handball et son meilleur défenseur, dit-on, est devenu, samedi 4 octobre, duc de Palma de Majorque en épousant, à Barcelone, l'infante Cristina d'Espagne, qu'il a rencontrée sous les anneaux olympiques d'Atlanta, en juillet 1996.

Ses titres de noblesse étaient jusqu'alors sportifs. Six Coupes d'Europe, quatre Coupes d'Espagne et une équipe sacrée huit fois championne d'Espagne grâce, en particulier, au dynamisme d'Iñaki. Et puis, il y a eu une belle médaille de bronze à Atlanta, qui a changé sa vie en lui permettant de rencontrer Cristina de Bourbon et de Grèce. A trente et un ans, celle-ci passe pour la plus décontractée des filles du roi d'Espagne et aussi la plus indépendante. Elle affectionne particulièrement les jeans et le Coca-Cola Light. Diplômée de sciences politiques

de l'université de Madrid, elle a aussi obtenu un master de relations internationales de l'université de New York. Elle fut le premier membre de la famille royale à chercher un emploi et à détenir une carte de Sécurité sociale. C'est elle aussi qui a décidé de s'installer à Barcelone pour travailler depuis cinq ans à la Fondation culturelle de la Caixa (caisse d'épargne catalane), où elle est chargée du département des expositions. La mer et la voile constituent ses vraies passions : le duc de Palma de Majorque lui était donc, en quelque sorte, prédestiné.

Pour les Espagnols, c'est la boda (noce) de l'année. De toute la péninsule, les cadeaux affluent pour la fille du roi : vaisselles en tous genres, baudets offerts par l'Association de défense des ânes, sardanes écrites spécialement, chaises et mantilles, sans oublier des caisses d'alcôles d'anis pour le jeune couple.

Le choix de Barcelone pour le mariage de l'infante a cependant quelque peu déçu les Madridiens. Mais c'est là que Cristina et Iñaki vivent depuis des années : ils y ont leurs copains, ils parlent même le catalan et n'ont pas l'intention de quitter la Catalogne. C'est donc dans la cathédrale de Barcelone, où le dernier

marriage royal remonte à plus de six siècles, celui de Jean I^{er} d'Aragon avec la princesse Marthe d'Armagnac en 1373, que l'infante a épousé Iñaki Urdangarín, « Txiqui » (« petit », en basque) pour la famille et les copains.

Quelque cent cinquante caméras de la télévision espagnole ont filmé le parcours du cortège et la cérémonie sous la direction de la cinéaste Pilar Miro. Tous les sujets du roi étaient devant le petit écran, samedi matin, pour suivre la noce retransmise pour 900 millions de téléspectateurs. Jamais Barcelone n'avait connu une telle liesse. Même les Jeux olympiques de 1992 n'avaient pas autant agité les Catalans. On a briqué la ville, la décorant avec des banderoles portant d'immenses « Felicitades », « Felicitats », « Zorionak » (félicitations en espagnol, catalan et basque) sur les façades des édifices. Des photos du couple ont été affichées dans les vitrines des boutiques. Quant à Txiqui, il a réglé, il y a un mois, ses dettes au fisc catalan, c'est-à-dire toutes ses amendes pour stationnement illégal, avant de devenir le gendre du roi d'Espagne.

Mireille Lemaire

Lire pages 4, 8 et 17

La raison du chasseur

DEPUIS une dizaine d'années, certaines associations de chasseurs tentent de concilier chasse et environnement. C'est notamment le cas de l'Ance, fondée en 1989, qui souhaite que le « gibier de tir » - les animaux d'élevage lâchés la veille de l'ouverture de la chasse - soit interdit et que le nombre de chasseurs diminue notablement.

Dans l'Aisne, des plans de chasse ont été établis et la fédération départementale travaille avec le Conservatoire du littoral sur la protection des zones humides des bords de la Marne. Dans les Landes, des efforts ont également été faits - des prélèvements maximaux ont été instaurés cette année - mais les résultats sont moins probants.

Lire page 10

Duo de choc



GILBERT AND GEORGE

LES DEUX ARTISTES britanniques Gilbert et George (nés en 1943 et 1942) ont construit, en trente ans, une œuvre commune qui frappe et n'hésite pas à choquer.

Ces peintres, qui utilisent la photo, sont volontiers exhibitionnistes et provocateurs dans leurs portraits. Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris leur consacre une importante rétrospective.

Lire page 24

International	2	Placements	11
France	4	Aujourd'hui	24
Société	10	Jeu, météorologie	23
Carnet	12	Culture	24
Horizons	14	Guide	26
Entreprises	16	Radio-Télévision	27

L'homme dans l'espace, un plaisir coûteux

L'ASTRONAUTIE française Jean-Loup Chrétien, qui vient d'effectuer un aller-retour à bord de la navette Atlantis, n'en revient pas. La station russe Mir est « un vieux cargo dans un état remarquable », les rumeurs « sur l'état de tel ou tel élément étaient des bruits exagérés », s'est-il exclamé lors d'une conférence de presse depuis l'espace, jeudi 2 octobre, trois jours avant le retour de la navette dont l'atterrissage est prévu dimanche à cap Canaveral.

Le général Chrétien feint d'ignorer que les « bruits » en question ont été obligeamment distillés, avec un luxe de détails, par la NASA elle-même. Avec, il est vrai, quelques raisons : un incendie, une collision avec dépressurisation d'un module et des pannes informatiques à répétition ne semblent pas devoir constituer, a priori, les marques d'un fonctionnement normal.

Après onze ans en orbite, Mir paraît en bout de course. Pourtant, dès l'origine, les incidents techniques ont été une constante sur Mir. Avant son départ, la semaine dernière, Jean-Loup Chrétien rappelait qu'il avait connu trois pannes d'ordinateur lors de son précédent séjour, il y a neuf ans. En 1989, la station russe resta même inhabitable pendant plusieurs mois, faute de crédits pour l'entretien. Curieusement, stibit Atlantis

amarrée, l'Américain David Wolf commençait des expériences scientifiques - apparemment impossibles à mener la veille - qui lui avaient déjà permis, assurait-il mardi 30 septembre, de faire « des observations très intéressantes ». La mission qui vient de s'achever a démontré que la station et la navette « pouvaient faire quelque chose d'éblouissant », confirme Jean-Loup Chrétien.

Alarmistes ou triomphalistes, les bulletins de santé de Mir publiés par la NASA reflètent l'affronte-

ment qui fait rage aux Etats-Unis entre partisans et opposants quant à l'envoi d'hommes dans l'espace. Les « anti » ayant pris prétexte des incidents pour attaquer l'« acharnement » thérapeutique de la NASA, cette dernière entendait justifier auprès du public et des politiques la présence de ses hommes et ses engins en orbite. L'enjeu est la future station spatiale internationale Alpha. Sans elle, « la NASA n'a pas de raison de maintenir un corps d'astronautes, et la navette au coût exorbitant ne ser-

viroit plus à grand-chose », écrivait récemment Daniel Greenberg, un expert américain, dans un point de vue publié par le Washington Post. Or, ajoutait-il, Alpha est « une merveille technologique pour laquelle aucun usage raisonnable n'a jamais pu être identifié ».

La Chambre des représentants semble partager plus ou moins cet avis, puisqu'elle rogne régulièrement les crédits dévolus au programme, ce qui a forcé la NASA à réduire ses ambitions, dans un premier temps, puis à faire appel aux Européens, aux Japonais et aux Russes, priés de participer à ce symbole de la coopération internationale et de l'amitié entre les peuples. Alpha n'est pas menacée : les contrats industriels qu'elle met en œuvre couvrent suffisamment d'Etats pour rassembler une petite majorité au Congrès, et son premier élément sera lancé en mai 1998. Mais les quelque 2,1 milliards de dollars (environ 12 milliards de francs) que le projet engloutit chaque année ne seront pas suffisants. La NASA devra trouver, en 1998, 430 millions de dollars supplémentaires, qui seront prélevés notamment sur... la préparation des expériences scientifiques qui seront menées à bord !

Jean-Paul Dufour

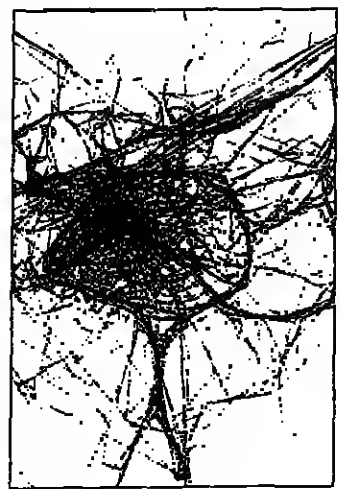
Lire la suite page 15

L'écran anti-bouchons

FINI le surplace dans les rues de Paris. Pour moins de 3 000 francs, les automobilistes peuvent désormais équiper leur véhicule d'un système électronique de la capitale. Le temps d'entrer les coordonnées du trajet et l'écran de ces « poissons-pilotes » affiche un itinéraire qui propose le trafic le plus fluide.

A en croire les premiers utilisateurs, le choix proposé par ce nouvel équipement serait « parfois surprenant », mais ils assurent que les trajets préconisés sont « toujours avisés ».

Lire page 22



AFRIQUE La République démocratique du Congo (RDC) a décidé, vendredi 3 octobre, d'expulser les agences humanitaires travaillant dans la région de Goma et d'en chasser les

réfugiés rwandais qui y sont arrivés récemment. Le secrétaire général de l'ONU et le Haut-Commissariat aux réfugiés ont exprimé leur « inquiétude ». LE SIÈGE DE L'ONU à New

York a rappelé « pour consultation » l'équipe d'experts qui avait été envoyée à Kinshasa pour enquêter sur les massacres présumés de réfugiés qu'auraient commis les forces de

M. Kabila et leurs alliés rwandais, au cours de leur marche vers Kinshasa. LE CONSEIL DE SÉCURITÉ de l'ONU ne semble cependant pas décidé à exercer de très fortes pressions sur le

régime de M. Kabila. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le ministre des affaires étrangères de Kinshasa reproche à la communauté internationale son manque d'impartialité.

M. Kabila chasse les organisations humanitaires du Congo

La mission des Nations unies chargée d'enquêter sur les massacres présumés plie bagage devant les obstacles opposés par le régime de la RDC. Les grandes puissances semblent cependant surtout soucieuses d'éviter l'affrontement avec le nouveau régime

LE RÉGIME de Laurent-Désiré Kabila a ordonné à toutes les agences humanitaires de « quitter immédiatement » la région de Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo et a décidé d'expulser les réfugiés rwandais qui ont franchi récemment la frontière. L'annonce de cette décision a été faite simultanément, vendredi 3 octobre, à Genève par le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) et à New York, par le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Fred Eckhardt.

Dans le même temps, devant l'obstruction qui lui est opposée par le régime de Kinshasa, l'équipe d'experts de l'ONU qui devait enquêter sur les massacres présumés de réfugiés perpétrés pendant la marche de Laurent-Désiré Kabila vers le pouvoir, a quitté le pays, appelée à New York pour consultations au siège de l'ONU.

Face aux autorités de Kinshasa qui défient ainsi doublement les Nations unies, les grandes puissances s'en tiennent cependant à une attitude très réservée.

« Le ministre de l'intérieur de la RDC a ordonné à toutes les agences s'occupant des réfugiés de quitter immédiatement Goma. Nous regrettons cette décision, mais nos collègues s'apprêtent à partir », indique le communiqué publié vendredi par le HCR. « La même instruction du ministre de l'intérieur a également ordonné aux autorités locales de fermer la frontière entre le Nord-Kivu [en RDC] et le Rwanda », poursuit le texte. Il leur a donné pour instruction d'expulser tous les réfugiés rwandais qui sont entrés dans cette région au cours des derniers jours.

L'ordre de départ aux agences concerne, selon l'ONU, environ



70 personnes, dont 12 expatriés, qui devront partir en laissant sur place leur équipement. L'ordre a été donné à la mi-journée vendredi et les agences ont jusqu'à lundi

pour se conformer à cette décision. « Mais la pression est telle qu'ils partiront avant », a précisé une source à l'ONU. Le secrétaire général de l'ONU a

Human Rights Watch dénonce des « massacres à grande échelle »

L'organisation américaine de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) est « persuadée » que les troupes de Laurent-Désiré Kabila ont commis « des massacres à grande échelle » entre octobre 1996 et mai 1997 dans l'ex-Zaïre, a affirmé Scott Campbell, un de ses membres, dans des déclarations publiées, vendredi 3 octobre, par le quotidien danois *Bertingske Tidende*. Un rapport de HRW devrait être publié la semaine prochaine. Selon lui, des massacres ont été perpétrés dans le camp de réfugiés hutus à Mugunga, près de la frontière du Rwanda, où les pires tueries avaient eu lieu en novembre 1996. M. Campbell a constaté que le régime de Kabila détruit les preuves de ces massacres. « Les corps des victimes sont déterrés des fosses communes et brûlés, les témoins des tueries menacés, battus et emprisonnés pour qu'ils gardent le silence », a-t-il dit. (AFP)

exprimé son « inquiétude » quant aux conséquences de cette décision de Kinshasa, tout comme le HCR qui déclare craindre pour les réfugiés rwandais « qui ont à nouveau commencé à franchir la frontière ces derniers jours pour fuir la reprise des combats dans l'est du Rwanda », limitrophe de la région de Goma. De source humanitaire à Genève, on évalue le nombre de ces réfugiés à un chiffre allant de 200 à 2 000. Ils ont quitté le Rwanda depuis le 22 septembre, précise-t-on. Le HCR n'a pas été en mesure d'indiquer immédiatement quelles autres agences ou organisations humanitaires étaient concernées par la décision de Kinshasa.

Cette querelle est le dernier épisode des relations très tendues entre les organisations humanitaires et les forces de M. Kabila,

avant et depuis leur arrivée au pouvoir. Début septembre, M^{me} Sadako Ogata qui dirige le HCR, avait exprimé sa colère après le renvoi forcé à Kigali (Rwanda), par les soldats de la RDC, de quelque 800 réfugiés de Kibangali. M^{me} Ogata avait menacé de suspendre ses opérations en RDC si les Etats de la région continuaient à violer les droits des réfugiés. Il était reproché au régime de Kinshasa d'entraver l'accès humanitaire aux réfugiés et au régime de Kigali de ne pas fournir les garanties de sécurité requises pour le retour des réfugiés dans leur pays. L'autre pomme de discorde entre Kinshasa et la communauté internationale concerne la mission des Nations unies qui devait enquêter sur les massacres de réfugiés commis pendant la conquête du pays par M. Kabila. Cette mission, rappelée à New York pour consultations, a quitté Kinshasa vendredi soir, avec assez peu d'espoir d'y revenir à terme.

A quelques heures de son départ, la mission d'enquête a réaffirmé sa fermeté à l'égard du régime du président Laurent Désiré-Kabila en dénonçant les entraves faites à son travail. Dans une déclaration publiée par son président, le juriste togolais Aissou Koffi Amega, la mission a estimé une nouvelle fois « contraires à son mandat » les « prétextes posés par le gouvernement congolais ».

Kinshasa a refusé d'autoriser les enquêteurs à se déplacer sur l'ensemble du territoire de la RDC, depuis son arrivée le 24 août. A deux reprises, la mission, qui souhaitait se rendre d'abord dans la région de Mbandaka où, d'après les témoignages, ont été perpétrés les massacres les plus récents, a

été forcée de renoncer. La durée des consultations à New York n'est pas connue. Mais selon M. Brody, un expert américain qui en fait partie, les Nations unies ont accordé deux semaines aux autorités congolaises pour qu'elles clarifient leur position.

L'ordre de départ aux agences concernerait environ 70 personnes, dont 12 expatriés

La mission a rappelé que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, veut une « enquête indépendante portant sur l'ensemble du territoire de la RDC », et souligne : « nous sommes convaincus qu'une telle enquête constituerait une étape importante visant à briser le cycle de l'impunité et contribuerait à la réconciliation nationale ».

Kinshasa, dans les deux querelles qui l'opposent à l'ONU, dénonce la partialité de la communauté internationale. Au HCR, le régime de Laurent-Désiré Kabila reproche depuis toujours d'avoir laissé des milliers de hutus rwandais, co-auteurs du génocide de 1994 contre les Tutsis, prendre le contrôle des grands camps de réfugiés qui s'étaient installés dans l'est du Zaïre. Quant à la mission d'enquête, Kinshasa lui reproche de ne pas s'intéresser aux exactions perpétrées par le régime de Mobutu et par les miliciens hutus avant l'offensive rebelle lancée il y a un an par M. Kabila. (AFP, Reuters)

Le gouvernement congolais bénéficie d'une certaine « compréhension » de la communauté internationale

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondante

Les enquêteurs de l'ONU sur les droits de l'homme et les crimes pré-

ANALYSE

New York voudrait une enquête qui recouvre les quatre dernières années

sumés commis à l'encontre des réfugiés rwandais ont quitté la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), et ont peu d'espoir de pouvoir y retourner un jour. Depuis le 24 août, ils se trouvaient enfermés dans une chambre d'hôtel à Kinshasa. Avant de s'en aller pour New York, le chef de la mission, Atsu-Koffi Amega, a dénoncé les entraves des autorités de Kinshasa. A la demande des Etats-Unis, le secrétaire général de l'ONU a donné jusqu'au 15 octobre à Kinshasa pour « clarifier » sa position sur la mission d'enquête, date après laquelle les experts seront définitivement rappelés.

Se présentant comme « médiateur » entre l'ONU et Kinshasa, le gouvernement américain a décidé de déléguer prochainement un envoyé spécial à Kinshasa, Kigali et Kampala, pour tenter de trouver un compromis. Pour ce « dernier effort de médiation », on parle du maire noir d'Atlanta et ancien ambassadeur à l'ONU, Andrew Young, ou d'une autre personnalité du groupe noir du Congrès.

A New York, la pression internationale sur la RDC s'est érodée et a été remplacée par une certaine « compréhension » de la position du gouvernement congolais. Conscientes de cette évolution, les autorités de Kinshasa ont adopté une stratégie qui consiste à faire apparaître la défaillance de la

communauté internationale dans la région avant et après le génocide de 1994 au Rwanda.

Dans un entretien au *Monde*, vendredi 3 octobre à New York, le ministre congolais des affaires étrangères, Bizima Karaha, estime que « toute enquête qui pourrait aider à la compréhension de ce qui s'est passé au Congo serait la bienvenue ». M. Karaha ajoute : « Le problème est de savoir ce que ces génocidaires sans frontière ont fait et continuent de faire au Congo. Il consiste en le fait de savoir qui a vendu des armes à ces hommes qui étaient réfugiés pendant la journée et miliciens armés la nuit ? Qui, vivants, étaient des soldats de Mobutu et, morts, sont devenus des réfugiés innocents ? ». M. Karaha s'en prend à l'ONU qui « n'a jamais condamné » le comportement des réfugiés dans les camps. « Mme Ogata [haut-commissaire pour les réfugiés] était elle-même dans ces camps. Elle a vu. Pourquoi ne demande-t-elle pas une enquête ? ». Le discours de Kinshasa a le soutien, limité mais puissant, de quelques intellectuels américains qui prônent l'abandon de l'enquête.

« MÉNAGER L'AVENIR » L'ONU, pour sa part, se trouve divisée entre la commission des droits de l'homme de Genève, qui reste indéfectible, et New York, où l'on affiche un certain pragmatisme médiateur. « Si cette mission est définitivement abandonnée, les gouvernements qui, pourtant, individuellement, comprennent les enjeux, seront, sous la pression des médias et des ONG, obligés de punir la RDC qui a désespérément besoin de leur aide économique. Je dirais même qu'elle pourrait être déstabilisée sans cette aide », explique un diplomate onusien. L'ONU s'efforce de « faire comprendre » aux autorités de Kinshasa qu'il est dans leur intérêt d'accepter une enquête qui « de

toute façon, conclura que tout le monde a commis des massacres ».

Il apparaît que certains gouvernements se rendent de plus en plus compte de la nature « potentiellement explosive » de la mission d'enquête. « Cette mission est devenue tellement politique que si elle a lieu, elle ne servira qu'à faire apparaître les contradictions et ambiguïtés du comportement de la communauté internationale dans cette région », explique un diplomate occidental. Et s'il est établi que les forces de Kabila ont commis des atrocités, quelle sera l'étape suivante ? « Aucun pays ne veut l'affrontement avec le Congo, dit ce diplomate. Chacun veut ménager l'avenir ». Pour sa part, le ministre belge des affaires étrangères parle de « cette nouvelle fièvre panafricaine » et prône « la flexibilité » de la mission de l'ONU. « Je ne cesse de dire à nos interlocuteurs congolais que de refuser cette enquête leur fera le plus grand tort », explique au *Monde* Erik Derycke, en ajoutant : « Mais il est aussi vrai que cette enquête doit également être faite sur les événements qui ont eu lieu depuis 1993 ».

Cette politique de « flexibilité », l'ONU l'a déjà tentée. Le secrétaire général, Kofi Annan, avait accepté, en avril, de remplacer le premier rapporteur des droits de l'homme, Roberto Garretón, jugé « inacceptable » par Kinshasa. Le juriste togolais Atsu-Koffi Amega lui a succédé. Plus récemment, M. Annan a proposé une enquête « simultanée » dans l'est et l'ouest du pays. Cette proposition a également été rejetée. Il est ironique de constater que si la mission est définitivement abandonnée, l'affaire sera renvoyée devant la commission des droits de l'homme à Genève, où M. Garretón sera de nouveau chargé de rédiger un rapport basé sur les témoignages recueillis.

La volonté de « flexibilité » semble pour l'instant résumer la

position de la plupart des gouvernements, même si les Américains font mine de rester fermes. S'adressant au *Monde*, vendredi 3 octobre, l'ambassadeur américain à l'ONU, Bill Richardson, qui est en contact « permanent » avec les autorités de Kinshasa, explique que « si la mission est obligée d'abandonner son travail, la communauté internationale sera dans l'impossibilité de répondre aux appels congolais pour la reconstruction du pays ». Cependant, des conversations avec les responsables américains démontrent aussi la volonté de compromis. On parle de la « dissension » au sein de l'équipe de l'ONU ou encore des « erreurs » commises par les membres de la commission telles que « des conférences de presse ou encore des contacts avec l'opposition ».

Il semble que l'une des propositions envisageables serait la nomination, une fois de plus, d'une nouvelle équipe. Les Américains font aussi valoir des « divergences très réelles » au sein du régime congolais. « Nous souhaitons une enquête qui prouve que des atrocités ont été commises peut-être de tous les côtés, sans oublier que les troupes de Kigali ne sont pas innocentes ». Selon les Américains, si Laurent-Désiré Kabila accepte le « concept » d'une enquête, « ou même, quelques vérités sur les actes de ses hommes, l'aide internationale pourrait être reprise six mois après, mais s'il refuse, le dommage fait à son image sera irréparable ». La position américaine rejoint celle des Belges, qui consiste à dire que l'enquête devrait couvrir les quatre dernières années. « Si Kabila veut montrer qu'il est plus démocrate que Mobutu, il faut qu'il accepte ces enquêtes », explique-t-on à Washington. « Nous voulons avoir affaire à un gouvernement responsable et non pas abusif ».

Afsané Bassir-Pour

Kinshasa se prépare à intervenir au Congo-Brazzaville

LA BATAILLE entre les deux camps qui, depuis quatre mois, mettent à feu et à sang le Congo-Brazzaville - celui du président Pascal Lissouba contre celui de son prédécesseur, Denis Sassou Nguesso - a connu un moment de répit, vendredi 3 octobre alors que le pays voisin, la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), dépêchait sur place un petit groupe d'observateurs militaires. Ces quatre hommes ont devancé un contingent de trois cents soldats de la RDC incessamment attendus de l'autre côté du fleuve, à la suite d'un accord conclu mercredi par les présidents Laurent-Désiré Kabila et Lissouba.

Officiellement, il s'agit d'arrêter l'extension des combats d'un pays à l'autre à laquelle on a assisté lundi 29 et mardi 30 septembre quand des obus tirés depuis le Congo-Brazzaville ont fait vingt et un morts à Kinshasa. Le détachement de la RDC serait chargé de créer un couloir de sécurité entre les deux villes et d'identifier les tirs d'obus sur Kinshasa. Vendredi après-midi, des rumeurs de plus en plus persistantes - mais non confirmées samedi matin - faisaient état de l'arrivée des trois cents hommes à Brazzaville. Le

détachement devrait se déployer dans le camp du président Lissouba dont les partisans affrontent, depuis le 5 juin, ceux de son prédécesseur, M. Nguesso.

En réalité, l'intention de M. Lissouba, appuyé en cela par son premier ministre, Bernard Kolélas, serait de faire jouer aux hommes de RDC le rôle de noyau dur d'une force d'interposition africaine pour mettre un terme à la guerre qui ravage le pays. M. Kolélas l'a expliqué en ces termes : « Le détachement d'observateurs militaires de la RDC se transformera en composante de la force africaine d'interposition. Cela est normal dans la mesure où ce qui se passe chez nous a des répercussions à Kinshasa de l'autre côté du fleuve Congo ».

« DÉCLARATION DE GUERRE »

M. Lissouba est parti en tournée dans la région pour convaincre les pays voisins de participer à cette force ; il s'est déjà rendu au Togo et au Burkina Faso. M. Sassou Nguesso est, lui, farouchement opposé à l'intervention d'une force de la RDC : cela équivaldrait à « une déclaration de guerre », a-t-il prévenu.

Ces dernières quarante-huit heures ont été marquées par un apaisement de la rhétorique anti-française volontiers entendue dans le camp de M. Lissouba, où l'on accuse Paris de soutenir M. Nguesso. « Connaissant la France et quelle que soit l'animosité que l'on peut afficher vis-à-vis de ce pays, honnêtement, je ne crois pas que la France ait pu prendre l'engagement de tirer sur Kinshasa », a dit M. Lissouba. M. Kolélas a tenu des propos semblables, et Paris a semblé approuver le projet de constitution d'une force africaine d'interposition.

A. Fr. (avec AFP et Reuters)

MARKETING INDUSTRIEL
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
Cours et séminaire d'études de cas (150 h sur 9 mois : soirs et samedis) coût : 1 040 F/an
Brochure sur demande écrite au : Marketing Industriel CNAM : 282, rue Saint-Martin, 75003 PARIS Tél. : 01-40-27-22-24 - 01-40-27-21-30
Envoi gratuit de tout matériel pédagogique et des documents de référence au 15 octobre 1997

Deux rassemblements sont prévus au Maracana et à Flamengo

Jean Paul II devait présider, samedi 4 et dimanche 5 octobre à Rio, au stade de Maracana et à Flamengo, deux rassemblements dans le cadre de la Rencontre mon-

RIO DE JANEIRO
de notre envoyé spécial
« Si Dieu est brésilien, le pape est carioca [habitant de Rio] », affirme pétoquetement une affiche publicitaire d'une compagnie d'assurances. C'est l'un des rares signes de la présence de Jean Paul II dans la mégapole brésilienne, qui est loin d'avoir povoisé. Les cariocas ne s'étaient guère déplacés en masse, jeudi 2 et vendredi 3 octobre, pour accueillir le pape, et sa venue ne s'était faite que par la perturbation du trafic routier, la présence massive des forces de sécurité (23 000 hommes au total) et la disparition dans les rues de tous les traîne-misère, accueillis provisoirement dans les établissements sociaux de la ville.

Ce n'est que samedi, après la messe à la cathédrale - pyramide moderne d'inspiration maya - que le pape devait se rendre au stade de Maracana (140 000 places) pour y recueillir les témoignages de dix-sept familles, à l'occasion de la Rencontre mondiale des familles qui motive ce troisième déplacement au Brésil. Spectacle chorégraphique, musique et, bien évidemment, samba étaient au programme. Le deuxième temps fort prévu devait avoir lieu, dimanche 5 octobre au matin, au parc de Flamengo, capable d'accueillir deux millions de personnes, où une messe sera célébrée.

Au Maracana et à Flamengo, le pape avait déjà réuni des foules en juillet 1980. Aujourd'hui, ce n'est plus le jeune Karol Wojtyla qui visite Rio, mais un pèlerin âgé qui compte déjà quatre-vingt voyages à l'étranger, dont quinze en Amérique latine, et l'intérêt pourrait s'être émoussé. Aux dires des cariocas, leur ville a

perdu de son engouement catholique pour se tourner de plus en plus vers les sectes évangélistes et pentecôtistes, qui fleurissent dans les favelas. A tel point que Rio serait devenue la cité la moins catholique du pays, qui compte pourtant 86,5 % de baptisés dans cette Eglise.

Néanmoins, le pape aime Rio. Il Pa montré, vendredi 3 octobre dans la soirée, après son discours de clôture du Congrès théologique pastoral, qui, pendant trois jours, s'est consacré à la famille. « Ce lieu crée une inspiration, car on y voit concrètement à l'œuvre l'architecture divine et l'architecture humaine. La première surpasse la deuxième, même si l'homme est un architecte et s'il est à l'image de Dieu. Cette double inspiration est importante pour la famille. Elle en a besoin pour survivre et perdurer. »

MISE EN GARDE ET RÉPURATION
En forme, heureux de se retrouver devant ces 2 500 délégués, dont un grand nombre d'ecclésiastiques, Jean Paul II a renouvelé ses prises de position sur l'importance de la famille et ses valeurs traditionnelles, comme « lieu privilégié pour faire croître le potentiel personnel et social que l'homme porte inscrit en lui ». Le mariage, la procréation et la fidélité en sont les arc-boutants.

Rien de précis n'a été dit jusqu'à présent sur l'avortement, qui occupe pourtant une place centrale dans ce voyage avec la remise à jour d'un texte de loi datant de 1946, que le Parlement brésilien tente de moderniser contre la volonté de l'Épiscopat (*Le Monde* du 2 octobre).

Ce texte accorde l'impunité pour les avortements en cas de viol ou de danger pour la mère. Ce sont les deux seuls cas prévus, mais l'Eglise

brésilienne craint que la porte ne s'ouvre à une légalisation généralisée.

La prise de position de l'épouse du président de la République, Ruth Cardoso, en faveur du nouveau texte, et ses déclarations selon lesquelles la venue du pape ne changerait rien, ont suscité la réprobation de l'épiscopat et du Vatican.

En outre, le discours du pape à son arrivée, mettant l'accent sur les problèmes sociaux du pays, a été jugé par la presse comme une mise en garde au président social-démocrate, Fernando Henrique Cardoso.

« Les déséquilibres sociaux, la distribution inégale et injuste des ressources économiques qui génère des conflits dans les cités et les campagnes, la nécessité d'une vaste diffusion des structures sanitaires et culturelles de base, les problèmes de l'enfance abandonnée dans les grandes villes, pour n'en citer que quelques-uns, constituent pour le gouvernement un défi d'une énorme proportion. »

Ces mots, et ceux qu'il a aussi prononcés sur le racisme sous-jacent envers la communauté afro-brésilienne, dans un pays qui se flatte d'avoir réussi le mélange des races, ont résonné comme un avertissement aux oreilles du candidat à la réélection présidentielle d'octobre 1998. Ce message, ainsi que le dou-

loureux problème des « sans-terre », évoqué discrètement par le pape, alors qu'il était censé ne venir que pour une « visite pastorale », a provoqué la surprise chez les dirigeants brésiliens. Mais rien n'a filtré sur ce que Jean Paul II et Fernando Henrique Cardoso se sont dit, vendredi matin, lors de la réception officielle au palais de Larenjeiras.

12 201-7534 **Michel Bôlle-Richard**

Pendant son séjour de trois jours, Ernesto Zedillo devra rassurer les milieux d'affaires et les organisations de défense des droits de l'homme

MEXICO .
the correspondent

Attendu, samedi 10 octobre, à Paris pour sa première visite officielle en France, le chef de l'Etat mexicain, Ernesto Zedillo, n'aura pas le tâche facile. Longuement préparé, ce séjour a des objectifs ambitieux — accélérer les négociations pour parvenir à un accord avec l'Union européenne et convaincre les investisseurs de s'intéresser davantage au Mexique — mais plusieurs faux pas ont compromis, ces dernières semaines, les relations avec les milieux d'affaires français et les organisations internationales de défense des droits de l'homme.

A peine arrivé, M. Zedillo devra affronter les représentants de quatre organisations (Amnesty International, Reporters sans frontières, la Fédération internationale des droits de l'homme et l'Association des chrétiens pour l'abolition de la torture), qui lui feront part, dimanche, de leurs préoccupations face à l'aggravation de la situation des droits de l'homme au Mexique et protesteront contre l'expulsion, en avril, de deux experts de la FIDH venus enquêter sur le terrain. Reporters sans frontières remettra au président Zedillo un rapport dénonçant les nombreuses agressions dont sont victimes les journalistes mexicains, dont trois ont été assassinés depuis le

mois de mai, Amnesty International
enfin, présentera un document é-
nonçant les quarante exécutions é-
trajudiciaires et les trente « dispari-
tions forcées » depuis le début de
l'année. La réunion s'annonce hou-
leuse entre un président accusé de
« *manquer de volonté* » pour mettre
un terme à l'impunité et à la corrup-
tion et des organisation humanitaires
intéressées du refus présidentiel de rece-
voir, le mois suivant à Mexico, Inse-

crétaire général d'Amnesty International. Pierre Sané.

Le président mexicain devra également affronter le mécontentement d'un secteur du patronat français qui veut connaître les raisons qui ont conduit à l'annulation d'un contrat de 360 millions de dollars (environ 2 milliards de francs) pour la fabrication de vingt-huit rames destinées à une nouvelle ligne de métro actuellement en construction à Mexico. L'appel d'offres, remporté en juillet par le consortium franco-canadien GEC-Alsthom et Bombardier, a été annulé après une plainte déposée par le concurrent espagnol Construcciones y Auxiliars de Ferrocarriles (CAF) et son associé japonais Mitsubishi.

PROFOND MALAISE

Cet incident, ajouté à la disqualification suspecte de Gaz de France pour la fourniture de gaz naturel dans le nord du Mexique, a provoqué un profond malaise au sein des milieux d'affaires français et canadiens, qui ont demandé à leur gouvernement respectif d'intervenir auprès de M. Zedillo. Jacques Chirac et son collègue canadien, Jean Chrétien, ont répondu favorablement à cette requête mais le président Zedillo n'a pas donné suite aux demandes d'éclaircissements.

Alors que les investisseurs étrangers manifestent leurs inquiétudes, M. Zedillo assure que le différend sera résolu par les instances adéquates et qu'il ne devrait pas remettre en cause les projets d'investissements européens dont le Mexique a tant besoin pour équilibrer la présence envahissante des Etats-Unis. Les échanges avec son voisin du Nord représentent, en effet, plus de 80 % du commerce total et la proportion

tend encore à croître depuis l'entrée en vigueur, en janvier 1994, de l'accord de libre-échange avec les États-Unis et le Canada.

Le commerce avec la France, en revanche, portée sur à peine plus de 1 % du total. Des deux côtés on parle de doubler le montant des échanges en trois ans, mais les perspectives sont plus encourageantes en matière d'investissements, à condition que les règles du jeu soient équitables. Outre les magasins Carrefour, qui ont ouvert treize hypermarchés ces dernières années, diverses entreprises françaises ont monté des usines au Mexique. C'est le cas de Saint-Gobain (verre), Sommer Allibert (tableaux de bord), Gemm Ali-B (cartes à puces). D'autres projets sont à l'étude, notamment dans le traitement des eaux et la pétrochimie.

« Le Mexique est une excellente plate-forme pour l'Amérique du Nord et pour le reste de l'Amérique latine », estime le président du groupe Saint-Gobain, Jean-Louis Boffa, qui s'est publiquement engagé à « faire mieux connaître les capacités du Mexique aux industriels français et à contribuer au renforcement des liens » entre ce pays et l'Union européenne. L'ambassadeur de France à Mexico, Bruno Delaye, évoque, lui, « le nouveau visage du Mexique » depuis les élections fédérales de 1988. Le Mexique est « le plus dynamique des changements politiques en cours » est-ce cependant venu du principal représentant de l'opposition de gauche, Cuauhtémoc Cárdenas, qui, à Paris où il vient de passer, a recouru la « volonté » démocratique du président Zedillo, même s'il reste beaucoup de chemin à parcourir.

Bertrand de la Grange

RIO DE JANEIRO

te notre correspondant

Au même titre que la violence et le trafic de drogue, la « rapide expansion des sectes » figure au nombre des « préoccupations » que le pape a exprimées récemment dans la lettre adressée à la présidence du Conseil des conférences épiscopales d'Amérique latine (Celam), dont l'assemblée ordinaire se tient à Rio, en même temps que la Rencontre mondiale des familles présidée par Jean Paul II. Simultanément « plus grande nation catholique du monde » et terre promise d'une multitude de cultes, issus du spiritisme ou des religions afro-brésiliennes, le Brésil est, depuis une vingtaine d'années, l'un des terrains les plus fertiles aux sectes dites néopentecostiques (le pentecôtisme est un courant religieux qui fait une grande place à l'esprit saint, aux exorcismes et aux miracles).

« Les sectes néopentecostiques ont inventé le "fast-food de la foi" », dit le sociologue Flavio Pimentel, de l'Université de São Paulo. Il s'en créerait près d'une centaine par jour au Brésil, mais leur durée de vie est souvent très courte. On estime aujourd'hui leurs centres (croyants) à environ 15 % de la population contre moins de 5 % en 1980. Le succès des sectes s'explique par un certain épauement des Eglises historiques (catholique et protestantes), par le dynamisme de leurs réseaux sociaux et éducatifs, par leurs liens avec les riches maisons mères américaines, par l'absence de médiation (pas de clergé, lecture fondamentaliste de la Bible), par la place donnée au mysticisme et à l'émotion.

Fondée il y a dix ans, dans une entreprise de pompes funèbres en faillite des faubourgs de Rio, l'Eglise universelle du royaume de Dieu est, de loin,

la plus grande de ces sectes. Ancien employé de la Loterie de l'Etat de Rio, Edir Macedo, cinquante-deux ans, « *évéque-chef* » autoproclamé de cette Eglise, se trouve à la tête d'un empire. Répartis dans une cinquantaine de pays, ses quelque deux mille cinq cents temples sont fréquentés par environ six millions de fidèles. Avec des slogans aussi efficaces que « *chez nous, le miracle est naturel* » et un sens du marketing dépourvu de tout scrupule, l'Eglise universelle ratisse très large, surtout dans les banlieues pauvres et chez les femmes (81 % des fidèles à Rio). L'avancement des « pasteurs » dépend de l'évolution des rentrées de la dime dans les temples dont ils ont la charge. Tous les moyens sont bons pour attirer le chaland en quête de réconfort mystique.

Outre un mercantilisme affiché et des investissements massifs dans les médias (dont l'achat, en 1989, pour 45 millions de dollars, de TV Record, placée au troisième rang des chaînes brésiliennes), cette secte se distingue par son agressivité. La provocation la plus grave remonte à octobre 1995 : alors que les catholiques s'apprêtaient à honorer Mossa Senhora de Aparecida, la patronne du Brésil, un certain « pasteur » von Helde osa, devant la caméra de TV Record, donner des coups de pied à une statue de la sainte en déclarant : « Ce n'est que du plâtre. »

En représailles, plusieurs temples de la secte avaient été saccagés. Autant dire que pour Edir Macedo, le pape, dont plusieurs portraits géants ont été barbouillés avant sa nouvelle visite au Brésil (*Le Monde* du 30 septembre), n'est pas le bienvenu à Rio. Une certaine neutralité est toutefois observée à son égard par la télé de la secte.

Jean-Jacques Sevilla

ON UNE ÉTUDE de deux so-

biologues néerlandais, conduite pour le compte de PONG polynésienne Hiti Tau, et partiellement financée par le Conseil océanique des Eglises à Genève, des adolescents et des enfants polynésiens ont travaillé sur les sites des essais nucléaires français dans le Pacifique, au mépris des règles de sécurité et de la législation.

Sur les 10 000 à 15 000 travailleurs polyvéniens qui se sont succédé sur les atolls entre 1966 et 1996, il apparaîtrait que 10 % des personnels locaux avaient moins de 18 ans au moment de leur embauche, 6 % moins de 16 ans, et 0,3 % moins de 10 ans. L'enquête, rendue publique vendredi 3 octobre par le Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, à Lyon, est présentée comme la première

étude indépendante sur la santé des travailleurs polynésiens sur les sites nucléaires français et sur celle des insulaires habitant à proximité de Mururoa et de Fangataufa, à partir d'entretiens réalisés par les enquêteurs avec 737 anciens employés qui ont travaillé sur place.

D'autre part, 91,3 % de ces personnes ont dit n'avoir pas confiance dans le système de santé officiel français et souhaitent une étude médicale indépendante sur la recrudescence de cancers et autres maladies imputés à la radioactivité. Plusieurs des employés interrogés affirment avoir été exposés à des risques de contamination sans le savoir. Ils dénoncent le « manque de transparence » du système de santé et affirment qu'une fois tombés malades ils se sont heurtés à « un mur d'incrédulité » de la part

des experts médicaux français, ou à « des intimidations » des autorités. La plupart des personnels interrogés font état de la période des essais nucléaires en atmosphère, de 1966 à 1975.

A Papeete, le Haut-Commissariat de la Polynésie et la direction des centres d'expérimentation nucléaire ont démenti que la France ait jamais employé d'adolescents et encore moins d'enfants sur les îles, conformément à la législation française. Des études épidémiologiques, confiées notamment à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), ne montrent aucun effet négatif à ce jour, selon les mêmes sources, qui ont pris l'engagement de publier les premiers résultats.

LL

STYVE P... H... EN... MO... H... CH... MO... H... CH... MO... H... CH...

L'ÉVÈNEMENT ANTI-CHUTE

MOLECULE
ANTI-CHUTE
SOUVENIR

ANTI-CHUTE DERCOS
A L'AMINEXIL

10 ANS DE RECHERCHE POUR LA NOUVELLE
MOLECULE ANTI-CHUTE QUI LUTTE
CONTRE LA FIBROSE DES RACINES : L'AMINEXIL®.

EFFICACITÉ PROUVÉE*
À 6 SEMAINES
EN MILIEU HOSPITALIER.

Voici le premier traitement anti-chute à
l'Aminexil® qui lutte contre la fibrose des
racines. Cette fibrose entraîne la chute
prématurée des cheveux.
Consultez votre pharmacien.

VICHY
LABORATOIRES
LA SANTÉ PASSE AUSSI PAR LA PEAU.

* En application quotidienne contre fibrose sur 120 personnes.

Pharmacia Inc. 1987

Un sommet franco-italien discret et en demi-teinte

Paris et Rome peinent à s'entendre sur l'emploi

CHAMBÉRY

On aurait pu croire que l'entrée de l'Italie dans l'espace Schengen, l'ouverture de la frontière franco-italienne auraient mérité quelques réjouissances. Mais, vendredi 3 octobre, à Chambéry, après tout, ce n'est pas rien. Alors que la frontière belge reste fermée jusqu'à nouvel ordre par peur de la drogue néerlandaise, la frontière italienne, qui effrayait tant nos policiers, est ouverte sans autre forme de procès, et presque en catimini. Le président Chirac, présentant les résultats des conversations, s'est borné à confirmer laconiquement le fait, en annonçant la signature par le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, de deux conventions de coopération policière et de réadmission des clandestins.

Cette discrétion aura été la marque de ce sommet en demi-teinte, entre deux gouvernements trop préoccupés par leurs débats internes pour avoir vraiment le cœur à ce qu'ils faisaient. Chacun était plus venu par devoir, avec le soubord d'obtenir éventuellement un appui sur tel ou tel dossier, sans trop d'illusions. Le président du Conseil italien, Romano Prodi, qui s'était déjà rendu à Paris il y a huit jours, a beaucoup à faire pour convaincre ses alliés néocommunistes d'accepter pour 1998 un budget de rigueur destiné à qualifier l'Italie pour l'euro. Le président Chirac a salué ses efforts, soulignant que « la France et l'Italie ont vocation à participer à l'euro ».

Lionel Jospin, l'esprit occupé par sa conférence du 10 octobre sur les 35 heures, a concocté avec les Italiens une déclaration conjointe pour préciser l'importance que les deux gouvernements attachent au prochain sommet européen sur l'emploi, en novembre, au Luxembourg. Paris et Rome y estiment « nécessaire d'affronter les problèmes de flexibilité du marché et du temps de travail en soulignant l'importance de la coopération que les partenaires sociaux doivent établir entre eux pour définir des formules praticables, également en ce qui concerne la réduction

PROJET DE PARTENARIAT

La conférence de presse de fin de sommet a rapidement balayé les sujets à l'ordre du jour. La Savoie était naturellement intéressée de savoir ce qu'il advenait du projet de liaison ferroviaire transalpine Lyon-Turin. Dominique Voynet et Jean-Claude Gayssot, ministres de l'environnement et des transports, ont présenté de concert les positions françaises sur les aspects techniques et écologiques de l'affaire. Les études, financées sur fonds européens, se poursuivent. Pour la réalisation, Romano Prodi a renvoyé à plus long terme.

Les Italiens n'ont pas paru très chauds sur le projet de partenariat suggéré par les Français entre Air France et Alitalia. Ce partenariat viendrait à point nommé sortir Air France de son relatif isolement en Europe, mais les Italiens ont d'autres discussions en cours avec Swissair et KLM. La suite est restée dans le secret des cabinets, à l'abri des oreilles indiscretes. Depuis la cohabitation, l'habitude s'est installée d'éviter de faire de ces rencontres de grands shows médiatiques, sauf pour l'image officielle. Il en était ainsi à Weimar, pour le sommet franco-allemand. Les Chambériens n'auront eu qu'une vision fugitive de leurs hôtes d'un jour, dont on avait installé les quartiers à Aix-les-Bains, station thermale dirigée par une municipalité RPR de choc, avec un fort électoral Front National.

Henri de Bresson

Les syndicats européens vont abandonner les 35 heures

BRUXELLES

Les 35 heures hebdomadaires constituent-elles déjà un slogan dépassé ? Au moment même où le gouvernement français s'apprête à réduire la durée hebdomadaire légale du travail, la Confédération européenne des syndicats (CES) - à laquelle adhèrent la CFDT, FO et la CFTC - s'apprête à abandonner cette revendication historique. Certes, la décision ne devrait être prise que lors du prochain congrès, en 1999. Mais la conférence organisée par la CES les 2 et 3 octobre à Bruxelles ne laisse aucun doute sur l'issue des débats. Son titre était déjà tout un programme : « Les nouvelles voies de la politique du temps de travail : le temps de travail sur une vie et la nouvelle organisation du travail ». Pour Jean Lapeyre, secrétaire général adjoint de la CES, « il faudra toujours conserver des garde-fous comme la durée maximale du travail hebdomadaire, mais tout nous incite à avancer sur l'idée d'un temps de travail calculé sur la vie active : les nouvelles formes d'emploi, comme le temps partiel, les nouvelles technologies et l'évolution des méthodes de vie ».

Pour le chercheur français Jean-Yves Boulin, cette démarche est logique : « Il y a cent cinquante ans, la référence était la durée quotidienne du travail, puis est venue la revendication d'avoir deux jours de congés par semaine, puis la semaine de congés payés, puis le mois. Enfin, la retraite est calculée en fonction du nombre d'années effectuées. Mais la grande différence est que toutes ces durées étaient imposées au salarié. Désormais, on lui demande de choisir : passer en temps partiel, prendre un congé parental, une préretraite

progressive. » Signe de cette évolution : le puissant syndicat allemand, IG Metall, héritier des 35 heures en Europe depuis 1984, vient de signer un accord pour favoriser les départs en préretraite progressive dès cinquante-cinq ans.

« Nous sommes arrivés au bout de la possibilité de faire de la réduction hebdomadaire collective du temps de travail une revendication. Nous allons désormais nous efforcer de l'organiser sur la carrière. Après tout, permettre à un salarié de partir en préretraite deux ans avant l'âge légal revient à réduire son temps de travail de 5 %. C'est comme s'il travaillait deux heures de moins par semaine tout au long de sa vie », a expliqué Walter Riester, vice-président de l'IG Metall. Un chercheur de la CES a fait ses calculs : « Aujourd'hui, un salarié travaille en moyenne 70 000 heures durant sa vie. En tenant compte de quelques années en temps partiel pour élever ses enfants, d'un congé formation pour se recycler et d'un départ anticipé en préretraite, on peut faire de 50 000 heures travaillées un objectif syndical ».

Bien entendu, cette nouvelle optique pose de nouveaux problèmes : elle parachève l'individualisation d'horaires jusqu'ici collectifs. Elle pose aussi de redoutables problèmes aux systèmes de retraite et de protection sociale. La CES entend lancer le débat, mais, si elle ne prétend pas disposer de toutes les solutions, elle estime qu'elle dispose du seul moyen pour le syndicalisme de reprendre l'initiative sur le thème central du temps de travail.

Frédéric Lemaître

Le gouvernement italien est de nouveau menacé par une crise politique provoquée par la gauche

Rifondazione comunista a refusé de voter le budget

Le président du conseil italien, Romano Prodi, a affirmé que la crise politique qui sévit actuellement est « la plus folle du monde ». Alors qu'il

pensait avoir gagné la bataille pour l'euro, avec l'Italie dans le peloton de tête de la monnaie unique, son gouvernement se trouve suspendu

à un fil, sur fond de menace d'élections anticipées, après la décision de Rifondazione comunista de ne pas voter le budget.

ROME

Le président du conseil italien, Romano Prodi, doit prendre la parole, mardi 7 octobre devant la Chambre des députés, pour ouvrir le débat sur la situation politique, après la décision de Rifondazione comunista de ne pas voter le projet de budget, adopté par le gouvernement dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 septembre.

Sans les communistes orthodoxes, la coalition de centre-gauche de l'Olivier ne dispose pas de la majorité à la Chambre. Prudence oblige, la date retenue pour la clarification est la plus éloignée possible afin de laisser à chacun les marges de manœuvre indispensables pour tenter d'éviter l'ouverture formelle de la crise. Samedi matin, il restait encore trois jours pour trouver une solution à une situation critique que rien ne laissait pourtant présager.

Après plusieurs années de lourds sacrifices demandés aux Italiens au nom de l'euro, le projet de budget pour l'année 1998 était en effet considéré comme l'un des plus lé-

gers de ces derniers temps. La question fondamentale qui opposait Rifondazione comunista au reste de la majorité, la réforme de la protection sociale, attend la conclusion des négociations avec les syndicats. Les économies prévues dans ce secteur et inscrites dans le budget, de l'ordre de 5 000 milliards de lire (1 000 lire équivalent à 3,40 francs environ), semblent peu de chose face aux énormes sacrifices - plus de 80 000 milliards de lire - demandés et obtenus par le gouvernement de l'Olivier, avec l'appui de Rifondazione comunista, depuis qu'il est aux affaires. Alors pourquoi « faire la crise maintenant » ?

La réponse, selon nombre de commentateurs, est donc politique et simple : il s'agit de la dernière occasion pour l'autre gauche de se faire remarquer, d'afficher sa « raison sociale ». L'adoption du budget et la probable entrée dans l'euro, avec une situation économique favorable, ainsi que les réformes institutionnelles qui devraient bientôt aboutir avec le renforcement du système bipo-

laire, limiteraient la marge d'action des communistes. Pour le secrétaire Fausto Bertinotti - certains l'appellent « sub-commandante Fausto » - c'est l'occasion ou jamais de tenter de barrer la route à cette gauche réformiste qui, en Italie aussi, a compris quel est son chemin.

ELECTIONS ANTICIPÉES ?

En fait, la crise se serait qu'un prétexte pour un règlement de comptes définitif entre les deux partis de la gauche, le PDS, le Parti démocratique de la gauche, et Rifondazione comunista, issus tous deux du PCI. C'est la raison pour laquelle le secrétaire du PDS, Massimo D'Alema, et ses alliés de la coalition ont voulu éviter de rester bloqués dans une situation d'incertitude d'ici au vote du budget, prévu pour la fin de l'année. Ils ont préféré la voie de la mise au clair immédiate en mettant dans la balance une seule solution possible : des élections anticipées à tenir dès fin novembre.

Aucune autre sortie de la crise ne semble satisfaire la gauche gouver-

nementale. Surtout pas l'éventuelle roue de secours offerte par les centristes, ex-démocrates-chrétiens du centre droit, qui, paraît-il, semble plaire justement aux dirigeants de Rifondazione comunista... C'est du côté de la France, avec la signature, lors de l'annuel sommet italo-français, vendredi, à Chambéry, d'une déclaration commune sur la réduction du temps de travail que pourrait venir une éclaircie. Fausto Bertinotti fait la fine bouche mais cette ouverture sur un tel sujet sensible pourrait le pousser à revoir sa position. Romano Prodi pourrait mettre également sur le tapis un effort supplémentaire pour l'emploi.

Bref, d'ici à mardi, les pressions sur les communistes vont se multiplier. D'ailleurs, des syndicats au patronat en passant par les électeurs de gauche, les Italiens ne semblent pas comprendre le sens d'une telle crise. Vendredi soir, c'est le président de la République lui-même qui, sans citer Fausto Bertinotti, a condamné celui qui « met les bâtons dans les roues ».

Salvatore Aloise

OUVERTURE DU CAPITAL

Les avantages, c'est parfois facile d'en profiter. Il suffit de réserver.

En réservant dès maintenant vos actions France Télécom, vous avez la garantie, dans la limite de 30 000 F par personne, soit d'obtenir le nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit d'être au moins deux fois mieux servi que si vous n'aviez pas réservé.

France Télécom : une entreprise de services pour tous

Des services adaptés à chacun

L'un des meilleurs atouts de France Télécom est la fiabilité de ses réseaux de télécommunications numérisés à 100 % qui équipent la France entière.

Du simple téléphone à une gamme complète de services mobiles, du Minitel à Internet, de l'image au multimédia... autant de réponses qui se déclinent selon chaque besoin, avec une offre complète de solutions adaptées aux besoins de chacun.

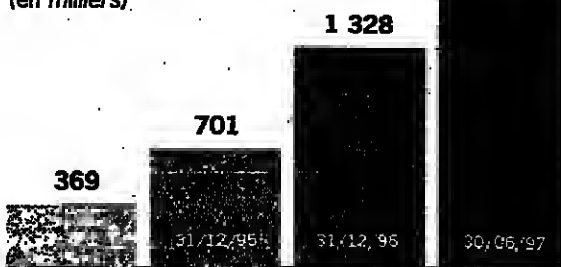
Une présence sur tout le territoire

A travers ses 600 points d'accueil, France Télécom est plus que jamais proche de ses clients : 92 % d'entre eux sont satisfaits de la qualité de ses services (Etude Sofrès). Ce succès est avant tout à porter au crédit des équipes de France Télécom : 165 200 personnes compétentes au service de la clientèle.

Un marché en pleine expansion : les mobiles

Avec Itineris, l'entreprise occupe une place de leader avec 58 % du marché français numérique qui est en plein développement. Au 30 juin 1997, on comptait 1 932 000 abonnés à Itineris avec un doublement du nombre de clients en un an et 807 400 utilisateurs de Tatoo (radiomessagerie sans abonnement).

Nombre d'abonnés Itineris (en milliers)



L'extrême droite autrichienne
une consultation sur la

Jusqu'au 6 octobre inclus
place dans le capital de
Contactez votre intermédiaire
ou appelez le 10 10 10

France Télécom. L'an 2000

L'extrême droite autrichienne impose une consultation sur la monnaie unique

Le débat est ouvert à la veille d'une élection régionale

Quelque 970 000 électeurs seront appelés aux urnes, dimanche 5 octobre, pour renouveler le Parlement régional (diète) de la Haute-Au-

triche, dominé par le parti conservateur de Josef Fuhringer, gouverneur de la province. A l'occasion de ce premier test électoral pour les

deux partis de la coalition gouvernementale, sociaux-démocrates et conservateurs, l'extrême droite a imposé une consultation sur l'euro.

VIENNE
de notre correspondante
L'élection régionale de Haute-Autriche constituera, dimanche 5 octobre, un important test électoral. Les sondages sont en effet peu favorables aux deux partis de la coalition gouvernementale, conservateurs et sociaux-démocrates. Le parti conservateur devrait conserver sa place de premier parti, mais risque de perdre jusqu'à 4 % des voix sur les 452 % qu'il avait obtenus au dernier scrutin en 1991. Les sociaux-démocrates, qui espèrent profiter de la popularité du chancelier Viktor Klima, qui a succédé, en janvier, au chancelier Franz Vranitzky à la tête de la coalition, risquent aussi de reculer de 4 %. Ils avaient recueilli 31,4 % en 1991.

Le chef de l'extrême droite, Jörg Haider, a, lui, réussi une nouvelle fois à défer la coalition au pouvoir en lui imposant un débat sur l'intro-

duction de la future monnaie unique européenne. Avec son parti libéral, il a obtenu l'organisation d'une « consultation populaire » pour demander aux Autrichiens d'apporter leurs signatures à une pétition en faveur d'un référendum sur le sujet. Ce référendum devrait avoir lieu du 24 novembre au 1^{er} décembre, en même temps qu'une autre consultation demandée par les Verts sur le nucléaire civil.

L'initiative de l'extrême droite n'aura pas de conséquence directe : la majorité qui soutient la coalition gouvernementale, formée des sociaux-démocrates et des conservateurs, rejette toute idée de référendum et entend bien faire entrer l'Autriche dans la zone euro à la date prévue. En prenant le contre-pied de la campagne d'information du gouvernement, cette initiative risque de poser un problème de crédibilité aux partis gouvernementaux si la consultation leur était défavorable.

Les élections de Haute-Autriche, où il s'agit de renouveler le 5 octobre le Parlement régional et les conseils municipaux, ont ouvert à

M. Haider un large champ d'action pour développer son offensive. Le chef d'extrême droite, qui profite de la discussion récurrente de l'Allemagne sur le report de l'euro, veut apparaître comme le défenseur de tous ceux qui s'inquiètent des conséquences de la monnaie unique sur leur pouvoir d'achat et l'emploi.

TRAVAIL DE SAPE

La coalition au pouvoir en est à son troisième budget d'austérité consécutif. Avec un déficit public de 2,6 % du PIB, une inflation de 1,6 %, l'Autriche fait partie des pays qui respectent le mieux les critères fixés par le traité de Maastricht pour les candidats à la monnaie unique. Elle a réussi à le faire en maintenant son taux de chômage à 4 %, ce qui en fait, derrière le Luxembourg, le pays avec le plus faible taux de chômage parmi les quinze. Les mesures d'économie ont été réalisées en réduisant les excès d'un Etat-providence dépeuplé et les privilèges de la fonction publique.

Mais beaucoup de personnes ont le sentiment de se sentir indûment la censure et redoutent des décali-

sations massives d'entreprises. Signe des temps, la Fédération des syndicats s'est ainsi prudemment écartée de la campagne pro-euro lancée par le gouvernement en raison du malaise d'une grande partie de ses troupes. La politique européenne permet au chef de l'opposition de continuer son travail de sape en prévision des élections législatives de 1999. Dans les derniers sondages, l'extrême droite égale, voire dépasse, les conservateurs et talonne le Parti social-démocrate du chancelier Viktor Klima. Jörg Haider devrait également tenter de pousser son avantage lors de l'élection présidentielle, prévue au printemps 1998.

L'annonce, attendue en octobre, de la candidature du président Thomas Klestil pour un deuxième mandat et le renoncement des sociaux-démocrates à lui opposer leur propre candidat permettront au FPÖ et à son ambitieux leader de marteler son message favori contre la maîtrise des deux grands partis de la coalition sur tous les rouages de l'Etat.

Waltraud Baryll

Les massacres en Algérie ont fait 89 morts depuis jeudi

ALGER. Des quotidiens d'Algérie rapportent, samedi 4 octobre, qu'au moins 89 civils auraient été tués dans une série de massacres commis depuis jeudi 2 octobre. Selon ces sources, 38 personnes dont des femmes et des enfants ont été massacrées, pour la plupart égorgées ou tuées à la hache, dans la nuit de jeudi à vendredi, à Mellaha (plaine de la Mitidja, au sud d'Alger). La nuit précédente, deux autres massacres ont fait 37 morts dans la région de Médéa (à 80 kilomètres au sud d'Alger). Enfin, à Harrouba, près d'Oran (ouest du pays), 14 personnes ont été assassinées jeudi soir par un groupe armé. Neuf des corps ont été retrouvés décapités. D'autre part, la ville de garnison de Blida (40 kilomètres au sud d'Alger) a été attaquée, vendredi 2 octobre au soir, à coups de roquettes artisanales, selon le quotidien *El Watan* qui donne un premier bilan de 4 morts et 200 blessés. - (AFP)

Les Etats-Unis n'appliqueraient pas de sanctions contre Total

WASHINGTON. Les Etats-Unis ont décidé de ne pas sanctionner Total, après la signature d'un contrat gazier avec l'Iran par la compagnie pétrolière française, a rapporté samedi 4 octobre le *Washington Post*. Selon le quotidien, qui cite un responsable non identifié, le président américain Bill Clinton demandera plutôt aux pays membres de l'Union européenne (UE) de faire davantage pression sur Tébérân pour qu'il renonce au terrorisme. Un consortium conduit par Total a conclu un contrat de 2 milliards de dollars pour l'exploitation d'un champ gazier en Iran. Ce contrat tombe en principe sous la loi O'Amato prévoyant des sanctions contre toute entreprise étrangère qui investirait plus de 40 millions de dollars par an dans le secteur des hydrocarbures en Iran et en Libye. Mais toute décision finale revient au président Clinton qui, selon le *Washington Post*, ne souhaite pas s'engager dans une guerre commerciale avec l'UE à propos de ce contrat. - (AFP)

Human Rights Watch dénonce les abus de l'Autorité palestinienne

NEW YORK. L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) a accusé les services de l'Autorité palestinienne d'avoir recouru à l'intimidation et à la torture, dans un rapport publié vendredi 3 octobre. Selon HRW, la pratique systématique de la torture des suspects a entraîné la mort de quatorze d'entre eux en 1994. « Les trois premières années de l'autonomie palestinienne ont été caractérisées par des abus et des centaines de détentions arbitraires commis par les innombrables services de sécurité, en violation des droits élémentaires du détenu », indique HRW. La plupart des personnes arrêtées ne comparaissent jamais devant un tribunal, et celles qui le sont sont victimes de jugements expéditifs. L'Autorité palestinienne est aussi accusée d'avoir menacé et arrêté des journalistes, des militants des droits de l'homme et d'autres critiques de l'Autorité, « encourageant ainsi l'autocensure et créant un climat de peur et d'intimidation ». Le rapport critique également Israël et les Etats-Unis, qui « font pression sur l'Autorité palestinienne afin qu'elle réprime la violence anti-israélienne sans pour autant se soucier des méthodes utilisées ». - (AFP)

L'AIEA veut avoir accès à l'armement nucléaire irakien

VIENNE. L'Autorité internationale de l'énergie atomique (AIEA) a demandé, vendredi 3 octobre, à l'Irak « de remettre sans plus tarder aux inspecteurs de l'organisation les équipements, les matières ou les éléments d'information liés à son armement nucléaire, dont l'existence n'a pas encore été révélée ». La résolution de l'AIEA a été adoptée par soixante-quinze pays. Quinze se sont abstenus. Le texte, adopté à la conférence générale de l'AIEA, demande à l'Irak « d'accorder immédiatement et sans conditions ni restrictions l'accès aux inspecteurs pour contrôler son armement nucléaire ». La résolution souligne que « les inspecteurs de l'AIEA continueront d'exercer leur droit d'enquêteur sur tous les aspects de la capacité d'armement nucléaire de l'Irak ». - (AFP)

Un ministre britannique envisage une participation à l'euro dès 1999

LONDRES. Peter Mandelson, influent ministre sans portefeuille du gouvernement britannique de Tony Blair, s'est refusé à exclure une participation de la Grande-Bretagne à la monnaie unique européenne dès la première vague, en janvier 1999. Interrogé, jeudi 2 octobre, par la télévision irlandaise RTE, sur la possibilité d'une adhésion à l'euro dès 1999, « si les circonstances économiques deviennent bonnes », M. Mandelson a répondu : « Bien sûr ». La diffusion, vendredi 3 octobre, des propos jugés très positifs de ce membre de la garde rapprochée de Tony Blair accroît encore le sentiment d'un changement d'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard de la monnaie unique. Selon les commentateurs officiels de responsables gouvernementaux, Tony Blair pourrait exclure d'ici la fin de l'année une participation à la première vague de l'euro, tout en signalant sa volonté d'y adhérer rapidement par la suite. - (AFP)

Présidentielles indécises en Serbie et au Monténégro

BELGRADE. Les Serbes voteront, dimanche 5 octobre, pour le second tour de la présidentielle entre Zoran Ljilic, candidat socialiste proche de Slobodan Milosevic, et son rival ultranationaliste Vojislav Seselj. M. Ljilic est arrivé en tête au premier tour avec 35,70 % des suffrages exprimés, devant M. Seselj (27,28 %), chef du Parti radical (SRS, extrême droite). Le vote de dimanche risque toutefois d'être invalidé en raison d'un taux de participation qui pourrait être inférieur à 50 %, ce qui rendrait nécessaire une nouvelle élection présidentielle. Quelque 450 000 électeurs du Monténégro, qui forme avec la Serbie la République fédérale de Yougoslavie, sont également appelés à choisir dimanche un président parmi huit candidats. La course se réduira à un duel entre le président sortant, le « conservateur » et inconditionnel de M. Milosevic, Momir Bulatovic (quarante et un ans), et le premier ministre « réformateur » Milo Djukanovic, trente-cinq ans, principales figures du Parti démocratique des socialistes (DPS, ex-communiste). Les derniers sondages donnent M. Djukanovic favori avec une avance de l'ordre de 10 % sur son adversaire. - (AFP)

(Lire aussi notre éditorial p. 15)

Réserver, c'est profiter au mieux de 6 avantages exclusifs pour les particuliers

1. Réduction sur le prix de l'action

Le prix de l'action sera compris entre 170 F et 190 F. En tant que particulier, vous bénéficierez d'une réduction de 5 % sur ce prix, quel que soit le montant de votre achat.

2. L'avantage d'être mieux servi

Pour la première fois, en réservant vos actions, vous avez la garantie, dans la limite de 30 000 F par personne, soit d'obtenir le nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit d'être au moins deux fois mieux servi que si vous n'aviez pas réservé.

3. L'attribution d'actions gratuites

En gardant vos actions au moins 18 mois, vous recevrez automatiquement une action gratuite pour dix achetées.

4. L'exonération des droits de garde

Aucune commission ne sera perçue sur l'achat de vos actions et pendant 18 mois, vous n'aurez à payer aucun droit de garde pour la conservation de vos actions France Télécom.

5. Les avantages fiscaux du PEA

Vous pouvez inscrire vos actions France Télécom sur un Plan d'Epargne en Actions (PEA). Vous profiterez alors de toutes les exonérations fiscales du PEA.

6. Le Club des Clients-Actionnaires

La réservation d'au moins 5 000 F d'actions vous permettra d'adhérer gratuitement au Club des Clients-Actionnaires. Vous serez ainsi étroitement associé à la vie de l'entreprise et vous bénéficierez d'offres promotionnelles sur de nombreux produits et services France Télécom.

Un document de référence enregistré et une note d'opération visée par la COB sont disponibles, sans frais, auprès des intermédiaires financiers, du 1010 et de France Télécom.

Jusqu'au 6 octobre inclus, réservez votre place dans le capital de France Télécom. Contactez votre intermédiaire financier ou appelez le 10 10* !

Renseignez-vous en appelant le

10 10

appel gratuit 24 h sur 24

* Ou le 0 800 05 10 10 (appel gratuit) ou par Minitel 3614 ou 3623 code 1010FT (0,37 F mn) ou sur Internet <http://www.1010.francetelecom.fr>

France Télécom. L'an 2000, c'est vous, c'est nous.



France Telecom

de nouveau menacée par la gauche

c'est parti profiter réserve

France Télécom, vous avez la garantie, dans la limite de 30 000 F par personne, soit d'obtenir le nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit d'être au moins deux fois mieux servi que si vous n'aviez pas réservé.

L'OPA PROMODES : une opération hostile

des conséquences graves et inévitables

- Endettement massif de Promodès lié à l'acquisition de Casino (32 à 40 milliards de francs)
- Licenciements et restructurations malgré les bonnes intentions affirmées
- Changement d'enseignes
- Fermeture d'entrepôts

et pour vous, actionnaires de Casino

- une offre conditionnelle donc incertaine, qui ne permet pas de bénéficier de la croissance future de votre société

LE PRO
une ambi

des succes par

• Poursuite de la c

-65 du resulta

• Accélération du d

en France et à l'é

• Maintien de la tra

• Respect de la tra

de Casino à Sam

et pour vous, a

• une offre plus at

• une fiscalité av

Vous avez co

RALLY

Publicité

LE PROJET RALLYE : une ambition pour CASINO

des succès partagés et voulus par tous

- Poursuite de la croissance des résultats :
+65% du résultat courant au premier semestre
- Accélération du développement
en France et à l'international
- Maintien de la très forte culture d'entreprise
- Respect de la tradition d'entreprise citoyenne
de Casino à Saint-Etienne et dans sa région

et pour vous, actionnaires de Casino

- une offre plus attractive
- une fiscalité avantageuse

***Vous avez confiance en Casino,
restons associés***

RALLYE ***Casino***

هكذا من العمل

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 5 - LUNDI 6 OCTOBRE 1997

EMPLOI La réunion préparatoire à la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail s'est tenue, vendredi 3 octobre, sous la présidence de Martine Aubry. Les

représentants de tous les partenaires sociaux ont admis, avec quelques réserves, le diagnostic établi par le gouvernement sur l'état de l'économie française. ● L'AMBIANCE a été sans



agressivité, s'est félicitée la ministre de l'emploi et de la solidarité, mais aucun des dossiers de fond n'a encore été abordé. ● LE PREMIER MINISTRE Lionel Jospin s'est jusqu'à mainte-

nant efforcé de ne pas privilégier l'une ou l'autre des centrales syndicales. Mais la façon dont se prépare la conférence correspond plutôt aux souhaits de la CFDT.

M. Jospin veut entretenir de bonnes relations avec tous les syndicats

Le premier ministre, depuis son installation à Matignon, a traité avec respect tous les partenaires sociaux. Mais les thèmes mis en avant dans la conférence sur les salaires, l'emploi et le temps de travail rejoignent plus les préoccupations de la CFDT que de FO et de la CGT

LE 10 OCTOBRE, au soir de la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail, à défaut de savoir quelle est la confédération la plus écoutée par Lionel Jospin, on verra celle qui a les positions les plus proches des choix faits par le gouvernement. Jusqu'ici, le premier ministre a, en effet, réalisé un quasi-sans-faute avec les syndicats. Il les a même choisis. Vendredi 3 octobre, pour la conférence préparatoire au sommet social, ce sont Martine Aubry, numéro deux du gouvernement, et Dominique Strauss-Kahn, son grand argentier, qui ont été préposés pour accueillir les numéros deux des organisations syndicales et patronales.

Reçus dès la deuxième semaine de son installation à Matignon par le premier ministre, avant son discours d'investiture au Parlement, les cinq centrales représentatives (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) ont apprécié cette marque de respect. L'annonce par le premier ministre, qu'il n'aurait pas d'"interlocuteur privilégié" a aussi ravivé tous les espoirs. Seule la décision de placer les allocations familiales sous condition de ressources a troublé

cette lune de miel, provoquant un rejet unanime de tous les syndicats. Mais seules la CFTC et la CFE-CGC se sont montrées très virulentes. Avant d'exercer le pouvoir, Lionel Jospin, avait effectué une série de rencontres officielles, avec tous les leaders syndicaux. Dénouant « l'outisme social » du gouvernement juppé, celui qui n'était que le premier secrétaire du PS, avait préconisé, le 17 novembre 1996, à l'occasion d'un forum social, une « politique de contrat » avec les acteurs sociaux. Revenus au pouvoir, les socialistes nommés ministres, ont comme les conseillers techniques qu'ils se sont choisis, ne sont pas, à de rares exceptions près, des néophytes, en matière de questions sociales.

CHEVAL DE BATAILLE
Martine Aubry tutoie Nicole Notat aussi bien que Louis Vianet et a des entrées dans toutes les confédérations. Jacques Rigaudiat, conseiller social de Lionel Jospin, qui avait exercé la même fonction auprès de Michel Rocard, est très connu des partenaires sociaux. Auteur d'un livre, *Réduire le temps de travail* (paru chez Syros, en 1996), sa

nomination d'ailleurs agacé FO, car il est jugé très proche de la CFDT. Ministre communiste des transports et ex-cheminot cégétiste, Jean-Claude Gayssot est une vieille connaissance pour Louis Vianet, etc.

« Il n'y a pas que les patrons qui ont des revendications »

Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, ne comprendrait pas que le gouvernement ne prenne pas le parti des salariés à l'occasion de la conférence sur l'emploi. « Il n'y a pas que les patrons qui ont des revendications », a-t-il déclaré le 3 octobre au micro de RTL. « Les gens ont voté pour changer de majorité, ils n'ont pas voté pour avoir un gouvernement qui cherche un point d'équilibre entre les uns et les autres », a-t-il dit, avant d'ajouter qu'il y aurait peut-être besoin de bien s'entendre sur ce que signifie l'intérêt général dans un pays qui compte entre 86 et 87 % de salariés. En cas d'échec de la conférence, M. Vianet pense qu'il y aurait certainement une vague très forte d'amertume qui, dans un certain nombre de secteurs, pourrait assez vite se traduire par des réactions de colère.

Premier chantier de l'été, la création de 350 000 emplois jeunes, a du côté syndical, suscité des réserves mais aucune réaction d'hostilité. Sur d'autres sujets, en revanche, un clivage traditionnel semble s'opérer entre d'un côté la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC, plu-

tôt favorables aux décisions prises par le gouvernement. FO et la CGT de l'autre. En premier chef sur l'Europe. Mais aussi sur la protection sociale. Les grandes lignes de projet de loi de financement de la sécurité sociale, présentées le 26 septembre

tions. Sur les salaires, l'emploi et le temps de travail, ce sont ces deux derniers sujets qui mobilisent l'attention. Or la réduction du temps de travail est le cheval de bataille, depuis plusieurs années, de la CFDT. M^{me} Notat n'est ni hostile à l'annualisation du temps de travail ni à la participation économique des salariés, lorsqu'il s'agit de faire baisser la durée du travail. Dans sa conférence de presse, elle a aussi affirmé une priorité marquée en faveur de l'emploi.

POSITIONS FERMES
Pour l'instant, les discussions ne tournent pas autour de la relance par la consommation dont Marc Blondel se fait l'apôtre. Les demandes de FO sur le départ à la retraite des salariés ayant commencé à travailler à quatorze ans, qui ont quarante ans de cotisations sociales et sur les salaires, ne sont pour l'instant guère reprises par le gouvernement. La centrale de M. Blondel a réitéré son hostilité à « un pacte » ou à « une politique des revenus ». Ayant augmenté le SMIG de 4 % en juillet, M. Jospin n'a pas donné un second coup de pouce en septembre, comme le demandait FO

et la CGT. Pour le gouvernement, les salariés vont gagner 1,1 % de pouvoir d'achat par le basculement d'une partie des cotisations maladie sur la CSG.

Se campant sur des positions fermes mais claires, Louis Vianet maintient le cap de la CGT. En se faisant l'avocat d'une « démarche rapide, générale et massive » pour la réduction du temps de travail et en demandant une loi-cadre sur les 35 heures sans perte de salaire, il occupe le terrain. Reçu officiellement par le premier ministre, lundi 29 septembre, il a aussi rencontré le même jour le président du CNPF. Selon l'entourage de M. Vianet, Jean Gandois aurait à cette occasion pris ses distances vis-à-vis des positions ultralibérales défendues par M. Kessler.

Second succès pour Louis Vianet, tous les dirigeants syndicaux se sont rendus à sa proposition, faite le 26 août, d'une concentration inter-syndicale destinée à dégager des « objectifs communs » avant la conférence. Depuis, des rencontres bilatérales ont eu lieu entre tous les syndicats ou presque.

Alain Beuve-Méry

Deux heures de monologues courtois sans aborder ce qui fâche

ILS SONT TOUS VENUS, mais la cour du ministère de l'emploi et de la solidarité n'a pourtant pas connu, vendredi 3 octobre, l'agitation des grands sommets sociaux.

RÉCIT
Dans la salle verte du ministère de l'emploi, dite « des accords de Grenelle »

Ce n'était, il est vrai, qu'une réunion préparatoire à la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et la réduction du temps de travail, prévue le 10 octobre à l'hôtel Matignon. Pour cette mise en bouche, les délégations des organisations syndicales et patronales étaient

emmenées par les numéros deux ou les responsables des questions économiques de chaque centrale.

Dans la salle verte du ministère, dite « des accords de Grenelle » - ceux de 1968 -, Martine Aubry, ministre invitante, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, tournaient le dos aux arbres du parc.

Les membres du gouvernement étaient entourés d'une brochette d'experts, comme Paul Champ-saur, directeur général de l'Insee, ou Jean-Philippe Cotis, directeur de la prévision au ministère de l'économie. Le premier ministre avait délégué quatre « estafettes », dont Pierre-Alain Muet, qui anime son groupe d'écono-

mistes, et Jacques Rigaudiat, son conseiller social.

M^{me} Aubry a ouvert la séance par un exposé s'appuyant sur la note de synthèse dont chaque participant avait déjà eu connaissance : huit fiches qui dressent l'état de santé économique et sociale de la France, plus une de commentaires (*Le Monde* du 4 octobre). Puis ce fut un tour de table, une succession de monologues : des syndicats d'abord, des patrons ensuite. Tous les participants se sont accordés à juger la réunion « courtoise », « dé-tendue », « calme ». Deux heures « sans agressivité ni chantage, cela nous change des déclarations des derniers jours », a commenté la ministre de l'emploi à la sortie.

Si tous les intervenants ont convenu que la croissance seule ne suffira pas à créer des emplois, chacun est resté dans sa partition habituelle pour les solutions. Ainsi Jean-Christophe Le Duigou (CGT) a-t-il plaidé pour « des réformes de structures » puisque « tout ce qui a été fait jusqu'à présent a échoué ». Jean-François Trogic (CFDT) a estimé que « le gouvernement dispose de marges de croissance » et qu'« il faut accélérer les réformes sociales ». Michel Coquillon (CFTC) a

souligné les effets pervers des aides aux bas salaires, comme Claude Cambus (CFE-CGC).

IL A CARTONNÉ
Côté patronal, Denis Kessler a vanté la flexibilité, « seule créatrice d'emplois », et le modèle anglo-saxon. Le président de la commission des affaires économiques du CNPF a répliqué, d'un ton assez vif - « il a cartonné », résume un témoin -, l'opposition de son organisation à la réduction du temps de travail comme « thérapeutique du chômage ». Dans sa conclusion, M. Strauss-Kahn a corrigé plusieurs affirmations de son « ami » - les deux hommes se connaissent de longue date, le premier, alors

professeur d'économie, ayant remarqué le brio du second. Cette réponse a été suivie par une intervention, non prévue au programme, de M^{me} Aubry, qui s'est refusée à laisser le dernier mot à son collègue de l'économie.

La réunion a révélé quelques dissensions dans chaque camp. Ainsi est apparue une relative diversité d'expressions patronales, la CGPME et l'UPA regrettant que la note de synthèse - dont le CNPF a apprécié les fiches techniques - « oublie les PME ». Du côté des syndicats, le représentant de FO, Robert Valladon, a fait entendre sa différence dans une intervention de trois minutes : « Nous ne nous engageons pas dans des discussions

qui réduiraient notre autonomie syndicale », a-t-il lancé en guise d'avertissement pour la conférence nationale du 10 octobre.

Malgré cette prise de distances, Maryse Dumas (CGT) a considéré, à la sortie de la réunion, que la discussion avait montré « des convergences syndicales » et a appelé à « une mobilisation des salariés » pour « imposer ou patronner les réformes nécessaires ». Les autres centrales ont, à des degrés divers, regretté l'infirmité du CNPF, qui risque de « faire échouer » la conférence nationale, a souligné la CFTC.

Les collaborateurs de la ministre de l'emploi et de la solidarité se félicitaient de « l'esprit de sérieux » de la réunion, de son « atmosphère ». Il faut être « modeste », martelaient-ils, en admettant qu'aucun des sujets qui fâchent n'avait été abordé. Il fallait, d'abord, ne pas mettre en péril la conférence nationale elle-même.

Ni M^{me} Aubry ni M. Strauss-Kahn n'ont donc donné aux participants le moindre élément sur ce que proposera, le 10 octobre, Lionel Jospin.

Récit du service France

Des agriculteurs mais pas les fonctionnaires

La liste des participants à la conférence sur l'emploi continue de fluctuer. Luc Guyau, président de la FNSEA, a annoncé le 3 octobre que son organisation y figurerait au titre des organisations patronales. « Le dialogue social agricole n'a pas à rougir par rapport à d'autres secteurs d'activité », a-t-il déclaré. « L'agriculture, dans laquelle il faut inclure l'agroalimentaire, peut être créatrice d'emplois. » En revanche, la Confédération paysanne, qui défend les petits exploitants et les salariés agricoles, n'a pas encore reçu d'invitation. Quant aux syndicats de fonctionnaires, FSU et UNSA, ils seront absents le 10 octobre, car l'on y traitera exclusivement du secteur privé.

BIPE Conseil : du temps libre pour les cadres

AUTEUR en 1997 d'un rapport sur la loi Robien, destiné à la commission des finances de l'Assemblée nationale, BIPE Conseil a dressé, en tant qu'expert, un bilan

REPORTAGE
Une réorganisation complète du travail qui s'est traduite par huit embauches

positif de ce dispositif. Il n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui ce bureau d'études de soixante-dix personnes se l'applique à lui-même. Pourtant, dans une entreprise de consultants l'abondance et l'intensité du travail sont traditionnellement valorisées. Pour BIPE Conseil, l'enjeu était donc de faire de la diminution des horaires un avantage par rapport à ses concurrents. « La loi Robien peut constituer une chance pour l'entreprise de manière offensive, qu'elle soit l'occasion de repenser son organisation et sa stratégie », affirme Jean-Paul Guillot, le PDG de BIPE Conseil.

L'accord intervenu en mars s'est traduit par l'embauche de huit per-

sonnes. Il a permis aussi de renouer un dialogue social, souvent rare dans une profession plutôt individualiste. « Cette période a ouvert une réflexion collective sur notre métier, sur nos méthodes, affirme un consultant, nous avons pris du recul. Cela a été l'occasion de se mobiliser autour d'un projet commun. » L'accord a entraîné une réorganisation complète du travail. Chaque salarié dispose de quarante-quatre jours de congés supplémentaires dans l'année qu'il répartit chaque trimestre avec l'aval de la direction. Pour le BIPE, dont l'activité est étroitement dépendante d'une demande fluctuante, les facilités d'aménagement du temps de travail permettent de gagner en flexibilité.

Beaucoup se félicitent de l'amélioration de la qualité du travail. « Faire un break, laisser décanter un dossier, cela permet de prendre du recul par rapport à une étude et donc d'en améliorer son contenu », explique un consultant. Pour M. Guillot, les critiques de la loi Robien sont infondées : « Où est donc la logique malheureuse ? l'embauche, j'accrois les compétences de l'entreprise dont les ressources sont mieux utilisées ! C'est

plutôt d'une logique de croissance dont il faudrait parler. » De plus, la loi est financièrement très avantageuse. Alors que le temps de travail baisse de 16 %, les salaires ont diminué de 7 %. La différence est financée par une diminution des cotisations sociales (50 % la première année, 40 % les deux suivantes) et des gains de productivité.

DES COMPÉTENCES AMÉLIORÉES

La satisfaction des dirigeants est-elle partagée par les salariés ? Au début, les réactions ont varié selon l'ancienneté et la position hiérarchique. Les hauts revenus ont eu du mal à accepter une diminution de revenus qui les a principalement frappés. Aujourd'hui, l'ensemble des salariés semble apprécier cette nouvelle situation. « La réduction du temps de travail n'a pas fondamentalement modifié la nature et l'intensité de notre tâche, admet un consultant, on peut encore travailler toute une nuit pour remettre une étude à un client. La seule différence, mais elle est de taille, c'est qu'à la clé on sait qu'il y a soit des journées de repos soit un plus long week-end, soit même des vacances prolongées. »

Des jeunes consultants vont

souvent au-delà de cette analyse. Sortie de science politique il y a trois ans, une d'entre elles compare sa situation à celle de certains de ses condisciples : « Par rapport à mes camarades embauchés dans de grandes banques ou d'importants cabinets de consultants, qui travaillent beaucoup au détriment de leur vie affective, familiale et même parfois de leur santé, j'ai fait un autre choix de vie. » D'autres ne vivent pas ces nouveaux moments de temps libre comme un repli professionnel : « Je prends des cours d'espagnol, un collègue suit un DESS, autant d'activités qui améliorent nos compétences et qui nous permettent d'envisager de nouvelles perspectives de carrière. »

Pourtant, M. Guillot explique que « l'inspection du travail est souvent réticente à valider des accords de réduction du temps de travail chez les cadres ». Mais il comprend que l'administration demande des garanties pour éviter que la loi Robien ne devienne un moyen facile d'embaucher à faible coût sans réelle diminution du temps de travail.

Pascal Beauvais

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde

MARTINE AUBRY

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
JEAN-MICHEL BEZAT (LE MONDE)
ET
JANINE PERRIMOND (RTL)

RTL

DIMANCHE 18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

Les parlementaires RPR recherchent la meilleure manière de s'opposer au gouvernement

Les élus néogaullistes s'interrogent sur leurs rapports avec le président de la République

Les députés et sénateurs du RPR tiennent leurs journées d'études dimanche 5 et lundi 6 octobre à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques). Ils

n'oublient pas que, depuis l'an dernier, leur effectif a été réduit de près de la moitié à l'Assemblée nationale. Encore mal remis du choc des

élections de juin, ils se sont divisés, à plusieurs reprises, lors des votes sur des projets de lois, notamment celui sur les emplois-jeunes.

IL Y A UN AN, le président de la République était lui-même intervenu au cours des journées parlementaires du RPR, réunies au Havre. Le 26 septembre, après les sorties successives d'Etienne Garrier, alors député de Lotre-Atlantique, et de Pierre Mazeaud, toujours député de Haute-Savoie, Jacques Chirac avait téléphoné au président de l'époque du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Michel Péricard, pour lui rappeler qu'on ne pouvait « à la fois se réclamer de lui et dire qu'on ne soutient pas la politique du gouvernement » (Le Monde du 28 septembre 1996).

Au moment où chacun s'interroge sur les relations que le chef de l'Etat devrait entretenir avec sa famille politique d'origine, le rappel pourra paraître cruel. A force de ne pas écouter quelques-unes des « grandes gueules » du mouvement néogaulliste, on sait ce qu'il est advenu : une dissolution manquée ; un fidèle, Alain Juppé, éjecté à la fois du gouvernement et de la présidence du RPR ; un groupe parlementaire presque réduit de moitié à l'Assemblée nationale.

Un an après l'épisode du Havre, les députés néogaullistes ne sont guère plus avancés sur la question de leurs rapports avec ce « chef » qu'avec d'autres, selon le mot de Philippe Séguin, ils ont « donné à

la France ». Que le nouveau président du RPR omette de faire « référence » au chef de l'Etat, et le voilà aussitôt soupçonné de « vouloir enterrer » ce dernier. Qu'il assure, au contraire, qu'il ne sera jamais candidat contre M. Chirac, et le voilà qui apparaît comme uniquement préoccupé, cinq ans avant l'échéance, par l'élection présidentielle (Le Monde du 30 septembre).

PAS D'ATOMES CROCHUS

Les parlementaires du RPR, réunis les 5 et 6 octobre à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), doivent aussi résoudre une autre difficulté : quelle attitude avoir vis-à-vis d'un gouvernement qui continue de bénéficier, quatre mois après sa nomination, d'une bonne cote de popularité dans l'opinion publique ? Alors même qu'il reconnaît avoir guère d'atomes crochus avec Lionel Jospin, qu'il connaît peu et auquel il reproche ses « airs de moralisateur », M. Séguin s'est vu reprocher par des militants, dès la rentrée, de conduire une forme d'opposition trop « bonasse ou mollesonne ».

Avant que le RPR s'engage, à la fin du mois de septembre, sa première campagne de tractage depuis la nouvelle législation, sur le thème du « motage fiscal » des familles et des classes moyennes, le

nouveau président du groupe néogaulliste à l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, préférer, de son côté, mettre à jour les contradictions de la « gauche plurielle », en évoquant les « reniements » de M. Jospin. Chef de file du principal groupe d'opposition, M. Debré n'allait-il pas jusqu'à laisser entendre qu'il pourrait ne pas voter contre plusieurs des dispositions contenues dans l'avant-projet de loi sur l'immigration, préparé par Jean-Pierre Chevènement ?

Au lendemain de l'élection, le 16 septembre, de M. Debré à la présidence du groupe, 59 députés RPR sur 140 n'ont, en tout cas, pas suivi la consigne de « vote contre » qui leur avait été donnée sur le projet de loi de Martine Aubry en faveur de l'emploi des jeunes. Plus récemment, mercredi 1^{er} octobre, les députés RPR ont consacré une bonne partie de la réunion hebdomadaire de leur groupe à débattre de la discipline collective et de la liberté individuelle de vote. A cette occasion, plusieurs députés dits « de base » ont fait part de l'étonnement de leur électorat devant

l'attitude d'une grande partie du groupe, consistant à ne pas s'opposer au projet de loi sur l'emploi des jeunes.

Les autres ont fait valoir qu'en tant qu'élus locaux, ils n'avaient pu s'opposer à un texte qui ouvrait de réelles perspectives de travail à certains de leurs jeunes concitoyens.

Le président du groupe, M. Debré, a conclu en expliquant que, sur des textes significatifs, le devoir de l'opposition était de s'opposer, quitte à ce que les députés qui ont aussi un mandat de maire exploitent localement les possibilités offertes par la nouvelle loi. « C'est le B. A. BA du travail d'un député d'opposition », a commenté, en aparté, le président du RPR. « Ce n'est pas parce que le vote contre le budget que je vais refuser, comme maire d'Epinal, les dotations de l'Etat ! » Dans son discours de clôture des journées parlementaires, M. Séguin a prévu de traiter des inconvénients du cumul des mandats.

Jean-Louis Saux

Une ministre communiste critique la politique familiale de M. Jospin

M^{me} Demessine conteste aussi l'augmentation de la CSG

DISCRET, trop discret, le PCF ? La secrétaire d'Etat au tourisme, Michèle Demessine, a apporté, vendredi 3 octobre, à Lille, sa contribution personnelle au débat sur le positionnement de son parti vis-à-vis du gouvernement Jospin. M^{me} Demessine, qui fut la spécialiste des questions familiales du groupe communiste du Sénat, a ainsi dit son profond désaccord avec plusieurs mesures gouvernementales, au premier rang desquelles l'augmentation de la CSG et la mise sous condition de ressources des allocations familiales.

Evoquant l'augmentation de la CSG, la ministre communiste a été extrêmement ferme. Cette question « ne fait pas partie de l'accord » électoral conclu en avril entre le PC et le PS, a-t-elle estimé, soulignant que les deux formations avaient « une approche complètement différente de la politique de la santé ». Sur les allocations familiales, M^{me} Demessine a regretté la prise en compte « des critères de ressources, qui sont source de divisions ». « Il faut parler du financement ou lieu d'oppo-

ser des catégories sociales entre elles », a-t-elle insisté. Elle a par ailleurs dénoncé la réduction du plafond de la demi-part fiscale supplémentaire pour les veuves ayant élevé un ou plusieurs enfants qui ne sont plus à leur charge, disposition contenue dans le projet de loi de finances pour 1998. Concernant les 35 heures, la ministre communiste a indiqué qu'elles devaient « absolument se faire sans baisse des ressources ».

UNE PREMIERE

Cette sortie est inédite. C'est, en effet, la première fois qu'un membre communiste du gouvernement exprime publiquement un désaccord sur des questions qui ne relèvent pas de ses attributions ministérielles. Les critiques formulées par M^{me} Demessine interviennent alors que des remous agitent le PCF (Le Monde du 2 octobre). Certains cadres estiment que leur parti est dépourvu d'esprit critique vis-à-vis des choix de Lionel Jospin.

Caroline Momot

Jacques Chirac appelle la droite à « l'union, la cohésion, et la fusion »

CHAMBERY

« de nos troupes spéciales ». La gauche est plurielle, la droite doit être unique. Tel est désormais le message que le chef de l'Etat instille dans l'opposition, à l'occasion de ses rencontres avec les élus locaux, de ce qui fut sa majorité. Soucieux de reconquérir lui-même des troupes ébranlées par l'échec de la dissolution, Jacques Chirac multiplie ses entretiens depuis le printemps, soit dans son bureau de l'Elysée, soit lors de ses déplacements en province.

Vendredi 3 octobre après-midi, dès la clôture du sommet franco-italien de Chambéry (Savoie), le président de la République s'est donc isolé avec une vingtaine de personnalités politiques des deux départements de Savoie et de Haute-Savoie, dans le prieuré du Bourget-du-Lac. En plus des parlementaires RPR et UDF, le président de la région, Charles Millon (UDF), et son vice-président Pierre Dumas (RPR), ainsi que les maires RPR d'Aix-les-Bains, André Grosjean, et d'Albertville, Albert Gibello, assistaient à cette rencontre.

Insistant sur « l'union, la cohésion et la fusion » de l'opposition — même si cette dernière hypothèse lui paraît « indispensable mais politiquement irréalisable » —, M. Chirac a encouragé les députés à créer un intergroupe à l'Assemblée nationale pour conforter le RPR et l'UDF « dans une opposition claire et précise ». La cacophonie dans les rangs de la droite qui a suivi, en début de semaine, l'annonce des mesures destinées à lutter contre la pollution à Paris par le ministre de l'environnement, Dominique Voynet, lui a fourni un exemple opportun « de ce qu'il ne faut pas faire ». « C'est nous qui

avons voté la loi sur l'air », a rappelé M. Chirac, en déplorant que, sur ce sujet, l'opposition se soit exprimée « dans tous les sens ».

Après avoir longuement demandé aux élus leur perception politique du terrain, le chef de l'Etat a évoqué la préparation des élections régionales, en souhaitant la constitution de listes uniques. Il s'est également prononcé en faveur d'un rajeunissement, d'une féminisation et d'une limitation « sans excès » du cumul des mandats. Plusieurs de ses interlocuteurs ont ensuite insisté sur le rôle de « référence » que devait jouer M. Chirac, en lui demandant de « tracer l'horizon ».

RELAIS SUR LE TERRAIN

Fidèle à une stratégie qui lui a réussi en 1995, le président de la République compte beaucoup sur ses rencontres avec les élus locaux pour défendre son rôle et son autorité sur l'opposition. Son message, qui paraît parfois peiner à s'imposer aux élus-majors des partis, commence à trouver des relais sur le terrain. Dans la matinée, à l'occasion d'une rencontre informelle avec la presse, Michel Barnier, sénateur (RPR) et président du conseil général de Savoie, affirmait qu'il était « vain d'imaginer que l'opposition regagnera la confiance de l'opinion sans le président de la République. Il faut appuyer Jacques Chirac et non pas participer à des clans ou à des chapelles », observait-il, en ajoutant, philosophe : « Nous devons reprendre les choses à la base. On a tout le temps pour cela. Jospin ne partira pas demain... ».

Philippe Révil
et Pascale Robert-Diard

DÉPÊCHES

■ **ANNULATION** : la Fédération des familles rurales de Vendée a décidé d'annuler une rencontre prévue samedi 4 octobre avec la ministre communiste de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, « afin de ne pas cautionner le caractère politique de ce déplacement », a annoncé vendredi l'association. A l'occasion de sa visite aux Assises locales du développement, à l'invitation du maire socialiste de La Roche-sur-Yon, Jacques Auxiette, la ministre souhaitait « rencontrer des jeunes du milieu rural et avoir donc sollicité les familles rurales de Vendée pour l'accueillir et organiser ces rencontres », précise l'association, qui a finalement décidé de ne pas donner suite à cette demande.

■ **FRONT NATIONAL** : le conseil municipal de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), à majorité Front national, a rebaptisé, vendredi 3 octobre, la commune, dont le nom devient Vitrolles-en-Provence. Il a également adopté le changement de nom d'une vingtaine de rues afin de « réintégrer la ville dans son identité provençale et ses valeurs universelles » (Le Monde daté 28-29 septembre). Un collectif d'associations a appelé à une manifestation, samedi 4 octobre, contre ces mesures.

Aujourd'hui...

En Bretagne, la filière des télécoms se développe à grande vitesse.

La région assure à elle seule 40% de la recherche française avec plus de 4 000 chercheurs au sein de centres d'études (CNET, CNETT, INRIA-IRISA...), de grands groupes (Alcatel, Thomson, AT&T, TRT, Matra...) ou de laboratoires des grandes écoles et universités (ENST-Bretagne, ISEB, Supélec...). Côté entreprises, la progression est aussi remarquable. Le secteur électronique-télécoms emploie plus de 20 000 salariés, en croissance de 1 000 personnes depuis 1992, pour la plupart de niveau cadre et maîtrise ! Depuis 1995, le programme régional ITR (Informatique, Télécommunications, Réseaux) mobilise 80 millions de francs. Objectifs : aider à la diffusion des nouvelles technologies et à leur développement.

... et demain

À l'étude, une grande première en France : la création dès 1998 d'un réseau régional à très haut débit. Cette mégautoroute de l'information va s'appuyer sur une « technologie maison » devenue norme mondiale : l'ATM. L'Asynchronous Transfer Mode, inventé par Jean-Pierre Coudreuse et son équipe au CNET de Lannion, permet d'échanger sons, images et textes quasiment en temps réel.



A.gerardin@cyberbretagne.bm.fr

Avoir inventé Numéris et la télévision haute définition, c'est bien • Se remettre à l'étude et créer les technologies de l'avenir, l'ATM par exemple, c'est encore mieux • Avec plus de 20 000 salariés, la Bretagne est plus que jamais un des premiers pôles français des télécommunications • Ses atouts : une énorme capacité d'innovation et un tissu de PME particulièrement dynamique, reconnu par les grands groupes internationaux •

Bretagne, le moteur de recherche des télécoms françaises



TELETOURISME, application expérimentale développée par le CNET Lannion sur réseau Numéris® pour toucher ses vacances du bout des doigts

Pourquoi quitter Paris et s'installer en 1994 en Bretagne ? • Tout simplement pour bénéficier d'un environnement de recherche très favorable, explique Alain Unterseer, directeur commercial d'ITIS. Nul doute que cette société de 37 salariés se félicite de cette décision. Elle est aujourd'hui tout simplement leader mondial des technologies numériques appliquées au «broadcasting» et aux télécoms ! Une telle réussite industrielle méritait des perspectives commerciales internationales... dont ITIS dispose depuis son rachat en juin 1997 par le géant américain Harris.

Le secret d'ITIS ? Concentrer l'entreprise sur la recherche, pour être, avant tout le monde, sur les marchés émergents. La proximité des centres de recherche bretons est bien un atout stratégique.

Toujours une technologie d'avance

C'est aussi une démarche qualitative qui a amené Faros à Lannion. Spécialiste de l'ingénierie de simulation appliquée à la plupart des secteurs (aéronautique, maritime, automobile...). L'entreprise emploie 34 salariés dont 90% se consacrent à la R&D. « Nous avons quitté l'Eure en 1992 pour recruter plus facilement les ingénieurs et Bac+4 dont nous avons besoin pour nous développer. Nos 15 derniers arrivés viennent de l'ENSSAT de Lannion ou des universités de Rennes... Aujourd'hui, nous entrons dans la phase de commercialisation de nos nouveaux produits... pour espérer doubler notre C.A. », détaille le Pdg Christian Le Coudou. La plupart des PME bretonnes

du secteur sont sur des trajectoires tout aussi positives. « Nous sommes toutes sur un marché mondial fortement concurrentiel », confirme Patrick Poupon, directeur général d'Atlantide, société brestoise qui applique les technologies de communication au maritime. « Alors, on se bouge en permanence ! Pour rester devant et continuer à imiter les mouvements internationaux », Atlantide travaille ainsi sur un projet de service utilisant l'ATM entre ports européens...

Un rayonnement mondial

Grâce à ses chercheurs et à ses PME high tech, la Bretagne attire les investisseurs internationaux.

Les géants japonais Mitsubishi et Canon sont installés près de Rennes. Et l'an passé, le groupe canadien Newbridge Networks s'est allié avec OST, une PME de 300 salariés à Cesson-Sévigné.

Ce mariage entre deux spécialistes des réseaux informatiques débouche évidemment sur un développement à l'échelle mondiale. Mais Newbridge affiche un intérêt spécifique pour la Bretagne. « Nous avons foi en les multiples projets qui naissent en permanence ici », explique Sylvie Ritzenthaler, directrice de la stratégie technologique. « Nous avons donc décidé d'investir dans une structure de capital-risque qui suivra et soutiendra la mise au point de nouveaux produits et les créations de nouvelles sociétés dans la région. »

La Bretagne des télécoms n'a pas fini de bouger...

SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 5 - LUNDI 6 OCTOBRE 1997

NATURE La chasse est désormais ouverte sur tout le territoire, y compris, depuis le dimanche 5 octobre, dans les deux derniers départements - la Mayenne et la Sarthe. ● CERTAINES

ASSOCIATIONS tentent de concilier chasse et environnement. C'est le cas de l'Association nationale pour une chasse écologiquement responsable, fondée en 1989. ● DEPUIS UNE VING-

TAIN D'ANNÉES, le nombre de chasseurs et leur âge moyen ne cessent de diminuer. La catégorie socioprofessionnelle la plus représentée est celle des ouvriers. ● DEPUIS SON ARRIVÉE

AU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, Dominique Voynet semble avoir choisi le statu quo. Elle a ainsi déclaré qu'elle ne toucherait pas à la loi Verdeille, qui régit le droit de chasse. ● LE VICOMTE

DE LA BOUILLERIE, médecin de campagne et fervent adepte de la chasse à courre, parcourt la campagne de Maine-et-Loire avec sa meute de 140 chiens.

Certaines associations tentent de concilier chasse et environnement

L'Association nationale pour une chasse écologiquement responsable souhaite que le nombre de chasseurs diminue et que le « gibier de tir » - les animaux d'élevage lâchés avant l'ouverture - soit interdit

LA CHASSE est désormais ouverte sur tout le territoire. Dimanche 5 octobre, les deux derniers départements - la Mayenne et la Sarthe - accueilleront leurs premiers chasseurs. Alors que la population de chasseurs ne cesse de vieillir et de diminuer depuis vingt ans, certains tentent d'instaurer de nouvelles relations avec les associations de protection de la nature.

Chasseurs et écologistes, les termes semblent contradictoires. Il existe pourtant une Association nationale pour une chasse écologiquement responsable (Ancer) qui a été fondée en mai 1989, au moment même où la tendance dure des chasseurs présentait une liste Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT) qui froissait la barre des 5 % aux élections européennes. « On voulait être un antidote au CPNT », se souvient l'un des fondateurs, Simon Charbonneau, professeur de droit de l'environnement à Bordeaux et chasseur depuis l'âge de seize ans. Les premiers pas de l'Ancer sont difficiles. En 1990, aux journées de la chasse et de la pêche à Chambord, le stand des chasseurs écologistes est attaqué. « L'Ancer, c'est le cancer de la chasse », dit-on à l'époque. Ils ne sont guère mieux reçus par des écologistes anti-chasse. « On était pris entre le marteau et l'enclume », résume Simon Charbonneau.

■ **PERMETTRE LA RÉGULATION** ■ Plus généralement, les militants de l'Ancer - quelques centaines répartis dans toute la France - croient à un dialogue entre écologistes et chasseurs responsables. Signe d'une première réussite, l'intégration de leur association au sein de la confédération France Nature Environnement, où beaucoup sont hostiles à la chasse. L'Ancer a aussi un peu d'influence dans certaines fédérations de chasse novatrices comme celle de l'Aisne (18 000 chasseurs), l'un des rares départements où un

plan de chasse pour le sanglier a été établi. Comme les militants de l'Ancer, le président de la fédération de l'Aisne, Paul-Henry Hansen-Catta, est favorable au droit de chasse alors que la loi Verdeille de 1964 oblige, sur un quart du territoire français, tout propriétaire d'un terrain de moins de 20 hectares à le laisser ouvert aux chasseurs. « Si je n'étais pas chasseur, je n'aimerais pas qu'on chasse chez moi », note le président Hansen-Catta. La fédération de l'Aisne travaille aussi avec le conservatoire du littoral sur la protection des zones humides des bords de Marne. « S'il existe encore des zones humides, c'est grâce aux chasseurs. Elles n'ont aucun intérêt économique », souligne Paul-Henry Hansen-Catta.

Pour les espèces protégées, le commandement, comme beaucoup d'autres chasseurs, la remise en cause périodique du statut protecteur. « Rien n'est jamais acquis, souligne-t-il. Le cormoran était protégé, sa population a explosé, maintenant, il faut réguler. » Depuis quelques mois, le cormoran n'est plus une espèce protégée. « La sanction de la régulation de la protection, c'est de permettre la régulation », résume le



président axonais. Autre initiative de la fédération, la création d'un timbre de 40 francs par chasseur qui permet l'emploi d'une quinzaine de personnes chargées de la régulation du gibier. Huit d'entre elles travaillent dans des groupements d'in-

térêt cynégétique qui ont instauré des plans de chasse pour certaines espèces de petits gibiers comme le lièvre, la perdrix et le faisan.

Le petit gibier, beaucoup moins nombreux depuis les années 50 pour cause de myxomatose et de

remembrement rural, a souvent été remplacé par des animaux d'élevage, uniquement destinés à être tirés, moins résistants et incapables de se reproduire en liberté. Lâchés peu de temps avant l'ouverture, ces « cocottes » ont fait beaucoup de mal à la chasse. L'Ancer souhaite l'interdiction de ces pratiques. « Le premier jour, le chasseur n'a pas envie de rentrer bredouille », répond l'un des responsables de la fédération des chasseurs des Landes. Sur l'objectif, ce Landais est quand même d'accord avec l'Ancer : « Il faut revenir à l'essence de la chasse ».

Coïncés entre la Gironde et les Pyrénées-Atlantiques, bastions du CPNT, la fédération des Landes et ses 32 000 chasseurs essaient tant bien que mal de concilier chasse et protection de l'environnement. Le dialogue entre chasseurs et écologistes n'y est pas évident. « Actuellement, ça se passe bien, on a fort peu de relations », résume un dirigeant. Les chasseurs landais ont créé la première association environnementaliste du département en 1971. Moins de dix ans après, ils en ont été évincés. Deuxième tentative, en 1984 : la fédération des Landes

lance un projet avec des ornithologues sur la protection de la grue cendrée, projet qui « fritte en eau de boudin » selon un responsable.

Dans ce département, le sort semble s'acharner contre les chasseurs. Ils ont réimplanté à grands frais les perdrix rouges mais elles restent encore trop peu nombreuses en raison du manque de diversification de l'agriculture locale. « Alors, on les regarde au lieu de les chasser, sinon il faudrait tout recommencer », commente un chasseur. La fédération landaise n'en continue pas moins ses efforts gestionnaires. Pour la bécasse, elle adopte cette saison un prélèvement maximal autorisé, sur le modèle de la Bretagne : deux oiseaux par jour et trente par saison.

Pour un dirigeant landais, la mauvaise image de la chasse est cependant inéluctable. « Le sentiment d'être assiéé se développe parmi les chasseurs », renchérit un autre spécialiste, chasseur lui-même. Simon Charbonneau a, lui, une solution radicale pour accélérer la modernisation du monde cynégétique français. « Il faudrait une révolution culturelle avec un dégonflement effectif et une amélioration de la formation cynégétique. » Pour le fondateur de l'Ancer, ce dégonflement signifierait « une diminution de 500 000 chasseurs, les mains motivées ».

Vincent Hubé

■ **ROISSY** : les Aéroports de Paris (ADP) ont ouvert le site de Roissy, samedi 4 octobre, à vingt-quatre chasseurs pour traquer les dizaines de milliers de lapins de garenne. Près des deux tiers des faisans, des perdrix et des canards tués sont issus d'élevages. ● **La progression du grand gibier** : 293 000 sangliers ont été tués la saison dernière contre 90 000 en 1985. Pour le chevreuil, on est passé de 105 000 à 327 000 et pour le cerf de 10 000 à 24 000.

Quelques chiffres

● **Le nombre de chasseurs**. Il ne cesse de diminuer depuis vingt ans de 2 % par an environ. En 1996, les chasseurs étaient 1,5 million contre 2,2 millions en 1976. Selon Jean-Michel Pinet, professeur à l'Institut national agronomique et auteur en 1993 du livre *Les Chasseurs de France*, leur nombre devrait se stabiliser à 1,1 million dans une dizaine d'années. ● **Les chasseurs en Europe**. Ils sont 1 000 000 en Espagne, 925 000 en Italie, 625 000 au Royaume-Uni, 325 000 en Allemagne et 293 000 en Grèce. ● **L'âge moyen**. L'âge moyen du

chasseur était de quarante-sept ans en 1993 contre quarante-quatre ans en 1986 (l'âge moyen de la population masculine comprise entre quinze et soixante-dix-neuf ans est de quarante-deux ans).

● **Les classes sociales**. Les ouvriers représentent près d'un quart des chasseurs, devant les retraités (20 %), les employés (15 %) et les agriculteurs (13 %). La proportion d'agriculteurs baisse continuellement : elle a reculé de 36 % entre 1986 et 1993. ● **Le développement de la vénerie**. Le nombre de grands équipages de chasse à courre a augmenté d'un tiers en dix ans tandis que les petits équipages de

chasse au lièvre passaient de 117 à 150. Les veneurs ne représentent toutefois que 1 % à 2 % des chasseurs.

● **Le recul du nombre d'accidents**. En 1975, dernière année avant l'instauration du permis de chasse obligatoire, il y avait eu 281 accidents et 65 tués. En 1996, il y a eu 57 accidents et 18 morts, selon la gendarmerie nationale.

● **L'augmentation des dégâts de gibier**. Le montant des indemnités pour les dégâts de gibier était de près de 155 millions de francs en 1996 contre 20 millions en 1972 (en francs courants), 82 % dus aux sangliers,

16 % aux cerfs et 2 % aux chevreuils.

● **La part du gibier d'élevage**. Chaque chasseur consomme près de 530 francs à l'achat de gibier d'élevage, selon Jean-Michel Pinet. Il y aurait près de 2 000 élevages, principalement de faisans, de perdrix, de canards colverts, de lièvres et de lapins de garenne. Près des deux tiers des faisans, des perdrix et des canards tués sont issus d'élevages.

● **La progression du grand gibier**. 293 000 sangliers ont été tués la saison dernière contre 90 000 en 1985. Pour le chevreuil, on est passé de 105 000 à 327 000 et pour le cerf de 10 000 à 24 000.

Olivier de La Bouillierie, une vie de chasse à courre

NOYANT (Maine-et-Loire) de notre envoyé spécial. Sur le siège avant, la serviette du médecin de campagne : sur les places arrière, le cor du chasseur à courre. Le break du vicomte Olivier de La Bouillierie résume à lui

Portrait

Médecin, gentilhomme angevin, il soigne sa meute et parcourt les forêts

seul la vie du gentilhomme angevin. Sa maison de Noyant (Maine-et-Loire) est à l'égale de la voiture. Elle abrite son cabinet médical, mais, à l'entrée, s'entassent trophées de chasse, têtes de cerfs et de chevreuils. Dans la petite bibliothèque, les livres savants sur la vénerie occupent tous les rayons, tandis que la cuisine accueille selles et barnais.

Au centre de ce charivari cynégétique, le téléphone sonne plus souvent pour les sorties de chasse que pour les rendez-vous médicaux. « J'ai toujours vécu mon métier en fonction de ma passion », résume ce médecin à courre, qui ne quitte pas ses jodhpurs en venant bleu de la journée. Olivier de La Bouillierie chasse dans les forêts giboyeuses de Maine-et-Loire depuis qu'il sait marcher. Petit, il se contentait de tenir les bois du cerf avant la mise à mort. A treize ans, il poursuivait le lièvre avec sa première meute, qui comptait trois chiens.

Aujourd'hui, à quarante-sept ans, sa troupe comprend plus de cent quarante chiens anglo-français qu'il connaît tous par leur nom. Quand, en fin d'après-midi, le maître d'équipage les promène dans le parc du château familial de Lathan, il est capable de répri-

mander chacune des bêtes qui s'écarte de la troupe. « Il faut vraiment vivre avec ses chiens, ça ne s'apprend pas. C'est un don », confie-t-il. « Et il est doué », rajoute Toni, sa femme.

Olivier et Toni se sont rencontrés il y a quatre ans, lors d'une chasse au lièvre, au nord de Paris. Chacun avait sa meute, ils les ont rassemblées avant de partager leur vie. Nommé lieutenant de luveterie par le préfet, Olivier chasse de janvier à décembre pour réguler les populations de gibier. Sans avoir à payer de droits : il est à chaque fois invité par des sociétés de chasse.

Cette année, il n'a abandonné ses chiens et ses chevaux qu'une semaine, non pour se diriger au soleil - « Je m'enfuis sur la plage » -, mais pour décuver les chasses de l'année, pays d'origine est originaire sa femme, fille d'un maître d'équipage. Il ne pratique que la chasse à courre, grande et petite vénerie. A cheval pour attraper cerf, chevreuil ou sanglier, à pied pour terrasser le lièvre, guidé par la meute. « Tuer un cerf à la carabine, c'est facile. Ce qui est intéressant, c'est la recherche, la quête. »

Manque de nature

La chasse à courre n'est pas une tradition chez les La Bouillierie. Le grand-père d'Olivier préférait le fusil à la dague du veneur. Le cérémonial de la grande vénerie, tout en boutons dorés, vestes rouges et cns rutilants, n'a pas non plus les faveurs du petit-fils. « Je ne suis pas très à cheval sur la tenue. Vous avez de très beaux équipages qui, au final, ne rapportent rien. » Tout en se félicitant de la démocratisation de la chasse à courre, il reste circonspect sur l'afflux de suiveurs pour certaines grandes chasses. « Les suiveurs en voiture deviennent hystériques. Les mon-

tures de ceux qui suivent à cheval sont excitées par les chiens », dénonce le médecin-vicomte, qui préfère partir à trois ou quatre, sans accompagnateurs à cheval ou en voiture. Eventuellement à vélo.

La chasse à mauvaise presse et Olivier de La Bouillierie en est conscient. Pas question pour lui de passer sur les terrains privés sans demander l'avis des propriétaires. Il a d'ailleurs son explication sur la désaffection actuelle de la chasse. « Notre civilisation est en manque de nature. Pour beaucoup, tuer un animal devient impossible : à la télévision, tous les animaux sont gentils. En réalité, le cerf est plus diable que roi. »

V. H.

Les écologistes continuent de réclamer l'application de la législation européenne

BIEN QU'IL SOIT souhaité par Dominique Voynet, le dialogue entre chasseurs et écologistes demeure difficile. Le 30 septembre, le ministre de l'aménagement du territoire a convoqué l'Union nationale des fédérations de chasseurs et France Nature Environnement (FNE) à une première rencontre de conciliation avec les écologistes. Mais la Fédération des associations environnementalistes a décliné l'invitation. « Il faut que le ministère affiche d'abord sa volonté de faire respecter la législation dans le secteur de la chasse », avertit son président, Lionel Brard. Il a envoyé à Lionel Jospin une lettre dans laquelle il demande « un signe [du]

gouvernement en faveur de la mise en conformité de la législation française avec la législation européenne ».

Le dossier des dates d'ouverture et de fermeture de la chasse au gibier d'eau demeure le principal sujet de discord entre chasseurs et environnementalistes. En Europe, les périodes de chasse sont régies par la directive « oiseaux » de 1979. Ce texte rappelle que les espèces sauvages ne peuvent être chassées « pendant les différents stades de reproduction et de dépendance ». Les espèces migratrices doivent être protégées « pendant leur trajet de retour vers leur lieu de nidification ». La directive fixe par

ailleurs la liste des espèces protégées que l'on ne peut chasser.

Appliquant cette directive, la majorité de nos voisins européens ont adopté des périodes de chasse limitées à cinq mois. En France, dans dix-sept départements, la chasse est ouverte pendant sept mois et demi. En infraction avec la législation européenne, soixante-six départements ont bénéficié cette année de dates d'ouverture anticipées. Enfin, trente espèces d'oiseaux protégées par l'Europe ne le sont toujours pas par la loi française.

Les associations de défense de l'environnement bataillent depuis des années contre ces remises en cause de la législation européenne. Depuis deux ans, soixante-trois recours auprès du Conseil d'Etat ont sanctionné l'Etat pour non-respect de la directive « oiseaux » en matière de date d'ouverture.

Le milieu associatif attendait de M^{me} Voynet qu'elle se conforme à ces décisions en abrogeant les arrêtés litigieux. C'était compter sans le poids du lobby des chasseurs, très présents dans les rangs du Parti socialiste. Comme ses prédécesseurs, le premier ministre semble préférer le statu quo. Dominique Voynet vient d'écrire au président de FNE qu'« elle attendait un prochain jugement pour trancher » la question des périodes de chasse. Pas question non plus de toucher à la loi Verdeille du 10 juillet 1964, qui régit le droit de chasse : « Je pense que c'est une bonne loi cynégétique », a déclaré la ministre, le 22 juillet, lors du congrès des présidents des fédérations départementales de chasseurs.

Acacio Pereira

Sylvia Zappi

Les arrêtés municipaux de Dreux et de Gien instaurant un couvre-feu pour les mineurs sont annulés

LE TRIBUNAL administratif d'Orléans a annulé, jeudi 2 octobre, les arrêtés municipaux de Dreux (Eure-et-Loir) et Gien (Loiret), qui instauraient un couvre-feu pour les enfants de moins de douze ans entre minuit et 6 heures du matin. Le maire a « le pouvoir d'assurer l'ordre public et la sécurité publique », mais ses pouvoirs ne lui permettent pas « de prendre des mesures d'exécution d'office destinées à protéger les jeunes au à les prévenir de la délinquance ». Selon le tribunal, le maire de Dreux, le député (RPR) Gérard Hamel, et celui de Gien, Jean-Pierre Hurtig (sans étiquette), n'ont pas établi « que cette mesure était indispensable pour assurer le

maintien au rétablissement de l'ordre public ».

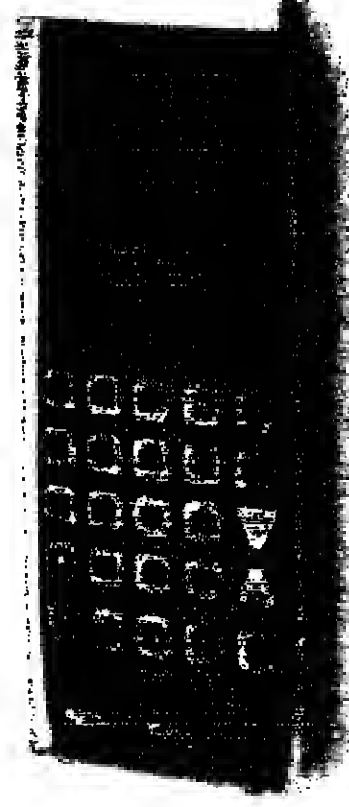
Lors de l'audience sur le fond, le 18 septembre, le commissaire du gouvernement, Marie-Sylvie Désiré, avait demandé l'annulation des deux arrêtés. Elle estimait que « la protection de l'enfance, confiée au juge judiciaire, échappait au pouvoir d'un maire. L'autorité municipale ne saurait se substituer ni à la famille ni à la justice ».

L'arrêt municipal de Dreux avait été pris le 7 juillet pour trois mois et stipulait que « tout enfant âgé de moins de douze ans circulant de 0 heures à 6 heures sur le territoire de la partie urbaine de la commune sans être accompagné d'une personne majeure (...) sera recueilli

par la force publique et conduit à l'hôtel de police en vue d'identification pour être remis à ses parents ». Le 18 juillet, le tribunal administratif, saisi sur la forme, avait prononcé le sursis à exécution de l'arrêté. M. Hamel avait alors déposé un recours devant le Conseil d'Etat, qui avait été rejeté le 4 août.

Cinq autres communes ayant suivi l'exemple drouais ont vu leurs arrêtés suspendus, soit par une décision du Conseil d'Etat - Sorgues (Vaucluse) et Aulnay-sous-Bois (Seine-saint-Denis) -, soit par un jugement du tribunal administratif - Gien, Mérénil (Vaucluse) et Meyreuil (Bouches-du-Rhône).

Un por



Le Haut Conseil à l'intégration approuve le projet de loi sur l'immigration

L'instance présidée par Simone Veil est plus mesurée sur la réforme du code de la nationalité

Dans un avis rendu, vendredi 3 octobre, le Haut Conseil à l'intégration salue la « recherche de consensus » qui a entouré l'élaboration des tex-

tes sur l'immigration. Très favorable aux dispositions sur l'entrée et le séjour des étrangers, il n'a pu « dégager une position unanime » sur la sup-

pression de la « manifestation de volonté », nécessaire, depuis 1993, à l'acquisition de la nationalité française.

LE HAUT CONSEIL à l'intégration (HCI) a rendu, vendredi 3 octobre, un avis favorable sur les projets de loi du gouvernement concernant l'immigration et la nationalité. Dans un document de cinq pages, cette instance consultative placée auprès du premier ministre et présidée par Simone Veil se félicite des principes retenus dans l'élaboration de ces textes mais aussi de l'essentiel des mesures qu'ils proposent. Deux jours après l'avis particulièrement sévère remis, mercredi 1^{er} octobre, par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (Le Monde du 3 octobre), un regard nettement plus bienveillant est cette fois posé sur les projets du ministre de la justice, Elisabeth Guigou, et du ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement.

Le HCI se réjouit avant tout que ces deux textes « reposent sur des objectifs susceptibles de favoriser le développement de la politique d'intégration des étrangers en France ». Il se dit en accord avec quatre « convictions » du gouvernement : l'importance de « l'accès à la nationalité française », la nécessité d'un « renforcement de la lutte contre l'immigration irrégulière et le travail clandestin », le caractère « illusoire » de « la recherche de l'immigration zéro » et l'intérêt à « faciliter l'entrée et le séjour de notre territoire des étrangers susceptibles de participer au développement de nos échanges commerciaux et au rayonnement culturel et universitaire de la France ». Le HCI « salue » enfin « la recherche du consensus » qui a prévalu dans la démarche du gouvernement.

Le HCI « n'a pu dégager de position unanime » sur la suppression

de la « manifestation de volonté » qui, depuis la loi de 1993, est réclamée à tout jeune né en France de parents étrangers qui souhaite devenir français. Ce désaccord traduit la composition du Haut Conseil, au sein duquel se côtoient l'ancien député RPR François Grosdidier et le maire socialiste de Mulhouse Jean-Marie Bockel. Le HCI reconnaît les difficultés d'application de la loi Méhaignerie mais estime que le « recul [n'est pas] suffisant » pour conclure sur l'effec-

tivités de scolarité, recevoir une attestation « leur permettant d'obtenir, sans autre démarche, un certificat de nationalité ».

Le projet Chevènement sur l'entrée et le séjour des étrangers et sur l'asile est en revanche accueilli avec enthousiasme. Le HCI salue particulièrement la « création d'un asile constitutionnel et reconnaissable par la loi d'un asile territorial », la création de cartes de séjour spécifiques au titre de la « situation personnelle et familiale »

Accès limité aux zones d'attente pour les associations

Le Conseil d'Etat a rejeté, vendredi 3 octobre, un recours de l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafe), qui demandait l'annulation d'un décret du 2 mai 1995 déterminant les conditions d'accès du délégué du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, de ses représentants et des associations humanitaires, aux zones d'attente des frontières.

L'Anafe, dont le commissaire du gouvernement, Patrick Hubert, avait largement épousé la thèse, estime qu'en accordant aux associations humanitaires une simple visite trimestrielle ce décret contredit la volonté du législateur, qui était de garantir leur présence permanente sur les sites. Le Conseil d'Etat a jugé que le décret ne contredisait pas la loi, muette sur le rôle des associations. Il a trouvé légitime que les associations n'aient qu'un « rôle d'observateur », pour contrôler les conditions de fonctionnement des zones d'attente, et non un rôle d'assistance individuelle aux étrangers.

Le HCI souligne également que « l'acquisition de la nationalité qui marque l'entrée dans notre communauté nationale doit être entourée de solennité ». Se plaçant cependant dans le cadre du projet du gouvernement, il réclame donc de donner à l'appel de préparation à la défense « un statut particulier. Tous les jeunes y seraient « informés de leurs droits ». Ils pourraient également, sur présentation de leurs cer-

ou la suppression de la condition de nationalité pour la perception de l'allocation adulte handicapé ou l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité. Se réjouissant plus généralement des mesures adoptées en faveur des retraités étrangers, le Conseil réclame cependant « que soit étudiée pour l'avenir la possibilité » de leur prise en charge par l'assurance-maladie « pour toutes les pathologies », et non pour les seules

maladies « les plus graves », comme le prévoit le projet actuel.

Deux dispositions sensibles du projet Chevènement reçoivent également l'aval du HCI : la prolongation de la rétention administrative et le maintien du certificat d'hébergement. Concernant la première, le Haut Conseil estime que l'allongement de la durée maximale « devrait avoir pour effet d'éviter que des peines d'emprisonnement ne soient comme actuellement prononcées pour de simples infractions à l'entrée et au séjour ». Le certificat d'hébergement connaît un sort similaire : le HCI approuve la restitution au maire de sa compétence pour viser le certificat. Il souligne toutefois le « dysfonctionnement actuel dans la vérification sur place des conditions d'accueil », et notamment la tendance de certains maires à « violer les dispositions légales » en effectuant eux-mêmes ces contrôles sans recourir à l'Office des migrations internationales (OMI). Le Haut Conseil recommande donc de « supprimer les procédures de contrôle préalable » et de « donner au certificat d'hébergement le seul caractère d'acte déclaratoire par l'hébergeant, visé par le maire ».

Dans son ensemble, cet avis s'inscrit dans la lignée du rapport remis par Patrick Weil à Lionel Jospin le 31 juillet. Il est vrai que le politologue est membre du Haut Conseil. Et comme le reconnaît un de ses collègues, « ses explications nous ont éclairés ». L'avis précise toutefois que, à sa demande, M. Weil n'a pas participé aux deux délibérations, les 17 et 24 septembre.

Nathaniel Herzberg

M^{me} Guigou plaide pour l'indépendance de la justice sans corporatisme

La ministre s'exprimait devant le congrès de l'USM

COMME chaque année, il fut question de palais de justice délabrés, de locaux inadaptes et d'institution engorgée. Mais, en ces temps de réforme de la justice, le congrès de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) ne pouvait laisser de côté le débat sur l'indépendance des magistrats du parquet. « Il est clair qu'elle pourrait être mieux assurée », notait simplement le secrétaire général, Valéry Turcey, avant de balayer d'un revers de main le spectre d'un « gouvernement des juges ».

« Les magistrats ne peuvent jamais s'immiscer dans l'exercice politique des autres pouvoirs en empêchant le législateur de voter les lois ou le gouvernement d'administrer le pays », soulignait-il, vendredi 3 octobre. (...) On ne peut pas gouverner en rendant des jugements ».

Devant la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, M. Turcey rappelait donc les propositions de l'USM. Ce syndicat, qui a obtenu 53 % des suffrages lors des élections professionnelles de 1995, ne remet en cause ni le fait que la politique pénale relève du garde des sceaux, ni le maintien de la hiérarchie au sein du parquet. Il souhaite simplement que les instructions du ministre dans les dossiers individuels soient interdites et que la carrière des magistrats du parquet soit alignée sur celle des juges du siège. Paradoxalement, les deux principales propositions de ce syndicat, que l'on classe volontiers au centre droit, correspondent au programme du Parti socialiste pour les élections législatives.

Rappelant que la justice n'était pas l'affaire des magistrats, mais de tous les citoyens, M^{me} Guigou a insisté sur les nouvelles pratiques

de la place Veodôme en matière d'action publique. « Les liens entre la chancellerie et les parquets ont déjà été modifiés par ma ferme volonté, affirmée et appliquée depuis quatre mois, sans une seule exception, de ne plus intervenir dans les affaires politico-judiciaires. Il est évident que la réforme inscrite dans la loi ce qui, pour le moment, n'est que ma pratique ».

« PROCÉDURES TRANSPARENTES »

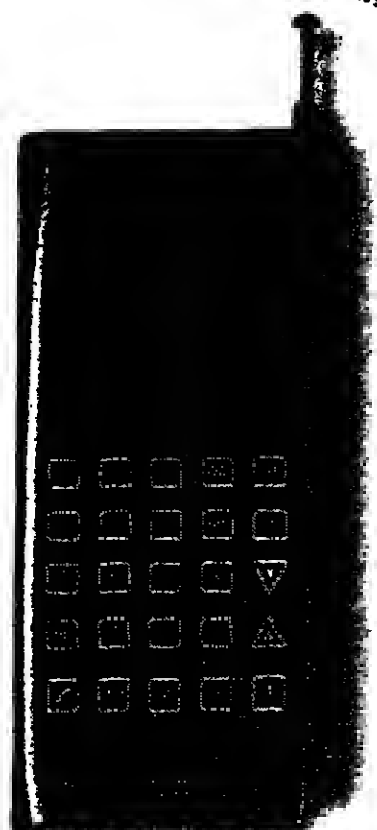
Dans les autres affaires, le gouvernement n'a cependant pas tranché. « Faut-il conserver la possibilité pour le garde des sceaux, de faire connaître sa position dans certaines affaires particulières, strictement délimitées et rigoureusement contrôlées ? », demandait Elisabeth Guigou. La question est en débat. Si elles étaient retenues, ces interventions auraient lieu, selon elle, au moyen de « procédures transparentes ».

Sur la nomination des procureurs et des procureurs généraux, la ministre de la justice a précisé que deux voies étaient aujourd'hui possibles : confier directement les propositions de nomination au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) ou se contenter d'instaurer un avis conforme du Conseil sur les noms retenus dans un premier temps par le ministre. « Le choix n'est pas définitivement arrêté », a-t-elle indiqué. Quelle que soit la solution retenue, M^{me} Guigou a insisté sur un point : pour éviter tout soupçon de corporatisme et renforcer l'autorité de ce CSM renoué, elle a estimé qu'il était « essentiel » que les magistrats n'y soient pas majoritaires.

Anne Chemin

SIEMENS

Un portable

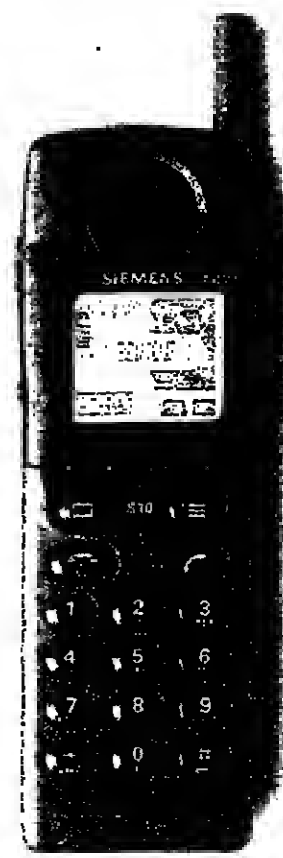


Un Siemens.

Nouveau S10 avec 100 heures d'autonomie.

Avec le S10, Siemens invente une nouvelle génération de produits alliant haute technologie et simplicité d'utilisation. Son autonomie, avec la batterie standard, de 4 jours en veille et 10 heures en communication* permet de téléphoner en toute sérénité. Le S10, c'est aussi le premier GSM au monde avec écran couleur, un son hi-fi*, 2 touches interactives de dialogue, transmission de données et fax...

Alors pourquoi s'essouffler avec un portable quand le n°1 mondial des télécommunications privées vous propose le S10 ?



*en fonction de la qualité du réseau et de l'environnement d'utilisation.

Siemens
tu nous étonneras toujours.

<http://www.siemens.fr/pn>

DISPARITION

■ **JARL KULLE**, l'un des acteurs favoris du cinéaste suédois Ingmar Bergman, est mort vendredi 3 octobre à son domicile de Bergshamra, près de Stockholm, à l'âge de soixante-dix ans. Fils d'un charcutier, Jarl Kulle s'était destiné très jeune au théâtre, où il a fait l'essentiel de sa carrière, incarnant Hamlet et le roi Lear au Théâtre national d'art dramatique suédois. Personnage truculent à la voix puissante et grave, il a également tenu le rôle d'un Tartuffe (1991) et d'un Misanthrope (1995). Sous la direction d'Ingmar Bergman, Jarl Kulle a joué dans *L'Attente des femmes* (1952), *Sourires d'une nuit d'été* (1955) et *Fanny et Alexandre* (1983).

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 27 septembre sont publiés :

- **Enseignement privé** : deux arrêtés portant extension du régime de Sécurité sociale des étudiants aux élèves d'établissements d'enseignement privé.
- **Bacs pros** : plusieurs arrêtés portant création de baccalauréats professionnels.
- **ENA** : un arrêté portant répartition des emplois offerts aux élèves de l'Ecole nationale d'administration achevant leur scolarité en avril 1998.
- **Nouvelle-Calédonie** : un décret fixant la quote-part pour l'année 1997 des recettes du budget du territoire de la Nouvelle-Calédonie destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation pour le fonctionnement des communes.
- **Or** : un décret autorisant la ces-

sion d'une concession de mines d'or, dite « Dieu-Merci », en Guyane.

Au *Journal officiel* daté lundi 29 septembre sont publiés :

- **CNIL** : une délibération de la Commission nationale de l'informatique et des libertés désignant Charles Renard, président de chambre à la Cour des comptes, pour exercer le droit d'accès aux traitements intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique.

Au *Journal officiel* du mercredi 1^{er} octobre sont publiés :

- **Parlement** : un décret portant clôture de la session extraordinaire du Parlement.
- **ENA** : un arrêté modificatif portant répartition des emplois offerts aux élèves de l'Ecole nationale d'administration achevant leur scolarité en 1998.
- **DUP** : un décret portant déclaration d'utilité publique des acquisitions et travaux nécessaires à la construction d'une voie nouvelle entre l'autoroute A 20 et la route départementale 914 sur le territoire des communes d'Ambazac et de Bonnac-la-Côte et emportant mise en compatibilité des plans d'occupation des sols desdites communes (Haute-Vienne).
- **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Géorgie portant confirmation de l'application par la France et par la Géorgie de la convention signée le 4 octobre 1985 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement

de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en vue d'éviter la double imposition des revenus, signées à Paris le 3 février 1997.

● **CNIL** : une délibération de la Commission nationale de l'informatique et des libertés concernant les traitements automatisés d'informations nominatives relatifs aux instruments financiers.

Au *Journal officiel* du jeudi 2 octobre sont publiés :

- **Recherche biomédicale** : un décret relatif à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales ; un décret relatif à la nomination des membres des comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale.
- **Primes de l'enseignement** : un arrêté portant revalorisation pour l'année universitaire 1997-1998 des taux de diverses primes et indemnités indexés sur la valeur du point indiciaire de la fonction publique. Il s'agit des primes de recherche et d'enseignement supérieur, des primes pédagogiques, des primes d'administration, ainsi que des primes d'encadrement doctoral et de recherche.
- **Déchets** : un arrêté relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés.

Au *Journal officiel* du vendredi 3 octobre sont publiés :

- **Archives** : une circulaire relative à l'accès aux archives publiques de la période 1940-1945 (*Le Monde* du 4 octobre).
- **Enseignement supérieur** : deux arrêtés portant ouverture de recrutement de professeurs d'université et de maîtres de conférences.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Marc SHERMAN,
Véronique MAUMUSSON
et Eugénie
ont la joie d'annoncer la naissance de
Armanne,
le 24 septembre 1997, à Los Angeles.

Anniversaires de naissance

— Bon anniversaire,
Brigitte.
K.B., Anber, L.A., Anber, K.B.

Mariages

— Orange, Schirmeck.
L'infante se marie aujourd'hui.
Papa Rémi
et
maman Marie-Ange

aussi,
Moi,
Elixa,
leur petite princesse, je serai baptisée
demain.
Et tout le monde est très content.
Elixa, Marie-Ange
et Rémi ROUGET.

**Vous pouvez
nous transmettre
vos annonces la veille
pour le lendemain
jusqu'à 16 h 30**

André et Marthial BOUCHER

sont très fiers d'élever de beaux habits
afin de fêter avec quelques « brins
d'herbes » le mariage de leurs mamans et
papas.

Isabelle et Pascal.

ce samedi 4 octobre 1997.

Pascal JARDINS,
122, rue du 18-Juin-1940,
95120 Ermon.

Anniversaires

— Vous vous êtes fiancés il y a
cinquante ans, le 5 octobre 1947.

Danielle, Corinne, Pierre-Emmanuel,
Florence et Véronique,
vous félicitent et vous embrassent très
fort.

Décès

— M^{me} Liliane Devoucoux,
Richard Devoucoux,
Christophe Devoucoux, ses fils,
font part de la mort du père.

Robert DEVOUCOUX,

survenu le 3 octobre 1997, dans sa quatre-
vingt-dixième année.

Crémation au parc-cimetière de
Mérignac (Bordeaux), le mardi
7 octobre, à 17 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part et de
remerciements.

— M^{me} Jean Jacquemond,
son épouse,
Serge et Monique Jacquemond,
Pierre et Marine Jacquemond,
Jean-Dominique et Carmen
Jacquemond,
ses enfants,
Anne et Philippe Giraudet,
Xavier Jacquemond,
Arnaud Apoteker
et Joëlle Roschell,
Thierry et Laurence Apoteker,
Olivier et Marc Jacquemond,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,
M^{me} Renée Jacquemond,
sa sœur,
ont le profond chagrin de faire part du
décès de

Jean JACQUEMOND,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
survenu le 2 octobre 1997, dans sa cent
deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mardi 7 octobre, à 11 heures, en l'église
Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine,
90, avenue du Roule.

Cet avis tient lieu de faire-part.

43, bis, rue Madeleine-Michels,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— M^{me} et M^{me} Hubert Duquessy,
Patrice Lebreton,
Marie-France Lebreton,
Catherine et William Kitchingman,
Véronique Dérot,
Solick et Jean de Berranger,
Agès et Dominique Tillet,
Guillaume et Dominique Lebreton,
ses enfants,
ses petits-enfants et ses arrière-
petits-enfants, ont le chagrin de faire
part du décès de

M^{me} Andrée LEBRETON,
née Anne de la JAILLE,

survenu le 2 octobre 1997, à l'âge de
quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mardi 7 octobre, à 15 h 30, en l'église
Saint-Pierre de Montmorency, 82, avenue du
Général-Ledoux, Paris-18.

— Marie Linton,
ses enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Eric LINTON,

survenu le 2 octobre 1997.

Les obsèques religieuses auront lieu à
Tourrettes-sur-Loup (Alpes-Maritimes),
le mardi 7 octobre, à 10 h 30.

— L'Association des anciens élèves de
l'ENSET et de l'ENS de Cachan (siège :
61, avenue du Président-Wilson,
94230 Cachan)
a le regret de faire part du décès de sa
présidente honoraire

Marcelle MÈGE,

survenu le 2 octobre 1997, à Limoges.

L'inhumation aura lieu, le samedi
4 octobre, à 17 heures, au cimetière de
Saint-Just-le-Marais (Haute-Vienne).

— M^{me} et M^{me} Pascal Vitall
et leurs enfants, Clément, Adrien et
Amour,
M^{me} et M^{me} Laurent Jacob
et leurs enfants, Laure et Sophie,
M^{me} Marie Vitall,
ont la douleur de faire part du décès de
leur père, beau-père et grand-père.

Pascal VITALL,

survenu le 29 septembre 1997, à l'âge de
soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse et
l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité
familiale le vendredi 3 octobre.

— M. Jean-Charles Peretti,
M. et M^{me} Hervé Cabeli,
ses enfants,
Arthur, Fleur, Ornella, Vincent et
Toussaint,
ses petits-enfants,
M^{me} Simone Prevot,
sa sœur,
D. et M^{me} Pierre Jeandresboz,
ses neveux,
Tous ses cousins et cousines,
et leurs enfants,
Ses belles-sœurs et ses beaux-frères,
Tous ses neveux et nièces,
Sa filleule,
M. et M^{me} Sion Cabeli,
M^{me} Eva Strecker,
ses parents et amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert PERETTI,

ancien élève
de l'Ecole polytechnique 1928,
chevalier de la Légion d'honneur,
titulaire de la « Medal of Freedom »,
survenu le 3 octobre 1997, dans sa quatre-
vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mardi 7 octobre, à 14 heures, en l'église
d'Ampeza (Corse-du-Sud).

L'inhumation aura lieu le même jour dans
le caveau familial, où il reposera aux
côtés de son épouse.

née Marie-Thérèse CASANOVA,

décédée le 18 mai 1977.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires de décès

— Le 6 octobre 1989,

Jacques
DONIOL-VALCROZE

nous quitte brutalement.

— Ce que les morts ont de terrible,
c'est qu'ils sont si vivants,
si beaux et si lointains.
Albert Cohen.

— Ce 4 octobre, il y aura un an que la
vie de

Lili

s'est arrêtée.

J'adresse une pensée d'amour à tous
ceux qui savaient l'être exceptionnel
qu'elle était et qui la pleurent.

Jean Verme.

— Il y a quatre ans, le 5 octobre 1993,
disparaissait

Ivan SKOPAN

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé
aient une pensée pour lui.

Anniversaires

— Avec toi,

Marie-Josée.

Infinitement, indéfiniment,
indéfiniment !
Ici et là-bas,
Maintenant et toujours,
Chérie nous t'aimons.

P. Heard,

Veuves.

Signatures

Portes ouvertes
Vendredi 10 et samedi 11 octobre,
à 15 heures
Dédicaces d'acteurs - auteurs au public :
Marie-France Pisier, François Périer,
Marina Vlady, Micheline Presle, etc.

IESA,
5, avenue de l'Opéra,
75001 Paris.
TEL : 01-42-86-57-01.

Conférences

« La dépression chez l'adulte »
Michèle RAPOPORT, psychologue.

Conférence au Prime Hôtel Empire,
3, rue de Montmorency, 75017 Paris
(métro Ternes).

Le mercredi 8 octobre 1997
de 19 heures à 20 h 30

Réservation : CNPG, 10, rue Pergolèse,
75116 Paris.
Marie Nicolas : 01-44-17-61-06.
Participation : 50 francs.

Communications diverses

— La prochaine assemblée générale de
l'Association interprofessionnelle de
prévoyance aura lieu le
23 octobre 1997 à 11 heures
Immeuble Irlwin, 10, rue Jean-Jaurès,
92807 Puteaux
Ordre du jour : changement de
désignation de l'association.

Soutenances de thèse

— Agnès Mauchin soutiendra le
6 octobre, à l'université Bordeaux-I, une
thèse de doctorat en mécanique :
Comportement mécanique à haute
température de composites carbone/
carbone.

THÈSES

Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

**LA PUISSANCE
AU MEILLEUR PRIX.**

**HP VECTRA VL TD
PROCESSEUR PENTIUM AVEC
TECHNOLOGIE MMX™ 200 MHz
7350 FHT.**



• Processeur Intel Pentium®
avec technologie MMX™ 200 MHz
• Ram EDO 16 Mo
• Disque Dur Master IDE 1.6 Go
• Mémoire Cache 256 Ko

• 2 ports USB
• Mémoire Vidéo 64 bits 2 Mo
• Dual boot Windows 3.11/95
• Garantie 3 ans (dont 1 an sur site)



N° Indigo 0 802 800 800

[... COMME PROMIS.]

*Monteur non compris. Prix TTC : 5 664,10 Francs. Pour plus d'informations appelez vite le n° Indigo (1 F TTC) ou 1. Offre valable dans la limite des stocks disponibles.

UNE CARTE
TOUS SES AVANTAGES

[illegible]

**UNE CARTE QUI POURRA
VOUS OFFRIER
DES AVANTAGES SUR UNE
SEULE PAGE DE
CARTES**

[illegible]

**IL VOUS PRÉSENTE
UNE PAGE NE MÉRITERAIT
PUBLICITÉ.**

[illegible][illegible]

tions du *Bartholomew's Hospital* (1622-1623) et du *St. Dunstons* (1623-1624) furent les premières à être publiées. Elles furent suivies de celles du *St. Dunstons* (1624-1625) et du *St. Dunstons* (1625-1626). Les autres furent publiées en 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2



**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**

Renseignements dans les stations TOTAL et les agences SOCIETE GENERALE.

AUX viviers de la Castillonne, non loin de Sète (Hérault), les silures ont faim. Fébrile, leur ballet trouble la surface de la petite mare.

A peine la première gerbe de granulés a-t-elle été lancée que les eaux bouillonnantes révèlent l'impressionnante morphologie des maîtres du lieu. De ces poissons noirs et luisants on discerne le corps dépourvu d'écaillles que prolonge une queue qui évoque presque celle d'une anguille. Les plus gros spécimens pêchés en France dépassent les deux mètres et le quintal, mais ceux-là mesurent moins de cinquante centimètres. Puissante, leur nage, qui doit plus aux muscles qu'aux nageoires, fait parfois émerger une énorme tête aplatie portant une gueule démesurée pourvue de six barbillons et de deux yeux minuscules. Rassasié, le silure ira rejoindre la partie la plus ombragée du trou d'eau, négligeant les petits poissons exotiques qui font son ordinaire à travers le réseau d'une quarantaine de mares alimentées grâce à un forage à 1 500 mètres de profondeur qui, été comme hiver, offre une eau à 26 degrés.

A la Castillonne, Gilbert et André Ribes ont créé le plus important élevage de silures en France. Les deux frères, qui maîtrisent son délicat processus de reproduction, se sont naturellement faits les avocats de ce poisson controversé, parfois mal-aimé. Avec sa sale gueule, son corps flasque, gluant et sa fausse allure de poisson-chat géant (lointaines, les deux espèces n'ont pas grand-chose à voir), le *silurus glanis* est parfait dans le rôle du grand méchant poisson. Originaire de la vallée du Danube, introduit en France au XIX^e siècle, le silure traîne dans son sillage une réputation de bête du Gévaudan des rivières. Poisson importé, poisson immigré, le silure inspire régulièrement de sournois réflexes xénophobes.

Dans son berceau d'Europe centrale, on l'a autrefois accusé de croquer à l'occasion les petits enfants. Chez nous, Brigitte Barot s'en est pris à ce carnassier venu de l'étranger, accusé - sans preuve - d'avoir fait son ordinaire de quelques canotiers dans l'un des lacs du bois de Boulogne. L'automne dernier, n'a-t-on pas extrait de ce plan d'eau des silures dépassant 1,50 mètre et 25 kilos ? Certains allaient jusqu'à prétendre que ces colosses se seraient intéressés de près à d'innocents caniches venus tremper la patte dans l'eau tranquille.

Dans le milieu de la pêche, on soupçonne volontiers le silure de nourrir d'irrépressibles intentions expansionnistes. Lâcher un couple de silures dans un plan d'eau reviendrait à signer l'arrêt de mort des autres espèces, courir le risque de voir un lac ou un étang ne plus abriter que des monstres marins. « L'espèce bien que le silure ne s'implanterait pas dans notre département », tempête Roger Espitalier, président de la fédération des pêcheurs de l'Hérault. Cet amateur de truite est de ceux qui se méfient de ce poisson « pas plus français que les perches-soie et les poissons-chats, qui pullulent ». « Il existe quarante-trois espèces de poissons dans l'Hérault. Des poissons autochtones, bien de chez nous avec lesquels on se trouve très bien et qui ne font courir aucun risque pour l'équilibre biologique. Nous n'avons nul besoin du silure », lâche-t-il.

Invariablement montré comme un monstre d'eau douce dans les aquariums touristiques qui l'accueillent, le silure ne mérite pas tant d'infamie. Jusqu'à preuve du contraire, les fleuves et rivières (la Saône, la Meuse, l'Orb, le Petit Rhône, l'Hérault, mais aussi la Loire) et les plans d'eau (notamment, le lac de Saint-Gassien, dans le Var) où il est présent ne révèlent pas de signe de colonisation. Un échantillonnage réalisé par le Cemagref (Centre du machinisme agricole, du génie rural et des eaux



Silure, la mauvaise réputation

Le plus gros carnassier d'eau douce, importé du Danube au siècle dernier, reste un poisson controversé. Son action de rééquilibrage du milieu naturel et les récits épiques des pêcheurs ne font pas oublier l'aspect laid et flasque de ce grand méchant prédateur

et forêts) dans la Seille, un affluent de la Moselle connu pour sa population de silures, n'a pas permis de constater le moindre déséquilibre biologique.

A vrai dire, ce carnassier n'a pas l'appétit d'ogre qu'on lui prête. Curieux mais craintif, il se tapit au fond des rivières, fréquente rarement la surface, chasse de préférence la nuit et, contrairement au brochet, n'adopte pas, semble-t-il, de comportement territorial. De plus, lors de la période de frai, en juin, il lui faut une eau à 25 degrés, ce qui ne facilite pas une reproduction à grande échelle. Pas plus vorace que les autres espèces de prédateurs, le silure se distingue par son régime alimentaire qui en fait un très efficace agent de rééquilibrage du milieu naturel.

Le silure est capable d'éliminer le trop-plein de brèmes, poissons-chats et écrevisses américaines qui constituent l'essentiel de la population d'un nombre grandissant de cours d'eau et d'étangs français. Les rejets azotés, liés à l'activité humaine, ont permis le développement en grande quantité d'un phytoplancton qui favorise l'essor excessif de ces poissons végétariens vivant au fond, mais que négligent sandres et brochets qui chassent en pleine eau, près de la surface. Phénomène aggravant, la brème dévore leurs œufs. En certains endroits, cette situation a conduit à la raréfaction des autres espèces (gardons, tanches, ablettes, perches, carpes) beaucoup plus recherchées par les pêcheurs.

Or, là où le brochet et le sandre ne peuvent plus rien, le silure est capable de contribuer à rétablir un certain équilibre. Les deux cents silures introduits en 1988 dans l'étang de Boulogne, près de l'hippodrome de Longchamp, ont permis de ramener les populations de brèmes et d'écrevisses américaines à de plus raisonnables proportions. Il est vrai que de malheureuses tortues de Floride abandonnées par leurs propriétaires ont également été éliminées par ces poissons dont la mâchoire, garnie de minuscules petites pointes, ressemble à une espèce de râpe. Très rugueuse et particulièrement puissante, elle lui permet d'immobiliser sa proie avant de

l'absorber progressivement. En dépit de ces états de service, le *silurus glanis* continue d'inspirer la méfiance. Le Conseil supérieur de la pêche (CSP) reconnaît que ce poisson « n'engendre pas de déséquilibre biologique » et bénéficie du « même statut juridique que les espèces autochtones ». Pourtant, alors qu'aucune surpopulation n'a été mise en exergue, le CSP conseille de n'utiliser que des espèces stériles pour empoisonner les plans d'eau et d'« éviter de l'introduire là où il n'est pas installé ». De même, le CSP suggère de « ne pas remettre à l'eau les sujets capturés, notamment les très gros, si l'on craint une trop grande densité de ces derniers ».

Le vilain poisson continue donc

maturation sexuelle : leur croissance est plus rapide et plus régulière mais, une fois adultes, leur taille n'est pas supérieure à celle de leurs congénères diploïdes.

Grâce à la présence d'eau chaude naturelle en grande quantité, les viviers de la Castillonne peuvent donner naissance à des silures triploïdes pendant la totalité de l'année. Seuls au monde à maîtriser cette technique (ils disposent depuis juillet d'une certification officielle de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, Inserm), les frères Ribes garantissent des silures sains, voraces, mais rassurants car stériles. L'an prochain, ils prévoient d'en « produire » au moins 10 tonnes, dont

constitue l'une des facettes du renouveau et du raffermissement de la pêche en France (Le Monde du 8 mars), le silure est le poisson idéal. Et son identité particulière donne un peu plus de supplément d'âme à la capture du « géant du Danube ».

POURTANT, c'est dans nos assiettes que le silure attend sa véritable reconnaissance. Ce poisson laid et flasque n'en est pas moins très recherché pour sa chair blanche, pratiquement sans arêtes, au goût plus délicat encore que celui du brochet. En escalopes, en dardes ou en paupiettes, le silure (qui se négocie autour de 80 francs le kilo auprès des restaurateurs) figure à la carte du nombre d'établissements renommés. Jean-Claude Fabre, qui tient les fourneaux du restaurant Chez Léonce (une étoile au guide Michelin) de Florensac (Hérault), apprécie « la chair très ferme et la texture du silure, qui rappelle un peu celle du sandre, et sa capacité à s'accommoder avec de multiples accompagnements : cèpes, crème de truffe, épaves sauvages, jus d'herbes ».

Chef de cuisine au Crocodile, restaurant trois étoiles de Strasbourg, Laurent Huguet se désolait des « o priori négatifs » que rencontre ce poisson lorsqu'il est inscrit à la carte. Les réactions de la clientèle ont incité le restaurant à intégrer plus discrètement le silure au menu du midi en attendant de pouvoir, prochainement, proposer des filets fumés. « Regardez la lotte : sa chair est très recherchée, mais on ne présente jamais le poisson entier sur un étal. Il est tellement laid qu'il deviendrait proprement invendable. Qui sait si le silure ne fera pas la même carrière ? »

Cessons les vaines polémiques, plaide Jacques Marquis, directeur de la rédaction du mensuel Pêcheur de France. Il faut admettre une fois pour toutes que le silure est un poisson de chez nous. Il a fait sa niche légitime, sans menacer aucune autre espèce, notamment de carnassiers, et en contribuant à rétablir un bon équilibre naturel. C'est un poisson d'avenir.

Jean-Michel Normand
Dessin : Doliv

« Lorsqu'un gros est ferré, il faut bagarrer dur. On en a au moins pour une bonne demi-heure. C'est comme si l'on avait accroché un camion ! »

de faire peur. Jusqu'à présent, deux fédérations départementales de pêche - les Ardennes et le Var - ont ouvertement fait l'acquisition de jeunes silures. Confrontées, elles aussi, à la prolifération de certaines espèces, des associations locales ont fait de même, mais de façon beaucoup plus discrète. « Ce barage psychologique, tient à des éléments objectifs, mais ce sont surtout des considérations subjectives qui entretiennent une minorité de blocage anti-silure au sein des instances de gestion du milieu naturel », soupire Gilbert Ribes.

Conscients qu'il vaut mieux s'adapter à cette réalité, les frères Ribes se sont spécialisés dans la production de silures triploïdes, c'est-à-dire incapables de se reproduire. Les poissons ne sont pas rendus stériles par manipulation génétique, mais par un traitement spécifique. Juste après la fécondation, on provoque un choc thermique en exposant les œufs à une température de quatre degrés qui altère leur patrimoine génétique en le dotant de trois lots de chromosomes au lieu de deux. Les spécimens ainsi obtenus n'ont pas de

une bonne partie à l'exportation, notamment vers la Suisse, l'Espagne, les Pays-Bas ou l'Allemagne.

Boudé par les autorités balnéaires, le plus gros carnassier d'eau douce ne pouvait pas laisser les pêcheurs indifférents. On les comprend : lorsque le vit est soudainement happé par un silure de 10 kilos, le moulinet s'affole, et il faut s'attendre à l'un de ces combats singuliers qui font les grands souvenirs de pêche car la bête, dotée d'une défense et d'une résistance peu communes, s'avoue difficilement vaincue. « Lorsqu'un gros est ferré, il faut bagarrer dur. On en a au moins pour une bonne demi-heure. C'est comme si l'on avait accroché un camion ! », résume, des trémolos dans la voix, Victor Vergnes, vice-président de la fédération piscicole de l'Hérault. Le brochet et la carpe, assurent les connaisseurs, ne procurent pas de sensations aussi fortes.

Dans les magazines spécialisés, on lit de plus en plus de récits épiques célébrant le silure, photo de la prise à l'appel. Pour les adeptes de la pêche sportive, qui

FINANCE Après avoir invoqué, en juillet et en août, les déficits des balances de paiement et la perte de compétitivité des monnaies, les investisseurs, qui fuient l'Asie du Sud-

Est, montrent aujourd'hui du doigt les banques et les institutions financières locales. ● **LES SYSTÈMES BANCAIRES** des pays de la région sont à la fois les responsables et les vic-

times de la crise monétaire. ● **MÊME SI LES BANQUES** de la plupart des pays d'Asie du Sud-Est sont plus solides que celles de la Thaïlande - où 58 institutions financières sur 91 ont

été suspendues dans l'attente d'un plan de restructuration -, elles sont de plus en plus menacées. ● **LES GOUVERNEMENTS** ont, à l'exception de celui de la Malaisie, relevé forte-

ment leurs taux pour défendre leurs devises et rendu la situation impossible pour des établissements déjà peu rentables et confrontés à une crise immobilière et boursière.

La menace d'une crise bancaire aggrave la situation en Asie du Sud-Est

La poursuite, au cours des derniers jours, des attaques contre les devises des nouveaux « dragons » asiatiques s'explique par les craintes de défaillance des établissements financiers, qui sont, paradoxalement, à la fois responsables et victimes de la crise

HONGKONG

La secousse monétaire qui s'est abattue sur l'Asie du Sud-Est depuis le 2 juillet serait-elle en train de se muer en crise bancaire généralisée ? Depuis la fin du mois de septembre, l'attaque sur les monnaies est entrée dans une deuxième phase : après avoir invoqué, en juillet et en août, les déficits des balances de paiement et la perte de compétitivité des monnaies, les investisseurs montrent aujourd'hui du doigt les banques et institutions financières locales, tenues à la fois pour responsables et victimes de la crise monétaire. La Malaisie, l'Indonésie et les Philippines seraient-elles, à leur tour, au bord d'une crise financière à l'instar de la Thaïlande, où quelque cinquante-huit institutions financières, sur les quatre-vingt-onze en exercice, ont dû être suspendues par le gouvernement dans l'attente d'un plan de restructuration rendu public le 15 octobre ?

Les banques de ces pays ne manquent pas de points communs. En Thaïlande comme en Indonésie, en Malaisie comme aux Philippines, elles vivent depuis cinq à dix ans sur un marché du crédit en croissance de 20 % à 30 % l'an, une progression très supérieure à celle de l'activité industrielle et commerciale. Mais aussi bien supérieure à la croissance des dépôts, contraignant les banques à se refinancer de plus en

plus à l'étranger. Autre caractéristique commune, l'augmentation des prêts a été, depuis près de cinq ans, tirée par les investissements immobiliers, dont les rendements étaient, dans une période d'expansion continue, supérieurs à ceux dégagés par l'industrie. A tel point que les banques locales sont toutes fortement exposées sur ce secteur. Les chiffres officiels des banques centrales étant peu fiables, on retiendra les estimations de banques d'affaires, estimations qui varient entre 11 % des engagements aux Philippines, 20 % en Thaïlande, 25 % en Indonésie, et jusqu'à 28 % en Malaisie.

Autre trait semblable, ces établissements sont, dans l'ensemble, encore peu modernisés, vivant essentiellement de l'activité de crédit, avec des procédures d'évaluation des risques parfois sommaires. La pratique du prêt sur gages les a longtemps dispensés de s'attarder sur la capacité de remboursement des emprunteurs. Sans même parler des prêts consentis sur la base de relations de clans, d'acquiescement à des groupes locaux, voire sur la simple recommandation d'un ami ou d'un homme politique influent.

Pourtant, une simple assimilation entre des environnements bancaires différents relèverait de l'amalgame. Les banques n'ont pas

toutes la même poids dans l'économie : quand la Thaïlande et la Malaisie sont fortement « bancarisées », avec des crédits totaux dépassant respectivement 150 % et 170 % de leur PNB, l'endettement de l'économie est beaucoup plus faible en Indonésie et aux Philippines, les prêts dépassant à peine 60 % de leur PNB.

Les établissements sont encore peu modernisés, vivant essentiellement de l'activité de crédit

La dépendance des banques vis-à-vis des capitaux étrangers, et partant leur vulnérabilité vis-à-vis d'un décrochage de leur monnaie, est aussi différente selon les pays : les banques thaïlandaises refinançant jusqu'à 30 % de leurs crédits en devises, quand, en Malaisie, ce taux ne dépasse pas 7 %, aux Philippines 12 %, et en Indonésie 15 %. En Thaïlande et en Malaisie, les banques locales continuent de bénéficier d'un marché protégé. Il n'y a que quinze banques en Thaïlande - et quatre-

vingt-onze institutions financières - et trente-sept en Malaisie, ce qui permet aux banques malaises d'être rentables, bien capitalisées et sans doute les plus modernes de la région.

De son côté, l'Indonésie, qui a libéralisé son secteur bancaire en 1989, connaît aujourd'hui une profusion de petits établissements privés : deux cent trente-sept à ce jour, qui, de l'avis de l'agence de notation Standard and Poor's, sont à la fois trop nombreux et mal surveillés. En outre, la libéralisation a été conduite sans contrôle strict des autorités de tutelle. Rien de tel en Malaisie, où la Bank Negara Malaysia a imposé aux banques commerciales des règles de prudence et de provisionnement très strictes au lendemain de la crise bancaire de 1985-1988, depuis plusieurs mois, injonctions et appels à la prudence.

Les situations sont extrêmement différentes d'un pays à l'autre et, à ce titre, ne peuvent être assimilées sans réserve à la Thaïlande, qui cumule à la fois une économie surendettée, des institutions financières refinançant en grande partie en devises et mal contrôlées par les autorités de contrôle. La gravité de la crise monétaire est pourtant telle que ce qui était vrai hier peut se révéler, demain, inopérant, dans un métier où la qualité des actifs, c'est-à-dire des créances des banques, est

très sensible au niveau des taux d'intérêt. En fait, la réaction des gouvernements de la région, qui ont - à l'exception de la Malaisie, moins dépendante des capitaux étrangers - relevé fortement leurs taux pour défendre leur monnaie, a tout changé pour les banques locales. Rappelons qu'aujourd'hui encore, après un fort mouvement de baisse du coût de l'argent, les taux interbancaires à trois mois sont à 16,5 % aux Philippines, à 20 % en Thaïlande et à 23,9 % en Indonésie.

Déjà, les établissements les plus fragiles, comme les institutions financières thaïlandaises ou comme une cinquantaine de petites banques privées indonésiennes, ont dû faire face à une crise de liquidité. Mais celles qui ont des dépôts suffisants ne seront pas épargnées pour autant. En Indonésie, les banques se trouvent déjà confrontées à une forte dégradation de la qualité de leurs actifs : si elles se sont elles-mêmes peu endettées en devises, nombre de leurs clients ont pris des risques de change qui les placent devant l'impossibilité d'honorer leurs dettes. La banque JP Morgan estime que les créances douteuses atteindront jusqu'à 15 % des encours de prêts des banques à la fin 1998. C'est cette prise de conscience qui a provoqué, le vendredi 3 octobre, la chute de 9 % de la roupie indonésienne contre dollar.

Valérie Brunschwig

WORMS & CIE



Le Conseil de Surveillance de Worms & Cie s'est réuni le jeudi 2 octobre 1997.

Le Président a rappelé les modalités de l'offre publique d'achat initiée par la société Evran, filiale d'Artemis (groupe Pinault).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Surveillance a décidé à l'unanimité que l'offre de la société Evran n'est pas conforme aux intérêts de Worms & Cie et de ses actionnaires.

Le Conseil de Surveillance rejette à l'unanimité l'offre publique d'achat.

Le Conseil de Surveillance a considéré que le prix proposé est inadéquat et n'intègre pas le potentiel d'appréciation des actifs de Worms & Cie.

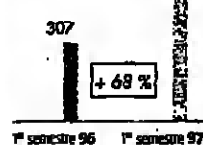
En conséquence, le Conseil de Surveillance a décidé à l'unanimité de recommander aux porteurs d'actions ou d'obligations convertibles de ne pas apporter leurs titres à l'offre de la société Evran.

Tous les membres du Conseil de Surveillance ont confirmé leur décision de ne pas apporter leurs titres à cette offre.

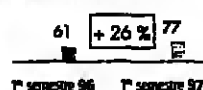
1^{er} semestre 1997 Résultat net : + 55 % à 1,2 milliard de francs

Contribution par société, en millions de francs

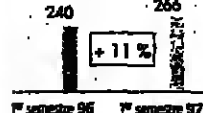
El Athina Assurances
Athina Assurances confirme sa place parmi les assureurs les plus rentables : plus de 10 % de rentabilité annuelle



El Pernat Group
Un des spécialistes mondiaux de la gestion de fonds d'investissement internationaux



El Générale Sucrière
Une des meilleures productivités européennes



El Arjo Wiggins Appleton
N°1 européen de la distribution de papier N°1 mondial des papiers autocollants et thermiques



El Compagnie Nationale de Navigation
Le transporteur pétrolier européen



Le Conseil de Surveillance a pris connaissance le 2 octobre des comptes consolidés du Groupe pour le premier semestre 1997 présentés par le Directoire. Le résultat net consolidé progresse de 55 % à 1,2 milliard de francs, sans augmentation des éléments exceptionnels et malgré un allongement de 62 millions de francs de la charge fiscale.

En millions de francs	Au 30 juin 97	Au 30 juin 96	Variations avec le prévisionnel 96
Assurance et Services financiers	592	376	+ 57 %
Industrie et Investissements industriels	528	288	+ 83 %
Holdings	59	97	- 39 %
Résultat net consolidé part du Groupe	1.179	761	+ 55 %
Bénéfice par action en FF	20,59	13,58	+ 55 %

NB : la fusion de Worms & Cie/Stait Louis, réalisée en juin dernier avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1997, conduit à la présentation de comptes prévisionnels comparables pour le premier semestre 1996.

BRANCHE ASSURANCE ET SERVICES FINANCIERS + 57 %

La contribution d'Athina Assurances a progressé de 68 % pour atteindre 515 millions de francs. L'actif général France est passé de 54,5 milliards de francs à la fin de 1996 à 59,2 milliards de francs, soit une progression de 9 %. Les plus-values latentes, qui représentaient 6,9 milliards de francs le 31 décembre 1996, atteignent 8,5 milliards de francs, soit +23 %.

Le résultat net de Pernat Group, 77 millions de francs, a progressé au premier semestre 1997 de 26 % et de 83 % hors éléments exceptionnels. Les actifs gérés sont passés de 29,6 milliards de francs à la fin 1996 à 37,8 milliards de francs.

BRANCHE INDUSTRIE ET INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS + 83 %

Générale Sucrière a enregistré une nouvelle amélioration de ses résultats nets à 266 millions de francs contre 240 millions. Le premier semestre a été marqué par un fort dynamisme international avec l'acquisition de 18,5 % d'Ebro, le 1^{er} sucrier espagnol, pour 900 millions de francs environ et le doublement de sa participation dans la sucrerie de Kaba, en Hongrie. En France, l'usine de Marle (ex-CFS) a été intégrée au groupe.

La contribution d'Arjo Wiggins Appleton (AWA) est passée de 42 millions de francs au premier semestre 1996 à 231 millions cette année. Cette progression provient du doublement du résultat d'exploitation lié aux conséquences positives des restructurations engagées en 1996 et à l'amélioration de la conjoncture. AWA conforte sa position de leader dans les papiers de spécialités et dans la distribution.

Les résultats de la Compagnie Nationale de Navigation sont marqués par un net redressement du résultat d'exploitation conjugué à une forte baisse des frais financiers. Parallèlement, le groupe a poursuivi, dans le cadre de son partenariat avec la Compagnie Maritime Belge, le renouvellement de sa flotte pétrolière avec 11 pétroliers neufs ou récents en exploitation sur 17 au total.

Le Directoire a indiqué que le niveau d'activité dépasse ses objectifs et que le résultat net part du Groupe en 1997 devrait être significativement supérieur au résultat prévisionnel de l'exercice 1996.

WORMS & CIE



Les syndicats appellent les chauffeurs routiers à la grève pour l'amélioration de leurs salaires

Le mouvement devrait débuter le dimanche 2 novembre au soir

La CFDT, la CGT, FO et la CFTC appellent à une grève des routiers. Cet avertissement a pour but de peser sur les négociations salariales en cours.

Une rencontre avec le patronat est prévue pour le 9 octobre. Les syndicats considèrent que les accords signés à l'issue des grandes grèves de

novembre 1996 restent largement inappliqués. Le patronat, lui, hésite à s'engager avant la tenue de la conférence nationale sur les salaires.

MOINS D'UN AN après la grande grève des routiers de novembre 1996, les syndicats de « salariés routiers et sédentaires des transports routiers marchandise et voyageurs » (CFDT, CGT, FO et CFTC) ont lancé un appel à la grève dans un communiqué commun publié vendredi 3 octobre. Les quatre organisations affirment vouloir organiser « une action dure et longue » pour obtenir une amélioration des rémunérations.

La mobilisation devrait débuter le 2 novembre, à partir de 22 heures, mais les syndicats se défendent de vouloir perturber les retours de congés de Toussaint. « Nous n'avons pas encore précisé la forme que prendra cette action, souligne la CGT, nous appelons simplement à des arrêts de travail le dimanche soir, à l'heure du beau-coup de chauffeurs prennent la

route. » En pratique, le mouvement devrait plutôt prendre corps à partir du lundi 3 novembre. A moins qu'un compromis ne soit intervenu, entre-temps, avec le patronat, cet appel à la grève ayant d'abord pour but de peser sur les négociations en cours.

Le prochain rendez-vous entre patronat et syndicats est prévu pour le jeudi 9 octobre, dans les locaux du ministère de l'équipement, du transport et du logement, à Paris. Les syndicats, qui dénoncent la « smicardisation » de la profession, réclament un salaire brut mensuel de 10 000 francs pour 200 heures, dès le premier niveau de qualification du conducteur. Ils demandent aussi une remise à plat des rémunérations. « Nous souhaitons un processus en deux temps, indique-t-on à la CFDT, avec des réponses précises sur les revendications, mais aussi des négociations de plus

longue haleine pour définir une grille conventionnelle des salaires. » La Fédération nationale des transports routiers (FNTR), l'un des principaux organismes patronaux, se déclare « peu surprise » par cet appel à la grève et rappelle sa position, qui suppose une annulation du temps de travail rejetée par les syndicats : à partir du 31 décembre 2000, le salaire pourrait être fixé à 120 000 francs par an pour 200 heures mensuelles, mais seulement pour la plus haute classification de chauffeurs.

DIFFÉRENCES DE RÉGIME

Le désaccord porte, en outre, sur la comptabilisation du temps de travail, qui se répartit entre temps de conduite et temps d'attente (par exemple, avant le déchargement d'une cargaison livrée à un entrepôt), voire de « non-activité », que le patronat ne souhaite pas

payer. « On nous demande de tout rémunérer, mais nous n'y arrivons pas », déclare-t-on à la FNTR, où l'on insiste sur les difficultés économiques des entreprises concernées et sur les différences de régime en vigueur dans l'Union européenne, faussant la concurrence.

Surtout, les patrons ne semblent guère désireux de s'engager avant la tenue de la conférence nationale sur l'emploi qui s'ouvrira le 10 octobre. Les organisations de salariés, elles, justifient leur volonté d'accélérer le mouvement par le « fort mécontentement » des routiers, dû notamment aux difficultés d'application des accords signés en novembre 1996 avec le patronat, et dont plusieurs dispositions ne sont toujours appliquées que par une minorité d'employeurs.

Anne-Marie Rocco

Promodès tente de briser le front familial chez Casino

POUR LA TROISIÈME FOIS en un mois, la famille Guichard se réunissait, samedi 4 octobre, autour de son « chef », Antoine, en son fief de Saint-Etienne, au siège du groupe Casino. Il s'agissait, cette fois, d'examiner les deux offres publiques d'achat améliorées présentées l'une par Promodès et l'autre par Rallye, la société de Jean-Charles Naouri, premier actionnaire de Casino. Contrairement à la dernière réunion de la famille, le 6 septembre, aucune prise de position ne devaît être rendue publique à l'issue de cette rencontre. « Il s'agit d'une simple réunion d'information », a expliqué au Monde Antoine Guichard. La dernière fois, nous n'avions qu'une offre à examiner, celle de Promodès, et nous devions nous prononcer. Cette fois, rien ne presse, nous avons jusqu'au 7 novembre ».

Jeudi 2 octobre, lors de la réunion du conseil de surveillance de Casino, au cours de laquelle a été rejetée l'offre de Promodès, les trois représentants de la famille fondatrice s'étaient abstenus. Cette soudaine prudence des héritiers, qui s'étaient jusqu'à

engagés au côté de M. Naouri, trahit-elle de nouvelles dissensions au sein de la famille ? Paul-Louis Halley, le président de Promodès, a entrepris un intense travail de sappe de l'unité des Guichard, appelant individuellement au téléphone chaque membre influent de la famille stéphanoise.

MOBILISATION

Samedi, le président du directoire de Casino, Christian Couvreur, devait venir donner des explications à la famille sur l'offre de Rallye. « Un peu complexe par l'actuaire de base », a-t-il dit, pour éviter toute polémique avec la partie adverse, M. Couvreur ne devait pas participer aux débats après son intervention, de même que M. Naouri.

La tension est montée d'un cran après la publication, vendredi, de double pages de publicité dans la presse et la diffusion de messages radio par Promodès stigmatisant l'offre « complexe, différée et aléatoire » de son rival. Le groupe normand n'exclut pas de faire appel de la décision de recevabilité

de l'offre de Rallye prise par le conseil des marchés financiers, lundi 29 septembre, ce qui entraînerait le camp Naouri à répliquer sur le même terrain. Mais une escalade juridique pourrait bloquer les deux OPA pendant plusieurs mois, empêchant les deux groupes de poursuivre leur propre développement. Promodès et Casino sont, en effet, lancés dans de grandes manœuvres à l'étranger qui pourraient souffrir d'un tel retard.

A Saint-Etienne, la mobilisation reste forte autour de Casino. Après avoir été reçu au ministère du travail, jeudi, les représentants de l'intersyndicale ont rencontré, vendredi, MM. Couvreur et Guichard. Une manifestation contre l'OPA de Promodès est prévue le 21 octobre dans la capitale française à laquelle pourrait se joindre la CGT, qui a refusé jusqu'à présent de prendre parti dans ce qu'elle considère comme un conflit d'actionnaires.

Pascal Gahmier

L'administration met en cause le plan d'Unimétal à Longwy

CONTESTÉE par les salariés et les élus locaux, la fermeture du train à fil de Longwy ne satisfait pas non plus la direction départementale du travail de Meurthe-et-Moselle. Celle-ci vient de demander des explications à Unimétal, la filiale aciers spéciaux d'Usinor, sur sa décision de fermer le site et supprimer 313 emplois.

Dans une lettre envoyée mercredi 1^{er} octobre à Bernard Rogy, PDG d'Unimétal, le directeur départemental et l'inspecteur du travail estiment que « la représentation du personnel n'est pas suffisamment informée des raisons justifiant la fermeture du site de Longwy ». Ils soulignent, notamment, « le caractère particulièrement schématique » de la

présentation du plan « au regard d'une décision grave, non seulement pour vos salariés mais aussi pour l'ensemble du Pays-Haut ».

Unimétal, qui s'est engagé à reclasser tous les salariés, avait, en juillet, expliqué la fermeture du site de Longwy par la nécessité de supprimer des surcapacités et surtout d'améliorer les comptes d'Unimétal (450 millions de francs de pertes en 1996). La disparition du site, selon la direction, devrait permettre d'économiser 70 millions de francs de frais d'exploitation. « Nous estimons que l'on ne peut justifier la fermeture en se limitant à invoquer les résultats courants, les raisons techniques et l'intérêt économique, sans

commune mesure avec les résultats négatifs », dit la direction du travail. Elle demande qu'Unimétal fournisse « des perspectives de sa stratégie industrielle, commerciale et financière », et les résultats des différentes unités afin d'identifier les sources de pertes dans la société, ainsi que le « coût détaillé du plan social ». Ces documents doivent être remis aux représentants du personnel « dans les meilleurs délais », ajoute-t-elle.

Du côté d'Usinor, on déclare que « la procédure de fermeture de Longwy se poursuit » et qu'on est prêt à répondre « à toutes les questions que l'administration pourrait poser ».

Martine Orange

La Barclays vend les actifs de sa banque d'affaires BZW

LONDRES
de notre correspondant
dans la City

Mise en vente des services de conseils, de fusions, de financement et des opérations de marché à l'exception du négoce des devises et des bons d'état, démission du directeur général de BZW, Bill Harrison, nommé il y a seulement un an et demi, et applaudissements des investisseurs institutionnels à la disparition d'une entreprise qui pénalisait les résultats de la maison mère : le démantèlement de BZW, créée dans la foulée de la déréglementation de 1986, tourne la page du difficile mariage de deux institutions aux traditions très différentes.

Certes, BZW disposait d'atouts non négligeables, à l'instar du soutien financier d'un établissement renommé comme le groupe Barclays, une position dominante sur le marché de la dette britannique et des transactions en devises et une équipe d'analystes du meilleur niveau. Mais, faute d'un réseau international important et d'une capacité de placement digne de ce nom, la firme de Swan Lane n'est jamais parvenue à se hisser au ni-

veau des « grands » américains et continentaux, en particulier les fusions-acquisitions et la gestion de patrimoine. « BZW est une firme de taille moyenne, coincée entre les mastodontes mondiaux et les petits établissements spécialisés. Sa position est intenable à long terme, comme le montre l'histoire bancaire récente », indique Robin Monro-Davies, directeur de l'agence de notation londonienne IBCA.

PARALLÈLE

Par ailleurs, contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne, aux Pays-Bas ou en Suisse, en Grande-Bretagne, le bilan de l'alliance entre banques d'affaires et établissements commerciaux est négatif. Confrontée aux mêmes difficultés que BZW, NatWest Market a été contraint récemment de limiter ses ambitions. Filiale d'investissement de la Midland Bank, Samuel Montagu n'a dû sa survie qu'au parapluie protecteur du groupe HSBC. Pour sa part, Lloyds Merchant Bank a été fermée en 1993.

Aux yeux de Robin Monro-Davies, les différences de culture, de mode de rémunération ou de statut social entre les deux types d'ac-

tivité sont en partie responsables de ces revers : « Qu'y a-t-il de commun entre le directeur d'une agence de province de la Barclays, cadre prudent travaillant sur le long terme, et le financier de BZW, polyglotte, cosmopolite et obsédé par la conclusion rapide d'une affaire. »

Enfin, les investisseurs institutionnels, principaux actionnaires de la Barclays, ne supportaient guère de voir le rendement des activités de la banque d'investissement inférieur à celui des activités du réseau, extrêmement rentables en raison de la reprise économique et de la réduction des coûts, conséquence de suppressions massives d'emplois. En 1996, Barclays avait réalisé un bénéfice de 2,36 milliards de livres, en progression de 24 %, alors que les profits de BZW, avec 204 millions de livres, avaient chuté de 29 %.

A cet égard, la situation britannique est inverse de celle prévalant sur le continent, ce qui explique que les noms les plus couramment cités pour la reprise de BZW soient ceux de l'allemand Commerzbank et du néerlandais ING-Baring.

Marc Roche

PRÉFECTURE DES YVELINES DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU LOGEMENT BUREAU DE L'URBANISME Canalisation de transport de gaz n° 519 « SAINT-NOM-LA-BRETECHE/LE CHESNAY » AVIS D'ENQUÊTE

Prévisible :
— la déclaration d'utilité publique et à l'autorisation du projet de réalisation de la canalisation de transport de gaz naturel n° 519 « SAINT-NOM-LA-BRETECHE/LE CHESNAY », sur le territoire des communes de BAILLY, CHAVENAY, LE CHESNAY, NOISY-LE-ROI, RENNEMOULIN, ROCQUENCOURT, SAINT-NOM-LA-BRETECHE et de VILLEPREUX.
— la mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols des communes de BAILLY, CHAVENAY, NOISY-LE-ROI et de SAINT-NOM-LA-BRETECHE.

DURÉE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE : 39 jours, du 21 octobre au 28 novembre 1997 inclus.

LIEUX DE L'ENQUÊTE : Préfecture des Yvelines, Sous-Préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, Mairie de BAILLY, CHAVENAY, LE CHESNAY, NOISY-LE-ROI, RENNEMOULIN, ROCQUENCOURT, SAINT-NOM-LA-BRETECHE, VILLEPREUX, BOUGIVAL, CHAMBOURCY, FEUCHEROLLES, FONTENAY-LE-FLEURY, FOURQUEUX, FÉTIANG-LA-VILLE, LA CELLE-SAINT-CLOUD, LOUVECIENNES, MARLY-LE-ROI, SAINT-CYR-L'ÉCOLE et VERSAILLES.

DÉPÔT DU DOSSIER D'ENQUÊTE ET HORAIRES DE CONSULTATION : Un dossier d'enquête et un registre à feuillets non mobiles, destiné à recevoir les observations, seront mis à la disposition du public à la Préfecture des Yvelines, à la Sous-Préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE et dans les mairies des communes directement concernées par le tracé, aux jours et heures suivants :

Préfecture des Yvelines D.U.E.L. - Bureau de l'Urbanisme - 3^{ème} étage - Avenue de l'Europe - 78010 VERSAILLES
du lundi au jeudi : de 9h00 à 16h00
vendredi : de 9h00 à 15h00

Sous-Préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE - 1, rue du Panorama - 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
du lundi au jeudi : de 8h45 à 16h00
vendredi : de 8h45 à 15h00

Mairie de BAILLY
du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
samedi : de 8h30 à 12h00

Mairie de CHAVENAY
du lundi au vendredi : de 10h30 à 12h00 et de 15h00 à 18h30
samedi : de 9h00 à 11h00

Mairie de CHESNAY
lundi, mercredi, jeudi, vendredi : de 8h30 à 17h30
mardi : de 8h30 à 18h30

Mairie de NOISY-LE-ROI
du lundi au vendredi : de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
samedi : de 9h00 à 12h00

Mairie de RENNEMOULIN
du lundi au vendredi : de 14h00 à 16h30
samedi : de 10h00 à 12h00

Mairie de ROCQUENCOURT
du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00
samedi : de 8h30 à 12h00

Mairie de SAINT-NOM-LA-BRETECHE
du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h00
samedi : de 9h00 à 12h00

Mairie de VILLEPREUX
lundi, mardi, mercredi, vendredi : de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
jeudi : de 9h00 à 12h00 et de 15h00 à 19h30

Un dossier d'enquête, et un registre seront également déposés et mis à la disposition du public à la mairie des communes suivantes, incluses dans l'aire d'étude du projet, aux jours et heures suivants :

Mairie de BOUGIVAL
lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi : de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30
samedi : de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h15

Mairie de CHAMBOURCY
lundi : de 15h00 à 18h00
du mardi au vendredi : de 8h30 à 12h00 et de 15h00 à 18h00
samedi : de 8h30 à 12h30

Mairie de FEUCHEROLLES
lundi, mardi, mercredi, vendredi : de 14h00 à 17h30
jeudi : de 14h00 à 19h00
samedi : de 9h00 à 12h00

Mairie de FONTENAY-LE-FLEURY
lundi, mardi, jeudi, vendredi : de 9h00 à 11h45 et de 13h45 à 17h15
mercredi : de 13h30 à 19h30

Mairie de FOURQUEUX
lundi, mercredi, jeudi, vendredi : de 8h30 à 12h00 et de 15h00 à 18h00
mardi : de 8h30 à 12h00 et de 15h00 à 19h00
samedi : de 8h30 à 12h00

Mairie de FÉTIANG-LA-VILLE
lundi : de 14h00 à 17h15
mardi, mercredi, jeudi : de 9h00 à 11h45 et de 14h00 à 17h15
vendredi : de 9h00 à 11h45 et de 14h00 à 19h30
samedi : de 9h00 à 11h45

Mairie de LA CELLE-SAINT-CLOUD
du lundi au vendredi : de 8h30 à 17h15

Mairie de LOUVECIENNES
lundi, mercredi, jeudi, vendredi : de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00
mardi : de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 20h00
samedi : de 8h30 à 12h00

Mairie de MARLY-LE-ROI
du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00
samedi : de 8h30 à 12h00

Mairie de SAINT-CYR-L'ÉCOLE
lundi, mardi, mercredi, vendredi : de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h15
jeudi : de 13h00 à 20h00

Mairie de VERSAILLES
du lundi au jeudi : de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
vendredi : de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
samedi : de 9h00 à 11h30

LA COMMISSION EST COMPOSÉE COMME SUIT :

— M. Thierry FLIPO, Ingénieur des Travaux Publics, Urbaniste,
— M. Eugène CHAMBRIN, Chef du Secrétariat de la Base Aéronautique Navale
— M. Christian DENIS, Secrétaire Général de Mairie Honoraire.

M. Thierry FLIPO est désigné en qualité de Président.

Le siège de la Commission d'Enquête est fixé à la Préfecture des Yvelines (DUEL), Bureau de l'Urbanisme - 3^{ème} étage - Avenue de l'Europe - 78010 VERSAILLES Cedex.

Pendant la durée de l'enquête, toutes les observations sur le projet et la mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols pourront être consignées par les intéressés sur les registres ou adressées directement au président ou à un membre de la Commission à la Préfecture des Yvelines.

Durant l'enquête, les observations du public seront reçues par un ou plusieurs membres de la Commission d'Enquête, aux jours et heures suivants :

Sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 1, rue du Panorama - 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
— le mercredi 29 octobre 1997 : de 9h00 à 12h00

Mairie de BAILLY
— le samedi 25 octobre 1997 : de 9h00 à 12h00

Mairie de CHAVENAY
— le mercredi 5 novembre 1997 : de 15h00 à 18h00

Mairie de CHESNAY
— le mardi 4 novembre 1997 : de 15h30 à 18h30

Mairie de NOISY-LE-ROI
— le samedi 6 novembre 1997 : de 9h00 à 12h00

Mairie de RENNEMOULIN
— le mardi 18 novembre 1997 : de 14h00 à 16h30

Mairie de ROCQUENCOURT
— le jeudi 27 novembre 1997 : de 15h00 à 18h00

Mairie de SAINT-NOM-LA-BRETECHE
— le samedi 15 novembre 1997 : de 9h00 à 12h00

Mairie de VILLEPREUX
— le jeudi 20 novembre 1997 : de 16h30 à 19h30

Une copie du rapport et des conclusions de la Commission d'Enquête sera déposée à la Préfecture des Yvelines, à la Sous-Préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE et dans chacune des communes où s'est déroulée l'enquête, pour être tenue à la disposition du public, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant à M. le Préfet des Yvelines - DUEL - Bureau de l'Urbanisme - Avenue de l'Europe - 78010 VERSAILLES Cedex.

L'assurance-décès, le prix à payer pour l'avenir des proches

Il existe deux grandes catégories de contrat : la « temporaire » et la « vie entière ». Comme son nom l'indique, la première protège les proches de l'assuré durant un certain temps et à fonds perdus. La seconde, plus chère, garantit un capital ou une rente au bénéficiaire désigné

BERTRAND D., trente cinq ans, marié, deux enfants, cadre dans l'entreprise de son père, âgé de cinquante-sept ans, a un bel avenir devant lui. Mais un jour de 1995, tout son univers bascule, sans qu'il ait commis la moindre faute. Un évènement totalement imprévisible frappe sa famille : le décès brutal de son père d'un arrêt cardiaque. Dans les mois suivants, Bertrand et sa femme empruntent 8 millions de francs pour payer les droits de succession (l'entreprise étant estimée à 20 millions) et font des efforts considérables pour poursuivre son développement. Mais ils perdent pied au fil des mois et doivent déposer le bilan au bout d'un an. Depuis, Bertrand a - difficilement - réussi à se faire engager dans une société de la région, au salaire de 10 000 francs par mois. Il n'est pas près d'être libéré de ses dettes.

Dans cet exemple réel, il eût suffi que le père de Bertrand ait souscrit une assurance-décès ou une garantie homme-clé correspondant au montant des droits de succession pour que son fils reprenne les rênes dans de meilleures conditions, quitte à céder l'affaire, mais sans devoir supporter des dettes abyssales.

Il existe deux grandes catégories d'assurance-décès : la « temporaire » et la « vie entière ». Comme son nom l'indique, la première protège les proches de l'assuré durant un certain temps : un ou cinq ans renouvelable ou quinze ans, par exemple afin de garantir le remboursement d'un emprunt immobilier. Ce type de contrat, souvent acquis par les jeunes ménages ayant un ou deux enfants, est généralement peu onéreux - lorsque l'assuré est jeune et en bonne santé - mais présente deux défauts :

- si l'assuré est encore vivant au terme de la période garantie, il aura le sentiment d'avoir payé à fonds perdus, puisque l'assureur conservera alors la totalité de sa cotisation. En réalité, il aura - comme en assurance-accidents ou incendie - protégé sa famille contre l'aléa que représente le décès ou l'invalidité absolue et définitive, souvent aussi garantie par ce type de contrat ;

- le tarif aura tendance à augmenter au fil des années ou des renouvellements quinquennaux, surtout en cas de problèmes de santé et parfois dans un but dissuasif. A priori, cette garantie peut sembler inutile à un célibataire ou à un

couple sans enfants. Mais s'ils aident habituellement des parents ayant de faibles revenus - commerçants, artisans en retraite : frère ou sœur au chômage... - l'apport d'un petit capital ou une rente, versés nets d'impôt, les aidera grandement à compenser la perte de ressources liée à la disparition de leur bienfaiteur.

Par ailleurs, si le couple ne compte qu'un seul actif, ou si l'un des deux fournit l'essentiel des ressources du ménage, la sécurité ainsi acquise par le bénéficiaire sera précieuse. Cette garantie rend aussi de grands services à des concubins ou des ménages de même sexe, en étant fiscalement indolore. Mais de nombreux contrats excluent certains sports à risques. D'où l'intérêt de lire attentivement les clauses particulières, aussi importantes que le prix, et de s'enquérir des conditions d'extension éventuelle.

Lorsque l'analyse patrimoniale des biens et ressources d'un ménage ou d'une personne démontre qu'il leur serait impossible de faire face à la disparition physique ou économique d'une personne - voire de deux -, il faut d'abord établir un « bilan » afin de déterminer le manque de ressources. La seconde étape consiste ensuite à

consulter différents assureurs pour tenter d'obtenir le meilleur rapport qualité/prix pour la couverture nécessaire.

Si l'assuré commet une erreur en remplissant son questionnaire, ses ayants droit risquent de se voir opposer une déchéance de garantie

Pour parer aux conséquences néfastes d'un décès imprévu, il est aussi possible de céder une résidence et de transformer cet élément de patrimoine en rente immédiate en versant sa valeur à un assureur à titre définitif. Si cette rente est viagère, elle sera d'autant plus élevée que l'assuré est âgé, et éventuellement fumeur ; et il aura

intérêt à démontrer son éventuel mauvais état de santé.

A l'inverse, en assurance-décès classique, l'assureur demande au futur assuré, dès lors qu'il a atteint quarante ou cinquante ans, que le capital garanti dépasse 500 000 francs, ou que la rente s'élève à plus de 3 000 francs par mois, de remplir un questionnaire médical détaillé et de se faire examiner par un médecin expert agréé. Si le futur assuré commet une erreur ou fait une omission ou le remplissant, ses ayants droit risquent de se voir opposer une déchéance de garantie après son décès ou son invalidité.

Le contrat « vie entière » : le meilleur, mais le plus cher. Dans ce type de contrat, le seul aléa pour l'assureur est la date du décès et non son éventualité, comme dans les temporaires. Il s'engage donc à verser un capital ou une rente au bénéficiaire désigné, ce qui permet une transmission défiscalisée, sauf - depuis le 20 novembre 1991 - si le souscripteur effectue des versements au-delà de soixante-dix ans. Ils deviennent alors imposables, à l'exception d'une franchise de 200 000 francs et des intérêts capitalisés. Un inconvénient : la formule est nettement plus coûteuse

pour l'assuré. A noter que les contrats décès excluent tout versement en cas de suicide conscient de l'assuré dans les deux premières années.

Par ailleurs, bien que le code des assurances autorise le cumul de garanties identiques en assurances de personnes - donc de cotisations et d'indemnités -, les différents assureurs doivent être informés. Ainsi, un chasseur avait souscrit sept contrats d'assurance-accidents et « oublié » de le mentionner dans le questionnaire, puis s'était accidentellement tiré une balle dans la main. Les compagnies ont refusé de lui verser les indemnités prévues, et la Cour de cassation leur a donné raison.

Il y a quelques années, un quinquagénaire du sud de la France, bien de sa personne, se liait d'amitié avec des dames âgées, puis leur conseillait de souscrire un contrat d'assurance pour leurs vieux jours, qui était en réalité une assurance-décès, sur laquelle il se faisait porter bénéficiaire, puis se hâtait de l'accepter par lettre recommandée à la compagnie. Lorsque la personne décédait, un peu plus tard, il « gagnait le gros lot », net d'impôt. Une niece s'en étant aperçue avant le décès de sa tante, en informa l'assureur en accord avec elle, mais il ne put rien faire pour elles, compte tenu du droit. En effet, dès lors que quelqu'un a accepté d'être le bénéficiaire, il faut son consentement pour en changer.

Voilà pourquoi certains assurés refusent de prévenir un parent ou ami qu'ils l'ont mentionné au contrat, au risque qu'ils n'en soient jamais informés et n'en bénéficient jamais. C'est la raison pour laquelle il faut au moins en faire état dans un testament déposé chez un notaire, preuves à l'appui.

Didier Verneuil

La rente éducation, un contrat d'actualité

A L'HEURE où les jeunes ont de plus en plus de mal à entrer sur le marché du travail, ce particulier lorsqu'ils ont un faible niveau de formation, il peut être catastrophique de les obliger à interrompre des études ou, pis, à y renoncer totalement parce que l'un de leurs parents (ou les deux) serait brutalement décédé, par suite de maladie ou d'accident.

Voilà pourquoi ceux qui ne bénéficient pas d'un tel contrat professionnellement - ou si ce dernier est médiocre - peuvent en souscrire un autre individuellement, à défaut d'accord sur une amélioration du contrat collectif de leur entreprise. Plus l'assuré (le père par exemple, s'il a le revenu le plus élevé du ménage) et l'enfant (ou les enfants) sont jeunes, et moins la garantie sera chère. Deux autres paramètres pèsent logiquement sur son prix :

- le montant de la rente choisie par enfant - de 3 000 à 5 000 francs parait un chiffre souhaitable - avec un dégressif s'il y en a plusieurs ;

- la durée, qui peut s'étendre de la naissance à l'âge de vingt-sept ans. En cas de difficulté à financer

un contrat de bonne qualité et de longue durée, mieux vaut le limiter à l'âge de vingt-trois ans par exemple, quitte à ce que l'étudiant travaille à temps partiel ou effectue un emprunt pour effectuer ses dernières années de faculté.

Le principal avantage de ce type de garantie, dite « de prévoyance », est d'éviter à des jeunes bouleversés par le décès d'un ou des deux parents de partir

et de tout abandonner - une attitude à laquelle pourrait les amener l'absence de ressources et que pourrait compenser le versement d'un certain capital - son inconvénient est d'être considéré comme « à fonds perdus », alors que la suppression du risque d'interruption des études a une valeur sociale et humaine incontestable.

D. Ve.

Maisons : « faire construire » sans risques

L'amour des Français pour l'habitat individuel est indestructible. Les dernières statistiques fournies par le ministère de l'équipement et du logement font ainsi apparaître que, si le nombre de permis de construire a globalement baissé de

2,8 % durant les huit premiers mois de l'année, celui des logements individuels a, lui,

progressé de 3,5 %. Comme le prouve le nombre de litiges enregistrés chaque année, « faire construire » n'est toutefois pas aussi simple qu'il y paraît. Aussi est-il indispensable de passer plusieurs points en revue pour éviter de voir le rêve d'une vie tourner au cauchemar juridique.

La première précaution à prendre est de vérifier que le terrain acheté est de bonne qualité, c'est-à-dire que le sous-sol est sain, car le certificat d'urbanisme délivré par les autorités locales n'est pas une garantie suffisante. Sous l'effet

de la chaleur, les terrains riches en argile ont, par exemple, tendance à se rétracter lors des périodes de sécheresse, ce qui provoque d'importants dégâts de structure (fissures, etc.). De même, toute parcelle située dans une cavité doit être considérée avec suspicion car elle peut être inondable. Dans la mesure du possible, autant s'entendre avec le vendeur pour qu'un géologue effectue quelques prélèvements avant d'acheter un terrain. Coût de l'acte : environ 5 000 francs.

L'autre grande précaution à prendre concerne le constructeur. Celui-ci doit disposer de l'appui d'un organisme financier (banque ou compagnie d'assurances) lui apportant sa caution. C'est à cet organisme qu'il appartiendra d'intervenir si le constructeur, ou l'un de ses sous-traitants, fait faillite avant la fin du chantier. Et c'est encore lui qui prendra les dispositions nécessaires pour que la maison soit livrée à la date prévue.

Lors de la réception des travaux, si des défauts sont constatés, ils doivent être accueillis avec des « réserves » et un procès-verbal envoyé aux entreprises concernées. Pas de panique dans l'hypothèse où des malfaçons apparaissent ultérieurement : assimilables à des vices cachés, elles devront être signalées, si elles sont découvertes, à l'assureur vous couvrant à titre individuel (garantie dommage). Le cas échéant, ce dernier se retournera directement contre le constructeur pour que les réparations soient effectuées.

Dernier conseil : les paiements dus aux différents corps de métier lors de l'avancement du chantier font l'objet d'un échéancier qui ne doit pas être transgressé. Même en cas de sollicitation pressante, ne donnez jamais davantage que prévu, faute de perdre tout moyen de pression contre des corporations qui sont parfois plus pressées d'écouler un chèque que de terminer les travaux dans les délais prévus.

Arnaud de Fréminville

SOPRA.

SOPRA PROJETTE DE REPREDRE LA BRANCHE « PROGICIELS » DE CREDINTRANS (GROUPE CIC)

SOPRA, société cotée au Second Marché, et CREDINTRANS (Groupe CIC) annoncent leur volonté de faire aboutir dans les meilleurs délais un projet de reprise par SOPRA de la totalité de la branche « Progiciels » de CREDINTRANS.

Ce projet, soumis à conditions, fera l'objet, conformément aux dispositions légales, d'une consultation des instances représentatives du Personnel des sociétés concernées et des Autorités de Tutelle ; en raison de l'appartenance du Groupe CIC au Secteur Public, ce projet sera soumis à l'autorisation du Ministère chargé de l'Economie dans le cadre des procédures dites « de respiration du Secteur Public » prévues par la loi ; il devra enfin être soumis à l'approbation des Organes Sociaux concernés avant le 10 novembre 1997.

Si les conditions requises sont remplies, SOPRA deviendra propriétaire de 100 % des actions constituant le capital de la société SOPRALOR à laquelle la branche « Progiciels » de CREDINTRANS aura été préalablement apportée. Cette branche d'activité qui édite les progiciels CFT (Moniteur de transferts automatisés de fichiers), TDL (Télédistribution de logiciels), CBX (Serveur de transferts) est implantée à Paris, et réalise un chiffre d'affaires supérieur à 90 millions de francs avec près de 100 collaborateurs.

Ce projet s'inscrit dans les stratégies affichées par SOPRA et CREDINTRANS :

- pour CREDINTRANS, il traduit la volonté de ses actionnaires (Groupe CIC) de concentrer les activités du Groupe sur les métiers de la banque et des services financiers,
- pour SOPRA qui est l'éditeur français disposant de l'offre « progiciels » la plus étendue, il confirme les positions de leader acquises dans les domaines couverts par les progiciels qu'elle édite.

Le rapprochement des progiciels CFT de CREDINTRANS et INTER PEL de SOPRA confèrerait à cette dernière, sur le domaine des échanges inter applicatifs, une position de leader européen qui viendrait renforcer les positions dominantes acquises avec les progiciels REGLES DU IEU et ADMINISTRATION ET PILOTAGE.

Cette opération, sécurisante pour ses clients et ceux issus de CREDINTRANS, renforcerait le projet de développement international actuellement engagé par SOPRA.

Le nouvel ensemble ainsi constitué conforterait par ailleurs les positions déjà acquises par SOPRA sur ses métiers de l'ingénierie - intégration de systèmes et des Progiciels horizontaux et verticaux.

Avec un chiffre d'affaires prévisionnel 1997 supérieur à 1,3 milliard de francs et un effectif de 2 600 personnes avant acquisitions 1997, SOPRA entend poursuivre vivement son développement en France et à l'international et la progression de ses marges.

S.A. au capital de 90 812 500 FF
RCS Annecy B 326220065 - SIRET 326220065 APE 722 Z
Siège social : PAF - Les Glaniers - 74940 Annecy-le-Vieux - Tél : 04 50 33 30 30
Direction Générale : 3, rue Lauriston - 75116 Paris - Tél : 01 40 67 29 29

Le Voyage en Indochine



VIETNAM DE PARAITRE : LE NOUVEAU CATALOGUE-VOYAGES
Le regard du spécialiste sur la diversité et la richesse de la péninsule indochinoise à travers 38 itinéraires à réaliser individuellement ou en petits groupes, extraits :

■ CIRCUITS ORGANISÉS AU DÉPART DE PARIS

Vietnam
22 jours 11 600 F
Birmanie
15 jours 10 800 F
Laos
10 jours 10 600 F

■ VOYAGES INDIVIDUELS À LA CARTE

programme et devis sur mesure



LA MAISON DE L'INDOCHINE
76 bis, rue Bonaparte (place Saint-Sulpice) - 75006 PARIS - Tél. 01 40 51 95 15 - Fax. 01 46 33 73 04
Lc. 075 95 05 07

Nom : _____ Prénom : _____ Je désire recevoir gratuitement
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
☐ Le catalogue voyages
☐ Les rendez-vous culturels
☐ La fiche de vols

REVUE
DES ACTIONS

ASSURANCES
DES ACTIONS

Les rendements des obligations continuent à reculer

Le taux de l'emprunt américain à long terme est tombé vendredi 3 octobre à son plus bas niveau depuis février 1996. Au Japon, il est descendu jusqu'à 1,75 %, ce qui constitue un nouveau record historique mondial.

Les rumeurs d'une adhésion rapide du Royaume-Uni à la zone euro et la crise politique en Italie à propos du budget 1998 ont entraîné des mouvements de capitaux sur les marchés européens. Les investisseurs ont transféré une

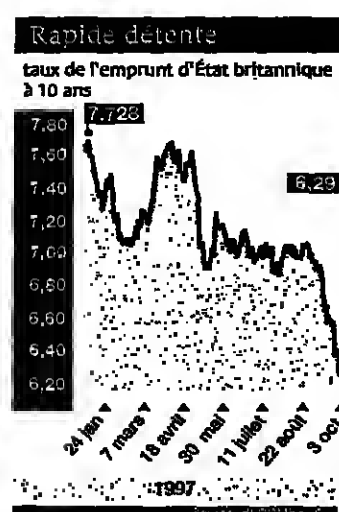
partie de leurs actifs de Rome vers Londres. Dans ces conditions, les rendements britanniques se sont nettement détendus alors que leurs homologues italiens ont remonté. L'incertitude demeure sur l'évolution future des taux directs

allemands. Otmar Issing, chef économiste de la Bundesbank, a affirmé qu'il ne prévoyait pas d'accélération de l'inflation en Allemagne mais il a souligné le caractère « accommodant » de la politique monétaire allemande. Les obligations

américaines se sont envolées après la publication de statistiques économiques indiquant un léger ralentissement de l'activité aux États-Unis. Au Japon, le rendement des emprunts est tombé à un plus bas niveau historique.

PLUS QUE JAMAIS attentifs au processus d'édification de l'euro, les marchés financiers internationaux n'ont pas manqué de réagir aux événements politiques en provenance de Londres et de Rome. Les rumeurs d'une adhésion de Londres à la zone euro dans les mois suivant le lancement de la monnaie unique ont provoqué un afflux de capitaux outre-Manche, une envolée de la Bourse de Londres et une détente des rendements des emprunts britanniques. Le taux du titre d'État à dix ans est revenu – les taux baissent quand le cours des obligations s'accroît – de 6,62 % à 6,30 % en une semaine. A l'inverse, en Italie, la décision des communistes de ne pas voter le budget de rigueur pour 1998 a déclenché un mouvement de défiance des investisseurs et entraîné une chute des actions et des obligations. Le rendement de l'obligation à long terme est remonté de 6,11 % à 6,22 %, mercredi 1^{er} octobre, avant de revenir à 6,17 %, vendredi. La lire italienne, de son côté, est tombée jusqu'à 983 liras pour 1 deutschemark. Les gestionnaires américains, asiatiques, mais aussi européens, ont choisi de transférer une partie des fonds qu'ils avaient investis en Italie vers le Royaume-Uni.

Les marchés financiers britanniques ont été jusqu'à présent lourdement pénalisés par la position critique et distante adoptée par Londres à l'égard de l'Union monétaire européenne. En dépit d'un ni-



Les taux britanniques ont baissé grâce aux perspectives d'adhésion du Royaume-Uni à la zone euro.

veau d'endettement et de déficit public très faible (respectivement 54,1 % et -2,8 % du produit intérieur brut en 1997), d'un rythme d'inflation modéré (2,8 % sur un an), les taux d'intérêt britanniques sont élevés. La non-participation de Londres à la zone euro incite les investisseurs à exiger une rémunération supplémentaire afin de compenser les risques de dépréciation du taux de change de la livre sterling vis-à-vis de la future monnaie unique.

Londres ne bénéficie pas du mouvement de convergence sur les taux observé dans tous les pays qui peuvent prétendre participer au bloc euro, ce qui est le cas de l'Italie. Alors que l'écart de rendement à long terme entre l'Italie et l'Allemagne se situait à 5 % au début de l'année 1996, il est aujourd'hui revenu à 0,75 %.

POSITION DE LONDRES INCHANGÉE

Les experts ne croient pas toutefois que le mouvement de bascule des capitaux de la place italienne vers la City s'amplifiera au cours des prochaines semaines. Ils estiment d'une part, sur le fond, et comme l'a d'ailleurs rappelé le premier ministre Tony Blair lors du congrès du Labour, la position britannique reste inchangée : Londres ne fera pas partie du premier groupe de l'euro et attendra de savoir comment fonctionne la zone monétaire commune avant d'y adhérer. Ils ne prévoient pas davantage de retour rapide de la livre dans le système monétaire européen (SME), qui est une condition nécessaire : les autorités monétaires britanniques restent d'ailleurs traumatisées par la tempête de l'automne 1992 qui avait vu le sterling être chassé du SME par les marchés. Les analystes observent enfin qu'une participation du Royaume-Uni poserait de grandes difficultés sur le plan monétaire et économique. L'économie britannique est totalement dépassée par

rapport au cycle observé sur le continent. Par ailleurs, les économistes sont persuadés qu'un accord sera trouvé à Rome dans les prochains jours et que la crise actuelle fait partie du folklore politique traditionnel italien. « Les Italiens connaissent des problèmes politiques, ce n'est pas une nouveauté. Les Ita-

liens ont fait des efforts considérables depuis un an, ce n'est pas maintenant qu'ils sont pratiquement arrivés au bout du chemin qu'ils vont baisser les bras », a estimé vendredi le commissaire européen aux affaires monétaires Yves Thibault de Silguy. La question de savoir quand la Bundesbank relèvera ses taux, qui constitue

Mouvements sur le marché de l'or

En quelques séances, le marché de l'or s'est subitement animé à la suite de vagues d'achats spéculatifs. Jeudi 25 septembre, l'once de métal jaune (31,103 grammes) négocié à Londres a bondi de 5 dollars, franchissant ainsi le seuil des 327 dollars. Des achats techniques liés à l'expiration, le lendemain, de contrats d'option sur le marché new-yorkais expliquent cette flambée. La hausse s'est poursuivie au cours des deux séances suivantes et s'est accélérée de nouveau mardi 30 septembre. Cette fois, ce mouvement a accompagné l'envolée des prix de l'argent porté par des achats de fonds d'investissements et par une forte demande en Asie, notamment en Inde. En fin de semaine, vendredi 3 octobre, l'once revenait à 331,10 dollars.

Les investisseurs demeurent cependant très prudents en raison d'anticipations de ventes de métal par les banques centrales, et de retrait des investisseurs du marché d'Asie du Sud-Est, après la tempête monétaire dans la région.

liens ont fait des efforts considérables depuis un an, ce n'est pas maintenant qu'ils sont pratiquement arrivés au bout du chemin qu'ils vont baisser les bras », a estimé vendredi le commissaire européen aux affaires monétaires Yves Thibault de Silguy. La question de savoir quand la Bundesbank relèvera ses taux, qui constitue

tion » en Allemagne dans les mois à venir. Mais il a ajouté – ce qui a rendu le message difficile à interpréter – que la tendance sur les prix « n'est plus correcte » et que « la politique monétaire allemande actuelle est clairement accommodante ».

En l'absence d'éléments nouveaux sur l'évolution future des taux directs allemands, le dollar est resté stable cette semaine (1,7620 mark et 5,93 francs vendredi) tandis que le comportement des marchés obligataires européens a principalement été dicté par celui de leurs homologues américains. Les emprunts ont vivement progressé outre-Atlantique, dopés par le statu quo monétaire décidé mardi par la Réserve fédérale et surtout par la publication de statistiques économiques indiquant un léger ralentissement de l'activité : l'indice des directeurs d'achats des grands groupes manufacturiers a reculé à 54,2 points en septembre contre 56,8 en août ; 215 000 emplois ont été créés en septembre alors que les analystes prévoyait un chiffre de 331 000. Le rendement de l'emprunt à trente ans est tombé vendredi à 6,17 %, son plus bas niveau depuis février 1996. Il reste toutefois largement supérieur à celui observé au Japon. Le taux de l'obligation nippone de référence est descendu jeudi jusqu'à 1,75 % après la publication de l'enquête de conjoncture trimestrielle (Tankan) réalisée par la Banque du Japon qui a reflété la morosité économique persistante dans l'archipel. Le précédent record était détenu par les États-Unis. Il avait été établi en 1941, en pleine seconde guerre mondiale, avec un rendement de 1,85 %.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommais

Carole Petit

New York et l'euromarché

UNE ÉVOLUTION se dessine aux États-Unis. Elle paraît liée à la perspective du marché commun des capitaux en Europe. Des débiteurs étrangers se présentent à New York et y émettent des obligations destinées à des investisseurs, non seulement américains mais également européens. Pour faire le lien entre les deux continents, il suffit de faire coter les titres à la Bourse de Luxembourg. Précisons que, sur le plan technique, de tels emprunts internationaux obéissent aux règles en vigueur outre-Atlantique. Il ne s'agit pas de ce qu'on appelle des euro-obligations (lesquelles sont lancées en Europe hors de l'emprise des autorités américaines) ni d'obligations de type planétaire (celles qui sont spécifiquement construites pour atteindre tous les investisseurs du globe dès leur lancement).

La Tunisie vient de procéder de la sorte pour son premier emprunt en dollars. Une opération scindée en deux tranches : l'une, de 250 millions, venant à échéance dans dix ans ; l'autre, de 150 millions, dans trente ans. La première, qui rapportait au départ 1,4 point de pourcentage de plus que les obligations du Trésor américain, a été fort bien reçue en Amérique et en Europe, notamment en France. La seconde procurait un rendement de 1,8 point supérieur à celui des fonds d'État américain et a été placée aux États-Unis, où les compagnies d'assurances acceptent plus facilement que chez nous les très longues durées. La transaction a retenu l'attention de nombreux spécialistes. La Tunisie est un débiteur rare, et son crédit est jugé de

façon satisfaisante par les principaux spécialistes. On a beaucoup discuté des conditions de son opération, bien plus avantageuses pour l'emprunteur que ce dont doivent s'acquitter des pays comme la Colombie, qui sont notés de la même façon.

Dans le cadre de la préparation à l'euro monétaire de 1999, l'affaire prend un relief particulier. Contractée à New York, et non sur l'euro-marché, elle était dirigée, presque par la force des choses, par une banque américaine, Merrill-Lynch en l'occurrence. Les intermédiaires financiers européens n'ont guère l'occasion de faire valoir leur talents dans le domaine des émissions outre-Atlantique. Le contraste est frappant avec la situation qui prévaut en Europe, où les banques américaines déploient une très grande activité. Or l'arrivée de l'euro pourrait bien, de notre côté de l'Atlantique, renforcer l'attrait du dollar sur le marché international des capitaux, tout simplement parce que le nombre de monnaies dans lesquelles on peut lier les emprunts aura diminué et que les emprunteurs et les investisseurs auront à diversifier, pour les uns, leur sources de financement et, pour les autres, la composition de leur portefeuille.

Pour les banques américaines, qui sont de toute façon très efficaces dans le compartiment des émissions en euros, il est donc de bonne politique d'attirer, davantage que naguère, les emprunteurs et les investisseurs étrangers vers le marché new-yorkais. On aura prochainement un autre exemple de ce genre si

l'Andalousie donne suite à son projet de lever à New York 180 millions de dollars pour une durée de vingt ans. La transaction devrait être dirigée par les maisons de titres de Bankers Trust et J.P. Morgan, deux établissements américains. Comme l'Andalousie est une communauté autonome, on estime que plusieurs commissions de surveillance bancaire en Europe décerneront à ces obligations un coefficient de pondération nul, comme elles le font pour les emprunts du royaume d'Espagne. Cette perspective est déjà utilisée comme un argument de vente pour alécher les investisseurs européens.

Ces transactions new-yorkaises sont toutefois de dimension modeste en comparaison de nombreux euro-emprunts en devises européennes, attendus sous peu par l'intermédiaire de banques européennes. En France, par exemple, Deutsche Ausgleichsbank, qui pourrait lever quelque 2 milliards, sous la conduite de la Caisse des dépôts et de la Deutsche Bank. En marks, l'Argentine est annoncée pour 1 milliard, par l'intermédiaire de ABN Amro, la banque hollandaise, et la Banque asiatique de développement pourrait lever jusqu'à 1,5 milliard grâce à la Dresdner Bank et à Citibank. En livres sterling, FHC, un établissement de crédit hypothécaire allemand, prévoit de lancer pour 250 millions de lettres de gage, sous la direction de la Deutsche Bank et de BZW, une des principales banques britanniques.

Le statu quo des banques centrales soulage les places boursières

LE MAINTIEN de l'état des politiques monétaires américaine et allemande au cours de la semaine écoulée ont temporairement rassuré les grandes places internationales, même si le scénario d'une hausse des taux de part et d'autre de l'Atlantique avant la fin de l'année reste d'actualité. La Bourse francfortoise est – de loin – celle qui a le mieux tiré parti de l'immobilisme de la Banque centrale allemande, gagnant en quatre séances 4,73 %. La place parisienne termine la semaine à un niveau record en gagnant 3,63 %. Londres a ralenti l'allure mais gagne quand même 2 % en finissant vendredi sur un nouveau record de clôture. Outre-Atlantique, Wall Street n'a manqué son record historique du 6 août que de 1 % avant de terminer vendredi sur un gain hebdomadaire de 1,47 %. La Bourse de Tokyo, égale à elle-même, a continué de baisser, abandonnant 1,93 % en cinq séances.

De toutes les grandes places in-

ternationales, c'est donc Francfort qui tire le mieux son épingle du jeu. Non seulement la place allemande affiche la plus belle progression hebdomadaire mais, depuis le début de l'année, elle a gagné 47,95 %, meilleur score devant Paris, Londres et New York.

La légère appréciation du dollar face au mark a été le facteur-clé de l'ascension continue sur quatre séances – vendredi étant cobiné pour fêter la réunification –, les annonces d'entreprises étant particulièrement pauvres en ce moment en Allemagne. Le marché obligataire a lui aussi apporté un soutien précieux. « Les décisions de la Bundesbank et de la Réserve fédérale de reconduire le statu quo de leur politique monétaire, même si elles étaient attendues, ont soulagé le marché », a estimé la Commerzbank dans son rapport hebdomadaire. L'indice vedette a grimpé de près de 8 % au terme du mois boursier de septembre, rattrapant ainsi pour moitié les pertes du mois

d'août, a souligné la banque. Pour les semaines à venir, les économistes de la Commerzbank attendent néanmoins un retournement de cette tendance baissière. Ils misent sur une contraction des liquidités sur le marché liée à la mise en œuvre de plusieurs augmentations de capital et sur une légère remontée des taux obligataires.

La Bourse de Paris a terminé sur un record historique de clôture, vendredi, dopée notamment par la bonne tenue des marchés obligataires et la stabilisation du dollar. L'indice CAC 40 a terminé à 3 094,01 points et atteint en cours de séance, un plus haut historique à 3 114 points. Les analystes sont néanmoins prudents, au moins à court terme. Roland Gagnon, de CDC Bourse, trouve ainsi que le marché va un peu vite même s'il a un objectif de 3 300 points pour l'indice CAC en fin d'année. Avec la publication des résultats des sociétés américaines au troisième tri-

estre, il estime que les marchés recroqueront dans une période de risque compte tenu du niveau de valorisation de New York. Le second risque est social en France avec la conférence sur les 35 heures, ajoute-t-il. Roland Gagnon, de BNP Equities, estime que les marchés obligataires sont trop optimistes. « Les pressions inflationnistes vont apparaître tôt ou tard aux États-Unis », souligne-t-il. Une autre inconnue évoquée par les stratèges pour inciter à la prudence est l'impact de la crise monétaire en Asie sur la croissance dans le monde.

NOUVEAU SOMMET À LONDRES

Londres a réduit l'allure après sa poussée d'optimisme de la fin de la semaine passée mais termine néanmoins sur un nouveau sommet. L'indice Footsie a volé de record en record pour terminer vendredi à 5 330,80 points. Son nouveau record absolu, inscrit jeudi, est désormais de 5 367,30 points. Après la

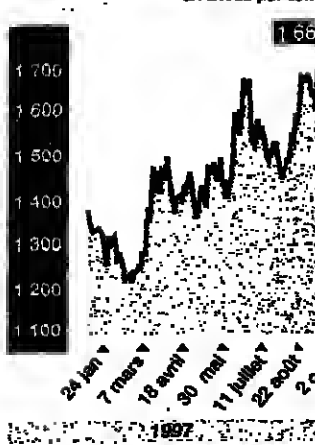
spectaculaire détente des taux du vendredi précédent et une baisse de plus de 3 % du Footsie, les marchés ont résisté aux tentations de prises de bénéfices et ont au contraire réaffirmé leur conviction que les travailleurs allaient donner un signal positif et fort en faveur d'une adhésion du pays à l'union monétaire ce qui fera encore baisser les taux de marché et bénéficiera aux actions.

Wall Street est parvenue à remonter au-dessus du seuil des 8 000 points pour la première fois depuis le mois d'août, profitant d'un net recul des rendements sur le marché obligataire et de l'offre de rachat dans les télécommunications avancée par WorldCom sur son concurrent MCI. L'indice Dow Jones a gagné 1,47 % en cinq séances à 8 038,58 points. La semaine a été marquée par deux événements très attendus sur les marchés financiers, la réunion du comité monétaire de la Réserve fédérale (Fed), mardi, et les chiffres

MATIÈRES PREMIÈRES

Polemique sur le cacao

en livres par tonne



LA CAMPAGNE cacoyère 1997-1998 est déclarée ouverte. Cette annonce unilatérale du ministre ivoirien de l'Agriculture a déclenché l'ire de la Banque mondiale. Elle a vu d'autant plus rouge que Lambert Kouassi Konan a annoncé en même temps une baisse de 100 francs CFA du prix indicatif payé aux planteurs à 415 francs CFA.

La Côte d'Ivoire a beau être le premier producteur mondial de cacao, elle n'en a pas moins signé des accords avec les bailleurs de fonds internationaux qui la soumettent à des négociations sur la fixation des prix dans la filière cacao. La Banque a donc jugé cette mesure « non conforme » à l'esprit – et à la lettre – de ces accords, mettant à posteriori Abidjan dans l'obligation de discuter (il lui reste à recevoir 45 millions de dollars sur les 150 millions octroyés au titre du crédit d'ajustement structurel agricole par la Banque mondiale). L'Union européenne a protesté elle aussi, rappelant qu'en vertu des accords Stabex les Ivoiriens doivent, avant de fixer les prix, consulter ses représentants.

CHUTE DE LA CONSOMMATION

La Côte d'Ivoire bataille sur tous les fronts : le président Bédié a rencontré Jacques Chirac à Paris et, à Bruxelles, le commissaire européen Jacques Santer. Dans leur lutte contre le projet de directive européenne permettant l'adjonction de 5 % de matières grasses végétales autres que le beurre de cacao dans la fabrication du chocolat, les Ivoiriens font valoir que la consommation européenne chutera de 15 % et qu'eux-mêmes accusent une perte estimée à 300 millions de dollars. Tous les producteurs étant concernés, les prix seront alors promus à la baisse. On sera fixé le 22 octobre, jour où le Parlement européen examinera la directive en lecture définitive.

Pendant ce temps, El Nino fait une pause et des pluies sont tombées dans l'Ouest africain. Selon le courtier britannique GNI, la Côte d'Ivoire est en bonne voie « pour enregistrer une récolte principale de 1,05 à 1,1 million de tonnes ». Mais, comme la pluie tombait, les prix mondiaux ont chuté eux aussi et s'affaissaient en fin de semaine à 1 662 dollars par tonne à New York et à 1 119 livres sterling à Londres pour le contrat de décembre rapproché.

F. Bn

TOKYO INDICE NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30
↓ - 1,93%	↑ + 1,47%	↑ + 3,63%	↑ + 2,00%	↑ + 4,73%
17 847,45 points	8 038,58 points	3 094,01 points	5 330,80 points	4 273,71 points

AUJOURD'HUI

LE MONDE / DIMANCHE 5 - LUNDI 6 OCTOBRE 1997

COMMUNICATION

Le processus de privatisation de la Société française de production (SFP), lancé à l'été 1996 par le précédent gouvernement, est définitivement aban-

donné, a annoncé la ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, vendredi 3 octobre. Elle a accepté la démission du PDG, Jacques Bayle. ● UN

NOUVEAU RESPONSABLE de l'entreprise devrait être nommé prochainement. Il devra bâtir un plan de sauvetage de la société pour laquelle le ministre a obtenu un nouveau délai

de grâce auprès des autorités européennes. ● CE PLAN, qui doit être présenté d'ici un mois, devrait permettre à la SFP de réaffirmer son rôle dans un secteur très concurrentiel.

Il comportera sans doute un plan social. Tout en se félicitant du maintien dans le giron public, les syndicats prônent la vigilance et craignent une semi-privatisation.

Le PDG qui devait conduire la privatisation de la SFP démissionne

Le gouvernement met officiellement fin au processus de cession au privé. Celui qui succédera à Jacques Bayle à la direction de la Société française de production devra vite proposer un plan de sauvetage, qui comportera sans doute une nouvelle réduction des effectifs

JACQUES BAYLE, le neuvième président de la Société française de production (SFP), a remis vendredi 3 octobre sa démission à Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication. Désigné en février 1996, il avait pour mission de conduire la privatisation du groupe. Or le ministre de la communication a confirmé ce même jour que « le processus de privatisation, lancé en avril 1996 par le précédent gouvernement et provisoirement suspendu un an plus tard, en raison de son échec, a été définitivement abandonné » (Le Monde du 2 octobre). Ce qui explique le départ de Jacques Bayle, dont le mandat était prolongé provisoirement depuis l'été.

Son successeur devait être désigné au cours d'un conseil d'administration extraordinaire réuni rapidement. Au ministère de la culture et de la communication, on précisait vendredi que le choix du futur président n'était toujours pas arrêté. « Vu les problèmes financiers

de la SFP et les conflits sociaux qui risquent de se faire jour, ce n'est pas le poste le plus convoité de l'audiovisuel public », ne cache pas un observateur. Plusieurs personnalités auraient été contactées, dont Alain Aulic, directeur général de la SFP, Claude Norek, directeur général adjoint de Radio-France et ex-membre du cabinet de Catherine Tasca, ainsi que Jean Cressant, auteur d'un plan de reprise de l'entreprise qui n'a pas été retenu.

RÉPÉT EUROPEEN

Catherine Trautmann était allée mardi plaider la cause de la SFP auprès de Karel Van Miert, commissaire européen en charge de la concurrence. A la suite d'une plainte émanant du groupe de production AB de Claude Berda, Bruxelles avait, en novembre 1996, décidé d'exiger le remboursement de 1,9 milliard de francs d'aides publiques versées par l'Etat français à la SFP entre

1993 et 1996, jugeant que ces aides faussaient le jeu de la concurrence et contribuaient à renflouer artificiellement une société publique en difficulté.

C'est pour empêcher la mise en application de cette décision - qui se traduit par la liquidation pure et simple de la SFP - que le ministre a rencontré Karel Van Miert. C'est peu dire que le commissaire connaissait ce dossier puisque M^{me} Trautmann est, sur une période de quatre ans, le cinquième ministre ou secrétaire d'Etat en charge de ce dossier à venir qu'on mande un délai de grâce pour la société. Une fois de plus, Bruxelles a accordé un répit à l'entreprise publique, en contrepartie de la mise en place d'un plan de relance du groupe.

Après avoir reçu le PDG puis l'intersyndicale de la SFP vendredi pendant plus de deux heures, Catherine Trautmann a assuré que « le gouvernement a la volonté d'assurer la viabilité à long terme de

la SFP dans un secteur d'activité, la prestation et la production audiovisuelles, devenu concurrentiel en France et en Europe ». Le ministre a précisé qu'« un plan de restructuration sera présenté aux autorités communautaires dans un délai d'un mois. Ce plan s'appuiera sur la définition d'un projet industriel qui conforte la SFP sur les marchés où elle dispose de forts atouts. Il lui permettra de nouer des partenariats qui lui donnent des perspectives d'avenir ».

Enfin, elle n'a pas caché qu'« un plan social accompagnera cette restructuration ». « On va arriver à traiter ce dossier comme une succession de plaies. L'objectif est de faire vivre la SFP tout le monde doit être lucide, aussi bien l'Etat que les salariés », explique un membre du cabinet. « Il ne s'agit ni de renouer avec les commandes obligatoires imposées aux chaînes publiques, ni d'assoir la SFP à une entreprise du service audiovisuel public », a-t-il ajouté. La mise en œuvre de ce

projet incamera au futur président, qui bénéficiera d'un délai très court pour proposer des solutions.

DES SECTEURS BÉNÉFICIAIRES

Un nouveau plan social risque d'être difficilement vécu, d'autant que les effectifs de la SFP ont déjà été réduits de deux tiers depuis 1975 et comptent moins d'un millier de salariés actuellement. Catherine Trautmann a demandé aux syndicats de réfléchir à des solutions permettant de réduire le plus possible le nombre de départs, quitte à envisager par exemple un partage du travail. Toutefois, le ministre a prévenu qu'elle « ne compte pas acheter la paix sociale à n'importe quel prix ». Jacques Bayle avait proposé en mai la mise en œuvre d'un plan social visant à supprimer deux tiers du personnel.

Si un élu du comité d'entreprise se déclare « satisfait de l'abandon du processus de privatisation », il

reste « vigilant sur les négociations qui vont s'ouvrir pour assurer la pérennité de l'entreprise ». La solution de sauvetage de la SFP préconisée par Catherine Trautmann pourrait aboutir, bien qu'elle s'en défende, à une semi-privatisation déguisée, surtout si des partenaires privés peuvent entrer dans certaines filiales. Ce qui induirait un handicap majeur : les rares secteurs bénéficiaires, comme le pôle vidéo mobile par exemple, pourraient rapidement trouver des candidats, tandis que les filiales lourdement déficitaires, comme les studios, n'intéresseraient personne.

« Le problème, c'est que l'Etat a toujours distribué des aides au compte-gouttes à la SFP, simplement pour lui maintenir la tête hors de l'eau, mais jamais pour engager une réelle politique à moyen terme », explique un ancien président de la société.

Nicole Vulsor

De l'annonce de la vente à sa suspension

● 19 juillet 1996. Au Journal officiel paraît un décret « autorisant le transfert au secteur privé de la SFP ». Pour le gouvernement, « la privatisation constitue l'unique option ».

● 30 septembre. Trois candidats sont en lice : le consortium Global Studios du financier Walter Butler ; le groupe Convey-LBO associé à la société ITI-Télé Images, filiale d'Havas ; un ancien directeur commercial de la SFP, Jacques Cressant.

● 4 octobre. Les syndicats s'élèvent contre le calendrier de la privatisation.

● 20 novembre. Havas (dont la filiale ITI-Télé Images a rompu avec LBO) et la Compagnie générale des eaux présentent leur offre au comité d'entreprise, qui

inclut une recapitalisation par l'Etat à hauteur de 1,2 milliard de francs. Le gouvernement marque sa préférence pour cette offre.

● 26 décembre. Pour Philippe Douste-Blazy, ministre en charge de la communication, la privatisation se fera « avant la mi-mai ». La SFP a coté « 3,4 milliards de francs » à l'Etat.

● 8 janvier 1997. Les syndicats jugent « exorbitantes » les conditions d'Havas et de la Générale des eaux et lancent un « scénario alternatif » à la privatisation.

● 28 mars. Havas retire son offre. LBO-Convey reste seul en lice.

● 30 avril. Le nouveau gouvernement suspend le processus.

La confession d'Edouard Balladur que l'on n'entendra pas sur Arte

LES TÉLÉSPECTATEURS d'Arte ne verront pas Edouard Balladur raconter combien la période où il a tenté d'instaurer le contrat d'insertion professionnelle (CIP) a été difficile pour lui. Cette confession de l'ancien premier ministre, dans l'émission « A quoi servent les hommes politiques ? », prévue pour le jeudi 9 octobre, a, en effet, été retirée à sa demande. En revanche, Pierre Mauroy raconte comment il a convaincu François Mitterrand de ne pas sortir du Système monétaire européen en 1983 et Michel Rocard comment il a dû dominer une crise de caligines néphrétiques pour faire se rencontrer les caloches et les Kanaks.

Le petit film qui précédera les débats de cette émission de trois heures, réalisée en partenariat avec Le Nouvel Observateur, devait permettre à différents hommes politiques de raconter comment ils ont vécu de l'intérieur la prise d'une décision. Daniel

Leconte, son producteur, avait sollicité les Français Pierre Mauroy, Michel Rocard et Edouard Balladur, l'italien Romano Prodi et le Hongrois Gyula Horn, qui ont accepté. En revanche, le Britannique Tony Blair, l'Allemand Helmut Kohl et l'Espagnol José-Maria Aznar ont refusé.

LE SEUL A JOUER LE JEU

« Nous avons donc décidé de nous replier sur la France. Mais la difficulté était déjà dans le fait que, sous François Mitterrand, il y a eu cinq premiers ministres de gauche pour deux de droite. Et l'un de ces deux est actuellement à l'Elysée. Il était donc difficile de respecter l'équilibre politique », raconte Daniel Leconte. L'objectif était que Michel Rocard et Edouard Balladur racontent chacun deux histoires. Dans l'une, ils devaient avoir un rôle négatif, dans l'autre, un rôle positif. Michel Rocard s'est contenté de parler de

la Nouvelle-Calédonie et a négligé la question de la libéralisation des échanges. Alors que, bon élève, Edouard Balladur a joué le jeu en parlant des accords du GATT et du CIR. Puis les auteurs de l'émission ont estimé que la partie consacrée au commerce international ne pouvait pas faire l'objet d'un montage télévisé comparable à celui du CIP et ont décidé de le retirer. L'émission risquait alors d'être déséquilibrée avec deux anciens premiers ministres de gauche plutôt contents d'eux et un de droite très mari.

« J'aurais pu passer autre. Mais, dans la mesure où le contrat avait changé, j'ai préféré en avertir Edouard Balladur », explique Daniel Leconte. Après qu'un de ses conseillers eut visionné l'émission, l'ancien premier ministre a demandé que tout le passage de l'émission le concernant soit retiré.

Françoise Chivot

SPORTS

Nathalie Tauziat, incontestable dans le double français

Une victoire en Fed Cup, qu'elle dispute depuis 1985, serait pour elle un accomplissement

« s-HERTOGENBOSCH de notre envoyée spéciale Yannick Noah a hésité longtemps avant de laisser faire la « logique ». Mary Pierce et Sandrine Testud, les deux meilleures joueuses françaises sur le papier disputeront les simples de la finale de la Coupe de la



TENNIS

Fédération à s-Hertogenbosch. Mais Nathalie Tauziat a corsé les débats préparatoires à la rencontre. Elle est vingt-deuxième mondiale, elle aurait pu jouer en simple « parce qu'elle a une capacité à s'épanouir sur les surfaces rapides comme celle choisie par les Pays-Bas », estimait encore vendredi le capitaine. Sauf blessure de Mary ou de Sandrine, Nathalie Tauziat ne devrait jouer qu'en double. « Ce match risque d'être décisif », a expliqué Yannick Noah. Nathalie est une joueuse incontournable en double. C'est son domaine : elle en possède toutes les ficelles.

Nathalie Tauziat aura trente ans le 17 octobre. Elle est l'une des joueuses françaises les plus capées de l'histoire de l'épreuve. Elle joue en Coupe de la Fédération depuis 1985. Mais quand d'autres parlent de sa retraite, elle grogne. Elle a raison. Elle n'a pas perdu grand-chose de ses réflexes. Elle est toujours considérée comme l'une des meilleures joueuses du monde sur gazon. Elle s'en enorgueillit, elle a encore raison. Le verbe haut, elle dit :

« J'aurais pu jouer en simple. » Yannick Noah pourra absolument compter sur elle dans le double. Nathalie, c'est le grand soldat de cette équipe. Elle a suffisamment souffert de la responsabilité de jouer pour son pays en simple pour « donner de la voix et être là samedi et dimanche avec Mary et Sandrine ». Malgré les années, les expériences et les souvenirs, le soldat ne veut pas être une vétérane, encore moins une mémoire. « Je suis encore une joueuse et d'autres comme Mary Pierce ou Sandrine Testud ont aussi de l'expérience, précise-t-elle. Et puis, c'est une finale. Il ne faut pas penser aux matches d'avant. »

Avant, pourtant, il y a beaucoup. Ce passage, d'abord, de l'anonymat à la lumière. Avant la nouvelle formule de la Coupe de la Fédération en 1995, l'épreuve était un drôle de tournoi coincé tant bien que mal dans le calendrier du circuit : « C'était l'époque où les gens savaient à peine que cela existait. » Après, il y a eu les deux demi-finales de 1995 et 1996 perdues d'un souffle. Il y a eu l'arrivée de Yannick Noah : « L'effet

médiatique a été immédiat. Pour nous, il a sans aucun doute apporté le petit plus qui manquait. Il faut aussi se souvenir que notre défaite de l'an dernier est due à la malchance » : Julie Halard s'était blessée dans le double décisif aux côtés de Nathalie.

LA LEÇON DE TOKYO

Pour Nathalie Tauziat, être partenaire de l'équipe de France est une immense fierté. Bien sûr, l'épreuve l'a aidée. Elle se souvient du premier tour contre le Japon, à Tokyo, en avril. Sélectionnée en simple avec Mary Pierce, elle a apporté le point de la qualification après une partie de près de quatre heures gagnée dix-sept jeux à quinze dans la troisième set face à Naoko Sawamatsu. Elle dont on avait si souvent soupçonné les nerfs défaillants dit : « J'ai compris que j'étais forte mentalement et que l'on ne pouvait plus dire que j'étais nulle physiquement. Oui, cela m'a aidée dans certains matches accablés. » Mais de trois mois après, elle se qualifie en quart de finale de Wimbledon après avoir sauvé trois balles de

match contre... Sandrine Testud.

Que représenterait la victoire en Coupe de la Fédération ? « Tout. » Elle fait silence, elle rêve peut-être : « Cela serait la consécration pour l'équipe de France et ce sera bien pour le tennis féminin. » Depuis 1995, l'équipe de France de Fed Cup a gagné ou perdu cinq de ses six rencontres au finish, dans le double. Nathalie a toujours été là : « Elle sait vous rassurer et vous mener à la victoire », disait Alexandra Fusai, sa coéquipière à l'issue de la demi-finale contre la Belgique, en juillet.

La Coupe a permis aux deux joueuses de se rencontrer et de vouloir travailler ensemble. Elles sont désormais partenaires de double sur le circuit et possèdent déjà à leur palmarès un titre, une demi-finale aux Internationaux de France de Roland-Garros et un quart de finale aux Internationaux des Etats-Unis.

Nathalie Tauziat pourrait-elle devenir capitaine de l'équipe de France de Fed Cup ? Elle plisse les sourcils, s'intimide : « Demandez aux filles, je ne peux pas répondre. » Mais encore : « Pas avec celles avec qui je suis en train de vivre cette aventure de joueuses, cela serait difficile. » La saison a été folle. Les Pays-Bas et la Belgique ont éclairé le terrain où éliminant en quart de finale les favorites historiques de l'épreuve, les Etats-Unis et l'Espagne. La France est finaliste : « Une chance nous est offerte, confie Nathalie Tauziat. C'est peut-être la dernière avant longtemps. »

Bénédicte Mathieu

Coupe de l'UEFA : Lyon tombe sur l'Inter de Milan

LE TIRAGE des 16^e de finale de la Coupe de l'UEFA, vendredi 3 octobre à Genève, n'a pas été très favorable aux clubs français encore en lice. Lyon et Strasbourg ont hérité de redoutables adversaires : les 21 octobre et 4 novembre, les Lyonnais devront en découdre avec l'Inter Milan de Youri Djorkaeff et Ronaldo, et les Strasbourgeois avec le FC Liverpool de Robbie Fowler et Paul Ince. Metz, actuel leader du championnat de France, n'aura pas non plus la partie facile face aux Allemands de Karlsruhe, pas plus que Bastia, qui rencontrera les Roumains du Steaua Bucarest, écartés de la Ligue des champions par Paris Saint-Germain en août. Seul Auxerre a bénéficié d'un tirage au sort favorable, puisque l'équipe de Guy Raoult affrontera les modestes Grecs de l'OFI Crète. Enfin, pour le compte des 8^e de finale de la Coupe des Coupes, l'OGC Nice devra se mesurer, les 23 octobre et 6 novembre, aux Tchèques du Slavia Prague.

DÉPÊCHES

■ FOOTBALL : L'Union européenne de football (UEFA) a décidé de faire rejouer avant le 15 octobre le match retour du premier tour de la Coupe de l'UEFA opposant le Spartak Moscou au FC Slova. Après l'élimination de Slova, Christian Constantin, le président du club suisse, avait déposé une réclamation pour protester contre la hauteur non-réglementaire des barres transversales des buts moscovites. Christian Constantin, qui souhaitait que Moscou soit déclaré perdant sur tapis vert, devait faire appel de la décision de l'UEFA : « Il n'y a pas de raison de rejouer un match non-réglementaire. »

■ Les Etats-Unis et la Jamaïque ont fait match nul 1 à 1, vendredi 3 octobre à Washington, lors d'un match comptant pour les éliminatoires de la zone zone Concacaf à la Coupe du monde 1998. Ce score nul, réalisé dans un stade Robert F. Kennedy plein à craquer, compromet sérieusement les chances de qualification des Américains.

■ BASKET : le basketteur américain Michael Jordan a affirmé, vendredi 3 octobre sur les ondes de la station de radio WMVP de Chicago, que la saison 1997-1998 serait sa dernière en NBA. La star des Chicago Bulls, cinquième meilleur marqueur de l'histoire du championnat professionnel américain, a lié sa décision au départ de son entraîneur Phil Jackson.

■ RUGBY : le club anglais de Wasps a battu la formation irlandaise d'Ulster 38 à 21, vendredi 3 octobre à Belfast, en match de la 5^e journée de la Coupe d'Europe de rugby (poule B). En Conférence européenne, Agen s'est imposé à Bristol (42-24).

■ VOILE : Jean-François Péllet, sur Globe 2000, était toujours en tête, dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 octobre, de la première étape de la Mini-Transat en solitaire Brest-Tenerife-Fort de France (Le Monde daté 28-29 septembre). Il était talonné par Sébastien Magnen (Karen-Liquid) suivi de Frédéric Seuten (Sodifac-Roubio), Pierre-Marie Bourguinat (Loi et Vin) et Thomas Coville (Zurich).

Deux poissons-pilotes pour orienter les automobilistes dans les embouteillages

Pour moins de 3 000 francs, de nouveaux équipements de bord aident les conducteurs franciliens à y voir plus clair

POUR PRÉCISER le point de départ de l'expédition (porte de Genouilly) et sa destination (la place de l'Étoile), il suffit de promener le curseur sur la carte de l'Île-de-France intégrée dans le petit écran fixé au-dessus du tableau de bord de la Laguna. Quelques secondes plus tard, le Visionaute donne son avis sur le trajet à emprunter: les boulevards extérieurs jusqu'à la porte d'Orléans, l'avenue Général-Leclerc, puis le boulevard du Montparnasse, les Invalides, le pont de l'Alma et l'avenue Marceau.

L'itinéraire s'affiche en clair mais peut aussi être reproduit sur une carte avec, si nécessaire, un « zoom » sur un quartier. Sur l'écran à cristaux liquides, la durée du parcours est évaluée à vingt-trois minutes. En cette fin d'après-midi, le chemin le plus court, passant plus à l'ouest, est en effet pas le plus rapide. Il est estimé à trente et une minutes.

A 17 h 39, la Renault arrive en vue de la tombe du Soldat inconnu. La prévision initiale s'est révélée exacte à la minute près. « On n'obtient pas toujours une telle précision », insiste, presque embarrassé, Robert Chassang, directeur général de Médiamobile (groupe France Télécom). Nos pointages indiquent que la marge d'erreur est largement supérieure à 10 %. Pour le retour, Visionaute conseille un autre chemin car la circulation s'est beaucoup dégra-

vel véhicule et, pour ce que l'on a pu en juger, tout à fait fiables. Visionaute commercialisé à partir du 4 octobre au prix de 2 900 francs, auquel il faut ajouter 120 francs d'abonnement mensuel, et Skipper (2 900 francs en tout et pour tout) ne sont pas capables, contrairement aux services beaucoup plus coûteux offerts sur certaines BMW, Opel, Volvo ou Renault (système Carminat), de prendre le conducteur par la main en lui indiquant de prendre... la deuxième rue à gauche.

« Ce genre d'équipement va devenir essentiel dans la voiture, au même titre que l'autoradio. Il rassure l'automobiliste, chasse le stress »

Il s'agit plutôt d'éclairer la lanterne de l'automobiliste en mettant à sa disposition, par un canal RDS (radio data system), des informations sans cesse renouve-

s'ajoutent aux autres paramètres utilisés pour apprécier la fluidité de la circulation.

Plus cher, Visionaute est le système le plus sophistiqué; affichage d'un temps de parcours pouvant être recalculé en permanence, comparaison en temps réel de plusieurs parcours (le plus court, le plus rapide et un chemin « habituel » déterminé par l'utilisateur), liste des parkings, des stations-service et même des marchés parisiens.

Les premiers utilisateurs assurent avoir découvert des parcours inédits qui leur ont fait gagner de précieuses minutes. « Tous les matins, je me demande quel chemin Visionaute va me conseiller pour aller au travail. Le choix proposé est parfois surprenant mais il est toujours avisé », assure l'un d'eux. Visionaute, qui s'installe sur le tableau de bord, est amovible. Équipé d'une batterie qui lui assure une autonomie de plusieurs heures, on peut l'emporter partout avec soi. Pour impressionner le voisin, il est possible d'évaluer, à partir de son bureau, la durée de son prochain déplacement.

Les deux cartes bien lisibles (l'une de la région parisienne, l'autre de Paris) de Skipper permettent d'embrasser d'un seul coup d'œil la réalité du trafic. Dès que la densité de véhicules devient critique en un endroit précis, l'une des trois cents diodes s'allume en jaune, offrant une étonnante vision virtuelle de la région parisienne. A mesure que l'après-midi s'avance, les diodes s'éveillent au sud du boulevard périphérique, palpitent, s'éteignent puis se rallument avant de gagner une bonne partie de la carte. « Skipper permet une vue très synthétique des conditions de circulation et cela sans aucune manipulation. Ce genre d'équipement va devenir essentiel dans la voiture, au même titre que l'autoradio. Il rassure l'automobiliste, chasse le stress », assure Bruno Robert, directeur d'Europe Grolier. Pratique, Skipper n'est cependant pas en mesure d'indiquer, bormis sur le périphérique, dans quel sens un ralentissement bloque le trafic. Début 1998, Skipper-2 sera doté d'un écran tactile et proposera des itinéraires.

Dès novembre, Renault proposera, sur la Mégane Scénic, une version du Visionaute doublée d'un système d'aide à l'orientation (avec écran couleur et récepteur GPS intégré) au prix de 8 000 francs. Des extensions géographiques sont attendues. Les initiateurs de Skipper sont en contact avec les autorités de Bruxelles, Milan et Barcelone alors que Visionaute, qui discute



Installé sur le tableau de bord mais amovible, le Visionaute propose l'itinéraire le plus rapide et évalue la durée du trajet.

avec Fiat pour être diffusé en Italie, sera accessible l'an prochain sur le réseau autoroutier Cofiroute (Paris-Rennes-Bordeaux). Pourtant, il faudra encore du temps pour que ces équipements deviennent des produits de grande consommation.

Skipper table sur 10 000 exemplaires en 1997 et au moins le double en 1998. Visionaute, qui avance des prévisions comparables et estime qu'à terme 7 % à 10 % des automobilistes seront intéressés, prévoit 200 000 abonnés dans cinq ans. Enfin, même si une baisse des tarifs est probable, ces équipements sont encore trop chers et leur diffusion en province reste tributaire du nombre de capteurs installés par les pouvoirs publics.

Efficace pour leurs utilisateurs, Visionaute et Skipper devraient, en tout état de cause, l'être également pour la collectivité. Selon les statisticiens de la circulation, il

suffit que 5 % des voitures se déloquent pour que la fluidité d'un axe s'en trouve notablement améliorée.

Jean-Michel Normand

★ Visionaute (2 900 francs et un abonnement mensuel de 120 francs). Disponible dans le réseau Renault, Fnac télécom, Norauto et Point télécom. Installation: entre 200 et 300 francs. Renseignements: 0 800 088 80 (numéro vert).

★ Skipper (2 900 francs). Disponible dans le réseau Renault, Sonogar, FPA et une cinquantaine de revendeurs indépendants. Installation à partir de 200 francs. Renseignements: 01-47-23-27-61.

★ Renault lancera, en novembre, une Mégane Scénic Carminat d'un écran Visionaute couleur intégré à la planche de bord et doublé d'un système de localisation par GPS. Prix de l'option: 8 000 francs.

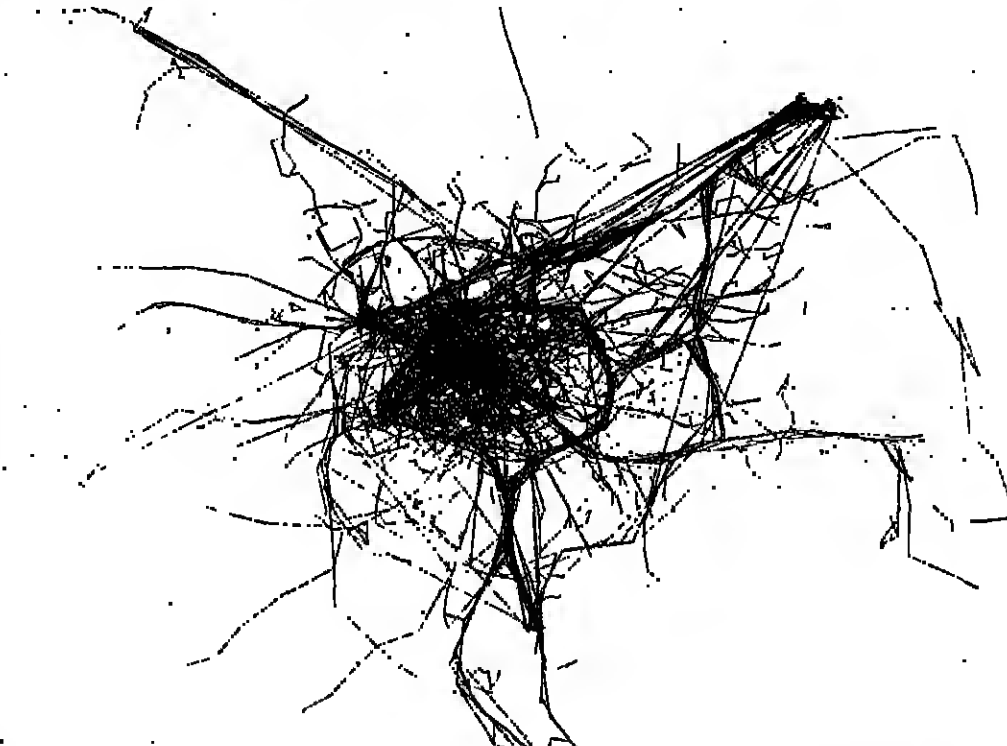
DÉPÊCHES

■ PRESSE: le numéro d'octobre d'Action Auto-Moto intègre une baisse du prix de vente, qui passe à 12 francs. Par ailleurs, le mensuel innove, en créant un « comparatif interactif ». Lorsqu'un comparatif est réalisé entre deux modèles, le lecteur peut établir son propre classement en affectant les notes de son propre coefficient sur une grille qu'il n'a plus qu'à remplir.

■ DIESEL: la première Hyundai dotée d'un moteur Diesel sera la Lantra. Elle recevra, début novembre, une motorisation Peugeot de 1,9 litre. En version berline la Lantra Diesel sera disponible à partir de 82 900 francs. En break, elle sera accessible à partir de 85 900 francs. Actuellement, 40 % environ des voitures neuves vendues en France sont des modèles Diesel.

■ ANNIVERSAIRE: à l'occasion de la célébration du demi-siècle de la marque, Honda lance quatre séries spéciales « 50 anniversaire » portant sur la Civic 3 portes, la Civic iTD 5 portes, l'Accord coupé et l'Aerodeck. Les prix de base sont compris entre 79 900 francs et 124 900 francs.

■ ÉDITION: le « Guide de la voiture intelligente », qui vient de paraître aux éditions Procom (80 francs), passe en revue les nouveaux équipements automobiles, du capteur de pluie au radar anti-collision et en détaille les applications ainsi que les prolongements. Ce guide est disponible auprès de l'éditeur (tél.: 01-46-99-24-35).



Paris virtuel

Cette ébauche de Paris représente les mouvements effectués pendant une heure par les taxis reliés au système Skipper. Des « véhicules traceurs »

donnent leur position tous les 200 mètres et contribuent à la connaissance du trafic. On distingue nettement l'ampleur de la circulation dans l'ouest de la capitale et de la desserte des aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle et d'Orly.

Chez Jaguar, les nouveaux comptes de la folie raisonnable

BONNE NOUVELLE pour les acheteurs de Jaguar. Jusqu'alors, ils passaient pour des gens riches au goût automobile très sûr (ce qui est loin d'être de soi). Désormais, ils apparaissent aussi comme des clients avisés, qui regardent à la dépense. Qu'on en juge. Depuis le début du mois, les nouvelles berlines XJ V8 (à partir de 325 500 francs) n'héritent pas seulement d'un moteur inédit et d'un habitacle remodelé. La firme de Coventry voulant faire définitivement table rase de son passé de constructeur de voitures raffinées mais peu fiables, et ruineuses à l'entretien, elle a décidé - en France - d'offrir trois ans de révision gratuite (bormis les pneus et les plaquettes de frein), en plus de la garantie courant sur la même durée ou 100 000 kilomètres.

Inutile, dorénavant, de regarder les propriétaires de Jaguar avec un mélange d'envie et de commisération. « Autrefois, nos voitures avaient des soucis », confie avec tact les responsables de Jaguar Cars France, qui connaissent des fidèles qui, par amour-propre autant que respect pour le félin, n'auraient jamais avoué, ni de gré ni de force, que leur XJ double-six était une nouvelle fois tombée en panne.

Racheté par Ford, qui a investi des sommes colossales pour dépoussiérer les ateliers et imposer une culture de la qualité sur les lignes de montage, Jaguar s'est réveillé. L'an passé, la sortie du très beau coupé cabriolet XK8 a sym-

bolisé ce renouveau, que confirme la publication du dernier classement JD Power, qui est aux automobilistes américains ce que le guide Michelin est aux gastronomes français. En deux ans, Jaguar est passé de la quinzième à la cinquième place, derrière les trois grandes marques japonaises et Mercedes.

GALBE AFFINÉ

Fort de ces compliments, Jaguar prend à sa charge les frais d'entretien de la nouvelle gamme XJ V8 commercialisée depuis début octobre. Celle-ci abandonne les anciens six-cylindres en ligne et douze-cylindres en V au profit du V8 inauguré sur la XK8. Celui-ci est décliné en 3,2 litres (243 ch) et en 4 litres (294 ch ou 375 ch). Ce moteur fait entendre une jolie musique (chez Jaguar, on préfère parler de « sonorités flûtées ») qui s'évanouit pratiquement dès que l'on referme la portière. Pour tirer un feulement de ce V8, il faut franchement solliciter l'accélérateur ou opter pour le moteur 4 litres à compresseur (529 000 francs) qui vous amène, de 0 à 100 km/h en 5,6 secondes.

Accélérations puissantes, mais jamais brutales, grâce à la nouvelle transmission automatique à cinq rapports, freinage efficace, suspension active, train avant vif et précis: conduire les nouvelles Jaguar est un vrai bonheur. Le tableau de bord sert dans le bois précieux (pommier, érable gris ou loupe de noyer marquetée selon le

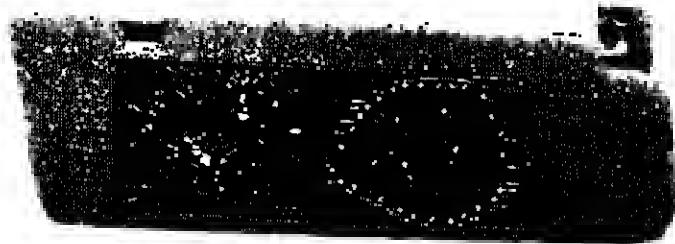
modèle) est celui de la XK8. L'électronique renforce l'ambiance de quiétude qui règne dans ce boudoir roulant où flottent les délicates effluves du cuir Connolly.

Un équipement de téléphonie mobile est intégré dans l'autoradio (qui peut être un Harman Kardon avec neuf haut-parleurs et un chargeur de 6 CD dans le coffre), les phares s'allument automatiquement en fonction de la luminosité et le réglage des sièges et des appuie-tête est, bien entendu, électrique. L'allure extérieure n'a pratiquement pas bougé. Les connaisseurs remarqueront la grille de calandre légèrement retouchée.

Sur une voiture désormais reconnue comme un bon investissement, ces raffinements discrets et de bon goût doivent être considérés comme une sorte de cerise sur le gâteau. « Il faut que chocun - même ceux qui n'en achèteront pas - soit convaincu que rouler en Jaguar n'est pas jeter de l'argent par les fenêtres », insiste Vittorio Senso, président de Jaguar Cars France. Aujourd'hui, ajoute-t-il, plus personne ne peut donner l'impression de gaspiller. Heureusement, aucun moteur Diesel n'est attendu sur les XJ.

J.-M. N.

★ Jaguar XJ V8: sept modèles, de 325 500 francs (XJ6 3,2 litres) à 696 900 francs (Daimler super V8 4 litres), et de 19 à 23 CV.



Sur le Skipper, fixé sur le pare-soleil, les bouchons sont matérialisés par des points lumineux et sans cesse actualisés.

dée. Prendre les quais rive droite, puis le boulevard Raspail. L'évaluation initiale du temps de retour (vingt-neuf minutes) s'avérera trop optimiste d'une poignée de minutes.

Depuis plusieurs semaines, un autre poisson-pilote peut également être mis à l'épreuve par les automobilistes franciliens. Le Skipper est plus dépouillé. Il pointe les bouchons sur deux cartes lumineuses astucieusement adossées au pare-soleil et laisse au conducteur le soin d'élaborer lui-même sa propre stratégie.

Faciles à installer sur n'importe

Vente de véhicules récents
Faibles kilométrages
Millésime 97
Garantie 1 an ou 12 000 km
Possibilité d'essai ou
financement intéressant
AVIS CENTRE OCCASIONS
5, rue Bixio - 75007 PARIS
01.44.18.10.65
Port. 06.07.84.10.33
Pascal Bonnet

AVIS Centre Occasions
5, rue Bixio - PARIS 7e
□ TIGRA 1.4i
10 500 km, gris argent métal,
04/97
□ GOLF S 75 S portes,
11 700 km, vert dragon,
04/97
□ SAFRANE 2.2 dt Alizé
13 800 km, gris métal,
03/97
P. BONNET: 01.44.18.10.65

présence
L'AUTO
50 VÉHICULES EXPOSÉS.
FAIBLES KILOMÈTRES.
GARANTIE ELIMINÉE DE 1 AN
(pièces et main d'œuvre).
LAGUNA V6 95... 79 000 F
LAGUNA RT 2.0 95... 51 000 F
R 19 Alizé 1.9 DT 95... 79 000 F
405 SV Turbo 95... 93 000 F
405 SILLAGE 95... 52 000 F
306 GREEN 97... 59 000 F
306 XT 5P 95... 58 000 F
SAVO SX 1.1 97... 59 000 F
XANTIA 1.9 Diesel 97... 64 000 F
ZX 1.1 Reflex 3P 95... 36 000 F
ZX 1.9 Diesel Tonic 95... 51 000 F
FORD ESCORT 1.9 TD 95... 60 000 F
CLIO RL 1.2 5P 97... 55 000 F
CLIO RL 1.2 5P 95... 48 000 F
CLIO S 95... 50 000 F
TWINGO PACK 95... 43 000 F
MÉGANE Coupé 1.8 97... 55 000 F
MÉGANE RL 1.4e 95... 58 000 F
SAFRANE Alizé 2.0 95... 69 000 F
SAFRANE 2.1 dt 95... 57 000 F
ESPACE V6 BVA 95... 109 000 F
EXPRESS 1.9 Diesel 95... 48 000 F
ROVER 500 Coupé 94... 115 000 F
HONDA CIVIC VII 94... 56 000 F
Tél.: 01.46.71.64.03

EN
AuDI SAVOIE
Notre sélection 4 anneaux
AB 4.2 Quattro
note 95... 23 000 km
AS Avant 1.8 20V
argent 97... 7 500 km
A4 Avant 1.8 20V
argent 97... 14 500 km
PORSCHE 911 Carrera 4
entretien Porsche T.O. 90... 92 200 km
JEAN LAIN AUTOMOBILE
04 79 62 37 91 (Poste 25 ou 26)

«Automobiles» renseignements au 01 46 71 64 03

ART Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris consacre une rétrospective à Gilbert and George, la première de cette importance depuis 1986. Cela fait trente ans,

depuis leur rencontre à la St Martin's School of Art de Londres, que les deux artistes brassent dans une œuvre commune des images tabous, de sexe, d'homosexualité,

et de religion. ● CES PEINTRES utilisant la photographie sont volontiers exhibitionnistes dans leurs portraits et provocateurs : *The Fundamental Pictures*, œuvre récente, montrent

des fleurs constituées à partir de sécrétions corporelles grossies au microscope. ● L'ART CONTEMPORAIN britannique se distingue par sa violence et sa marginalité, que l'on

songe à Francis Bacon, David Hockney ou Damien Hirst. Or, paradoxalement, ces créateurs s'exportent et bénéficient du soutien des institutions culturelles.

Gilbert and George, les duettistes dandys de l'art contradictoire

Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris présente la première grande rétrospective en France depuis 1986 de ces deux artistes qui viennent de Londres, où, en trente ans, ils ont produit avec une belle constance une œuvre commune, qui frappe, qui choque

GILBERT AND GEORGE. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. M^e léna. Tél : 01-53-67-40-00. Du mardi au vendredi, de 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche, de 10 heures à 18 h 45. Fermé le lundi. Jusqu'au 4 janvier. Catalogue bilingue franco-anglais : préfaces de Suzanne Pagé et Béatrice Parent ; textes de Rudi Fuchs, Wolf Jahm, Bernard Marcadé ; interview et écrits des artistes. 432 pages, 285 F.

George and Gilbert ou Gilbert and George ? Lequel est l'autre ? On s'y trompe, bien qu'ils ne se ressemblent pas : Gilbert est plutôt petit, George plutôt grand. George porte des lunettes, pas Gilbert. Gilbert est d'origine italienne, George est né en Angleterre. On s'y trompe, parce que, comme chacun sait, l'habit fait le moine. Gilbert

Biographie

1942. George naît dans le Devon (Grande-Bretagne). Gilbert naît, en 1943, dans les Dolomites (Italie). 1967. Rencontre à la St Martin's School of Art de Londres, dans la classe d'Anthony Caro et Philip King. Ils ont pour condisciples Richard Long et Barry Flanagan. 1968. Première œuvre commune. 1969. Le tandem devient « sculpture vivante ». 1971. Premiers montages photographiques, *New Photo-Pieces*. 1974. Apparition de la couleur rouge avec *Cherry Blossom*. 1981. Exposition au Centre Pompidou. 1985. Rétrospective au CAPC de Bordeaux. 1989. Monographie *The Art of Gilbert and George* par Wolf Jahm. 1995. *Naked Self Pictures* (images nues de merde). 1996. Rétrospective (1971-1994) à Bologne. 1997. *The Fundamental Pictures*, des sécrétions corporelles grossies au microscope fleurissent dans leur tableaux.

and George, qui vont toujours par deux, portent d'impeccables complets presque identiques. Lequel est l'autre ? Si on se le demande, c'est qu'ils l'ont bien cherché depuis trente ans qu'ils se déplacent dans la vie au même rythme, posément, et qu'ils opèrent dans l'art ensemble, avec une constance exceptionnelle, sans que jamais l'un n'ait l'air de prendre le pas sur l'autre. L'image de leur singularité est bien construite. Qui change peu, mais un peu.

Avec l'âge, avec le temps, le ton se fait plus neutre, tirant vers la grisaille, tirant vers les couleurs d'automne, vers le brun, vers la merde. Cette merde quotidienne dont ils font état et des tas, dans leurs œuvres récentes, de vastes compositions comme toujours, mais désenchantées. On les a connus moins sombres, plus rêveurs, plus lyriques. Ils disaient volontiers les choses avec des fleurs des champs. Aujourd'hui, leurs fleurs sont faites à partir de sécrétions du corps vues au microscope. Des roses de pisse, à moins qu'ils ne prennent les couvercles de bouches d'égoût comme boucliers.

Est-ce à dire que l'œuvre récente de Gilbert and George est désespérante ? Pas du tout. Elle frappe, elle choque, elle agit, fouette le regard, provoque. C'est voulu, décidé, pour « dé-choquer », disent les artistes, qui se font de ce que doit être l'art une idée généreuse, qui se sont donnés à l'art une bonne fois, et n'en sortent pas, jamais, même dans la vie, produisant ce se produisant, en « sculptures vivantes », ston « chantantes ». Un gag ? On a pu le croire en découvrant les vidéos que les artistes ont réalisées au début des années 70, où on les voit mimer un numéro de music-hall ringard, désopilant, mais triste. Gilbert and George savent provoquer des effets simultanément contradictoires.

Mais non, ça n'était pas un simple gag. Cette sortie dans la vie en « sculptures » comme ils l'ont fait et continuent de le faire - naturellement le pli est pris - illustre un vaste projet terriblement sérieux, consciencieux, dévorant, qui



Gilbert and George.

engage comme rarement l'art dans la vie. Gilbert and George sont du genre à faire sauter les barrières. Elles sont fragiles et floues entre leur art et leur vie, entre les hommes de chair qu'ils sont et le plat de leurs images. Sur les deux terrains, ils composent avec l'art, avec la vie. Ce sont des hommes à principe. Celui des vases communicants, au point de donner une image de leur réalité humaine moins convaincante que leur repré-

sentation dans leurs tableaux, une autre somme d'artifices, où ils sont partout, solidaires du fonds d'images rassemblées.

Où les y voit-on, en médaille, en gros plans, vêtus, nus, avec des airs de prédateurs ou de bons anges, ou avec des allures de mauvais génies. Ici, ils vous tirent la langue, là ils hurlent d'effroi. Ils sont tantôt bien assis ou couchés, ou posant à genoux tels des donateurs dans les retables, et tantôt en

mauvaise posture, au pied de quelque abîme, parfois dans les nuages, volatiers dans les fleurs, et de plus en plus souvent, on l'a dit, dans la merde. Ils sont partout, grimaçants, apeurés, étonnés, à la manière des têtes de caractère de Messerschmidt, mais liés à un contexte dans lequel ils livrent leurs états d'âme, en acteurs ordinaires pris dans les tourments et les joies de la vie quotidienne, qui rêvent et font des cauchemars.

IMMENSES CHAUDS-FROIDS

De l'exhibitionnisme ? Certes, mais dépassé pour une bonne cause. Nos héros qui n'ont rien d'héroïque, nos artistes qui ne sont pas ordinaires, mais se donnent en M. Tout-le-Monde, au cœur de la cité, en enfer, aux champs, au paradis sur terre, traitent de généralités, de l'homme (d'où l'humanité), sans doute, d'inscrire l'image de la femme dans leur histoire), de la dualité de l'homme, bien sûr, de la complexité de la nature humaine, de son mélange de pureté et de noirceur, de clarté et d'obscurité. Comme leurs tableaux, faits avec l'intention de faire bouger le spectateur, que ça change, que le monde soit mieux. Entendre par là que la gente humaine soit capable de tolérance. Gilbert and George veulent le bien, pas le beau. Et que leurs images aient du sens pour tous, pas seulement pour les initiés de l'art contemporain. Ils y réussissent, allez-y, vous verrez. Leurs tableaux ont du souffle, vous submergeant, immenses chauds-froids d'images auxquelles on s'échappe pas. C'est la vie, une épopée pour tous.

Gilbert and George n'ont que faire des formes et des gants. Ils n'y vont pas de main morte et développent une force de frappe dont l'efficacité est connue pour avoir été religieusement testée : leurs tableaux sont faits comme des vitraux, de grands vitraux. Avec des photographies, des bouts de « oégatifs » pris dans une double ossature noire : une grille qui en un premier temps correspondait au format des clichés retenus, et qui est restée pour piéger et la couleur

et les figures, en plus du cerne les soulignant. En un premier temps, où l'on pense à Warhol traitant de la société urbaine, vertige et lignes de fuite en plus, les images étaient en noir et blanc, dramatisées par le jeu contrasté du rouge dans lequel elles ont fini par tremper. Ainsi dans « Bloody Life », une série de 1975. Puis les couleurs primaires et leurs complémentaires ont explosé dans leurs cloisons : le bleu, le jaune, le rouge, puis le vert et l'orange... puis le rose, le mauve et la grisaille, et le marron... selon l'humeur. Couleurs-états d'âme.

Gilbert and George sont peintres malgré l'usage de la photographie, un moyen plus efficace que le pinceau pour attraper le semblant de réalité que les artistes se chargent d'appareiller. Non sans faire penser que leur langage, pour moderne qu'il soit, a paradoxalement ses sources quelque part dans l'Angleterre victorienne, du côté des préraphaélites, mais aussi pourquoi pas, dans certains cas, du côté du réalisme social. A moins qu'il ne s'agisse de réalisme socialiste transgressé par Eisenstein : dans *Class War* de 1986, la frise des jeunes travailleurs blancs et noirs, tous plus beaux les uns que les autres, porte à la croix. Gilbert and George, qui ont bien aimé Margaret Thatcher et boivent dans des tasses à l'effigie de John Major, ne sont pas à un paradoxe près. Ils les cultivent, c'est une de leurs manières de choquer, comme tout bon dandy se doit de le faire. L'autre, c'est leur brassage de thèmes et d'images tabous, inusités, inabordable : le sexe, l'homosexualité, la religion, justement dans les pays anglo-saxons. Plus qu'ailleurs ?

Geneviève Breerette

« Ce que notre art signifie »

NOUS nous sommes mis à rêver d'un monde de beauté et de bonheur de grandes richesses, de plaisirs inconnus de joie et de rêves d'enfants, de douceur de la musique des couleurs et des formes, un monde d'émotion et de sens, un monde nouveau, un monde meilleur, un monde de malheurs délicieux d'une tristesse à fendre l'âme, un monde de mépris et de terreur, un monde où rien ne manquait, le monde entier dans une galerie d'art (1969).

Etre des sculptures vivantes, tel est notre sang et notre destin, notre passion et notre malheur, notre lumière et notre vie (1971).

Nous voulons que notre art franchisse les barrières de la connaissance pour s'adresser directement aux gens en leur parlant de leur vie et non de leur connaissance de l'art. Le XX^e siècle porte la malédiction d'un art voué à l'incompréhension. Les artistes décadents ne se soucient que d'eux-mêmes et de quelques rares élus, en vouant le profane au sarcasme et au rejet. Nous affirmons ici que tout art énigmatique, obscur, hanté par la seule obsession de la forme est un art décadent qui renie cruellement la vie des gens (1986).

L'art véritable est issu de trois forces vitales : la tête, l'âme et le sexe. Au cours de notre vie, ces forces s'agitent et se déplacent pour former des combinaisons au perpétuel renouvellement. Chacune de nos images est une représentation figée de l'une de ces « combinaisons » (1986).

Les dix commandements (extraits) : III. Tu utiliseras la sexualité. IV. Tu réinventeras la vie. VII. Tu créeras un art artificiel. VIII. Tu poursuivras un objectif. IX. Tu ne sauras pas exactement ce que tu fais mais tu le feras (1995).

Philippe Dagen

Le paradoxe britannique

FRANCIS BACON, peintre anglais : ce personnage scandaleux, habitué des bars, s'affiche avec ses amants, dont il dépêche les corps dans ses tableaux. David Hockney,

ANALYSE

Le royaume exporte ses artistes, les plus contestataires qui soient

peintre anglais : ce personnage non moins scandaleux, déclare crûment son homosexualité dès ses premières œuvres. Pour Gilbert and George, inutile d'insister. Pour les jeunes artistes britanniques, il suffit de rappeler quel scandale provoqua dans les salles de la Royal Academy of Art les œuvres de Damien Hirst et des autres invités de l'exposition « Sensation ». L'un découpe un veau en deux, l'autre accroche le portrait d'une tueuse qui avait fait la « une » des journaux.

L'art contemporain britannique, qu'il pratique la peinture, le dessin, la photo ou l'installation, se distingue par la violence de ses provocations, lesquelles s'expriment autant par le mode de vie que par les œuvres. Il semble s'être donné pour but le malaise. Quand Bacon, aussitôt après la guerre, exposa ses *Trois figures au pied d'une crocifixion*, la réaction des visiteurs fut immédiate : nombreux furent ceux qui, le soir du vernissage, n'allèrent pas plus loin que l'entrée et dirent leur dégoût. Ce tableau, comme la plupart de ceux que Bacon a peints en un demi-siècle, est nourri d'illusions à l'histoire contemporaine et à ses

tragédies, premier point. Deuxième point : ce rapport au présent passe par le sacrilège, la satire, la dérision.

Ces traits se retrouvent jusqu'à aujourd'hui. Le pop britannique, dont Hockney est l'un des héros, prend ses matériaux dans la rue et les magazines, au cinéma et à la télé. Ces images sont découpées, transformées, détournées par des artistes - Hamilton, Blake, Kitaj, Jones, Caulfield - qui tournent en ridicule la société de consommation autant que la dignité britannique, les chanteurs autant que la famille royale. Plus incisifs que les artistes pop américains - exception faite de Warhol -, ils réagissent, ils blessent, ils se défendent dans une société qui ajoute au conformisme de la consommation le conformisme des traditions. On pourrait en dire autant de Gilbert and George ou de Hirst.

Cette manière si particulière de faire l'art de l'époque contre l'époque placent ces artistes à distance des avant-gardes américaines et européennes depuis 1945. Ils demeurent extérieurs à ce qui est alors le mouvement de l'abstraction vers le minimalisme. Pis : Bacon ose dire que l'expressionnisme abstrait lui paraît assez superficiel et Hockney le parodie froidement. C'est dire leur absolue marginalité : par rapport à la société britannique contemporaine qu'ils défont et par rapport aux modes artistiques internationaux qu'ils ignorent.

Or, suprême paradoxe, l'adité société britannique - ou du moins quelques-unes de ses institutions - les soutient, leur offre des bourses et assure leur promotion. Ainsi de David Hockney, qui reçoit la

médaille d'or de la Royal Academy of Arts dès 1962. En 1965, grâce au British Council, il expose à Minneapolis, Washington, Boston, Seattle et au Canada. En 1967, encore grâce au British Council, il est à Bruxelles, à Berlin, à Lausanne. En 1968, à Berlin et à la Documenta de Kassel. En 1970, une première rétrospective lui est offerte à Londres. La même démonstration vaut pour Bacon, universellement exposé. Elle vaut pour les sculpteurs, d'Anthony Caro à la génération actuelle, celle de Cragg et de Deacon. La Grande-Bretagne excelle dans l'exportation de ses artistes à l'étranger, alors même que leurs œuvres sont les plus gênantes, les plus contestataires, les plus dures qui soient.

Le British Council et les ambassades accomplissent un travail constant et efficace, en Europe et aux Etats-Unis, auprès des musées comme auprès du marché. Il suffit de comparer : alors qu'aucun artiste contemporain français n'a été récemment exposé outre-Manche, la France a accueilli en 1996 la rétrospective Bacon au Centre Pompidou et les jeunes artistes britanniques au Jeu de paume, lesquels avaient été montrés auparavant au Musée du Havre. Cette année, le sculpteur Richard Deacon était invité d'être du Musée de Rochefort, après avoir été montré il y a quelque temps à Villeneuve-d'Ascq. Et Gilbert and George sont à Paris cet automne. Ce n'est que justice, étant donné la qualité de ces artistes. Mais c'est aussi la conséquence la plus visible du paradoxe britannique.

art
antique

Salon International
d'Art et d'Antiquités

Du 7 au 15 février 1998
se tient sur le parc des
expositions de Düsseldorf
le premier salon d'art
antique.

Vous devriez vous noter ce
rendez-vous dès maintenant !

Une gamme jamais vue (de
l'antiquité à nos jours) vous

passionnera autant que
l'ambiance internationale du
salon.

art antique veut être jugé
sur le critère de la qualité.

Messe Düsseldorf
Basis for Business

Galeriers et négociants intéressés s'adressent à : Promessa - Patricia Müller
3, rue du pont 28700 - Bleury Tél : 02 37 31 17 66 Fax : 02 37 31 17 64

Sur les chemins du Paradis

(97 99)
Octobre

Les artistes

L'école des maîtres

La Messe

Angelin Prebost

Pierre Legendre

Pierre-Olivier Barthe

réservez le 1 800 1 23 45

LE CASO

CHOU

Votre aide

programme

36 15 LEVOISE

Le zapping robotique de Steve Reich projeté par le Festival d'automne

Reprise de « Music for Eighteen Musicians » et création française de « Hindenburg »

Le Festival d'automne a débuté au Théâtre du Châtelet avec un concert consacré au compositeur américain Steve Reich, l'un des minimalistes

les plus célèbres. Reich, présent au piano, et l'Ensemble Modern, une formation allemande réputée, ont repris *Music for Eighteen Musicians*. Les

spectateurs français ont découvert *Hindenburg*, premier volet d'un « opéra vidéo documentaire » réalisé avec la vidéaste Beryl Korot.

STEVE REICH. « *Music for Eighteen Musicians* », « *Proverb* », Steve Reich (musique) et Beryl Korot (vidéo), « *Hindenburg* » (création française). Ensemble Modern, Bradley Lubman (direction). Festival d'automne à Paris. Théâtre du Châtelet, jeudi 2 octobre.

Comme György Ligeti, Steve Reich (né en 1936) est un des rares compositeurs d'aujourd'hui estimés autant des modernes que des post-modernes, notamment grâce à *Music for Eighteen Musicians*. Vingt et un ans après avoir révélé cette œuvre phare du minimalisme sophistiqué au public français, le Festival d'automne l'a de nouveau programmée à l'occasion d'un concert d'ouverture entièrement consacré à l'Américain.

Paralysés – et non stimulés – par la présence du compositeur (au piano) au sein de leur formation, les membres de l'Ensemble Modern ont offert une exécution par trop lisible de *Music for Eighteen Musicians*.

Chaque strate en a été dégagée avec application, chaque battement imprimé avec une explosive clarté. Au lieu de filer comme de grisantes spirales, les révolutions conçues par Steve Reich à partir de sa célèbre technique de déphasage se sont alors succédées comme de simples tours de manège, pour ne pas dire de passe-passe.

« Il y a plus dans ma musique que ce que j'y ai mis », a un jour déclaré le compositeur en faisant allusion aux phénomènes psycho-acoustiques mis en jeu par son écriture à variation infinitésimale. Ça n'a pas semblé être le cas au Châtelet. Sauf d'un point de vue strictement anecdotique, puisque *Music for Eighteen Musicians* – « Musique pour dix-huit musiciens » – a curieusement mobilisé vingt interprètes.

L'art de Steve Reich consistait jadis à fonder divers éléments tels que la vocalité organique du XII^e siècle, la complexité rythmique de tradition africaine ou la coloration timbrée de gamelans balinaï. *Proverb* (1995) expose ces influences avec une cruelle netteté et

sombre dans une expression kitsch néomédiévale. *Hindenburg*, premier volet (incomplet, car réduit à deux scènes) de « *Three Tales* » qui sera achevé en 2001, procède aussi d'une terrible volonté de surbrillance des références.

Des phénomènes psycho-acoustiques mis en jeu par une écriture à variation infinitésimale

Sur un grand écran divisé en neuf rectangles, la vidéaste Beryl Korot se plaît à démultiplier documents historiques et images d'interviews récentes portant sur le thème de *Hindenburg*, des ooms du dirigeable en proie aux flammes en

1937 et du président qui confia la fonction de chancelier à Hitler en 1933. La partie sonore régie par Steve Reich attire l'attention que lors du lancement des images, sous forme d'illustrations au premier degré : roulements de caisse claire pour amorcer les défilés militaires, déflagrations échantillonnées pour accompagner l'explosion du zeppelin, coffrage instrumental des voix parlées.

Tout le reste – à commencer par les parties chantées – se perd dans un flux hétérogène et surchargé. En jouant sur le principe du clignotement des sources, *Hindenburg* donne d'abord l'impression de « flasher » dans tous les sens (pour parler comme le public jeune, peut-être visé ici par une esthétique de techno enlaidie) avant de hoqueter à la manière d'un robotique zapping culturel. Alors, paraphrasant Steve Reich, on pourrait dire qu'il y a moins dans cette œuvre que ce qu'on veut y mettre les auteurs.

Pierre Gervasoni

A la demande du magazine « Les Inrockuptibles », et pour corriger une citation

dénaturante de la critique de ce journal à propos de « Men in Black »,

Columbia TriStar Films publie avec ses regrets l'intégralité de l'article en question :

« Une agence gouvernementale ultra-secrète est chargée de contrôler l'immigration des extraterrestres sur Terre, en surveillant les résidents et en éliminant les clandestins. Adapté d'une bande dessinée, *MIB* propose une réponse parodique aux films de SF qui postulent l'invasion insidieuse de notre planète et exploite la mode des phénomènes inexplicables et des complots divers qui sévit outre-Atlantique depuis Roswell. Les *X-Files* et Oliver Stone. On apprend ainsi dans *MIB* que des milliers d'aliens à l'apparence humaine peuplent Manhattan : l'explication plausible du comportement bizarre des *New-Yorkais* – et qu'Elvis Presley n'est pas mort : « Il est juste rentré chez lui », confie K. le vétérinaire des *MIB* (Tommy Lee Jones) à J., son nouveau coéquipier (Will Smith), sur les traces d'Eddie Murphy. Les hommes en noir puisent leurs renseignements dans les journaux à sensations (« La vérité est ailleurs »), déjouent les stratagèmes des ET en cavale l'un d'eux tente de franchir la frontière déguisé en Mexicain II, effaçant la moindre

trace de leurs missions en hypnotisant les témoins. Dans certaines de ces idées formidables se dessine le fantasme ultime sur l'Amérique, terre d'accueil de tous les peuples, modèle intergalactique de melting-pot réussi. (un extraterrestre pacifique s'est significativement dissimulé dans le corps d'un vieux broquier juif, *MIB* recycle avec beaucoup d'humour les poncifs de la science-fiction xénophobe pour les ridiculiser gentiment. Hier les aliens entonnaient l'Internationale, aujourd'hui ils viennent voler le travail des Américains. Cependant, *MIB* ne quitte jamais le registre de la comédie conçue pour satisfaire tout le monde, de la famille au public branché (les *MIB* ont fauché leur panoplie aux tueurs de *Reservoir Dogs*). Triomphe au box-office américain. *MIB* est une excellente opération de marketing qui redonne aux productions Spielberg un coup de jeune. Il a suffi pour cela d'emprunter au concurrent direct, c'est-à-dire Tim Burton, collaborateurs (compositeur, chef décorateur) et univers créés en main (le générique frôle le plagiat). Du Burton light, débarrassé de tout ce qui est trop

Olivier Père
LES INROCKUPTIBLES



CE SOIR EN RÉGION PARISIENNE

« *The Mortal Storm* », de Frank Borzage. C'est un mélodrame qu'a réalisé le grand cinéaste Frank Borzage, l'un des très rares réalisateurs dont on soit sûr qu'il demeure gravement sous-estimé. Un mélodrame splendide, sur fond (superbe) de montagnes enneigées, rehaussé par une interprétation particulièrement « décalée » – involontairement – de James Stewart. Surtout, *The Mortal Storm* est, en 1940, l'un des premiers films explicitement antinazis. D'où un mystère – comment est-il resté inédit jusqu'à aujourd'hui ? –, et une certitude : il faut y aller voir de chef.

Christine-Océan, 4, rue Christine, Paris 6^e.

M^e Saint-Michel. Tous les jours, à 18 heures, 20 heures, 22 heures. Tél. : 01-43-29-11-30. 25 F à 40 F.

Saphir, Abaji Du Liban, nous vient Abaji. De la France pluriculturelle nous vient Saphir. Dans le cadre du Festival de Mame, qui le même soir offre une belle programmation rock (Nô One is innocent sous le chapiteau d'Ivry à 20 heures) et

chanson (William Sheller à Villejuif à 20 h 30), voici l'occasion rêvée de réviser les classiques de Saphir, du *Jardin andalou* à *El Sol y La Luna*, en passant par *Oum Kalsoum*. Espace Georges-Pompidou, 120, rue de Fontenay, 94 Vincennes. M^e Châtelet-de-Vincennes. 20 h 30, le 4. Festival de Mame, tél. : 01-45-15-07-07. Location FNAC, Virgin, 100 F. Steve Grossman Quartet Révélé avec Miles Davis en 1969, compagnon d'Elvin Jones jusqu'en 1973, le saxophoniste Steve Grossman fait partie de ces musiciens que l'influence de John Coltrane aurait pu englober. En soliste inspiré, il a bâti son propre discours, alliant à cette lourde référence ses propositions lyriques et exotiques, ancrant sa musique dans la totalité des évolutions du jazz depuis le bop. Avec lui le pianiste Alain Jean-Marie, à la contrebasse Gilles Naturel et le batteur Georges Brown. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^e Châtelet. 22 heures, le 4. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Air Force One de Wolfgang Petersen (Etats-Unis), avec Harrison Ford, Gary Oldman, Wendy Crewson, Paul Giamatti. L'Esquille de Shôhei Imamura (Japon), avec Kôji Yashino, Misa Shimizu, Fujio Tsuneta. El Che de Maurice Dugowson (France). Essai de Mohamed Zran (Tunisie), avec Hichem Rostom, Chadli Bouzayen, Myriam Amrouche. J'ai un paradis sur l'enfer est ici (**) de Xavier Ournier (France), avec Arnaud Giovaninetti, Gérard Laroche, Daniel Duval. Le Mariage de mon meilleur ami de P. A. Higgin (Etats-Unis), avec Julia Roberts, Dermot Mulroney, Cameron Diaz, Rupert Everett. Messieurs les enfants de Pierre Boutron (France), avec Pierre Arditi, François Moreau, Catherine Jacob. The Hoagies de Shermans Baras (France-Lituanie-Portugal), avec Francisco Nascimento, Valéria Bruni-Tedeschi, Leon Carax. The Mortal Storm (Inédit) de Frank Borzage (Etats-Unis), avec Margaret Sullivan, James Stewart, Robert Young, Robert Stack. Touché de Paul Schrader (Etats-Unis), avec Bridget Fonda, Christopher Walken. (**) Films interdits aux moins de 16 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3675-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (23 F/mn).

VERNISSAGES

Elizabeth Ballet, Ange Leccia, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. M^e Alma-Marceau. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi. Du 4 octobre au 23 novembre. 27 F. Michael Kenna Musée-Promenade de Marly-le-Roi, La Grille royale, parc de Marly, 78 Louveciennes. Tél. : 01-39-69-06-26. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Du 4 octobre au 31 décembre. 25 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 18 heures, le dimanche. Carte blanche à André Wilms avec Jean-Christophe Bailly, Gérard Barreau, Dominique Blanc, Jean Bollack, Michel Deutscher, Evelyn Didi, Amy Flamer, Olivier Perrier, Sentimental Bourreau, Jean-Paul Wenzel, Angèle Winkler et Michèle Wurtz. Théâtre ouvert-jardin d'Ivry, 4 bis, cité Veron, Paris 10^e. M^e Blanche. A partir de 16 heures, les 4 et 5. Tél. : 01-42-62-59-49. 30 F. Les Petites Heures d'Eugène Durif, mise en scène d'Alain Francon, avec Clôvis Cornillac, Valérie Dietrich. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. M^e Gambetta. 21 heures, le 4 ; 16 heures, le 5. Tél. : 01-44-62-52-52. 110 F à 190 F. Ateliers de Mémorisation Il reste trois journées portes ouvertes pour découvrir les œuvres de cent trente peintres, sculpteurs, photographes, vidéastes et plasticiens, travaillant et agissant à Mémorisation, quartier multiculturel, méisé et cosmopolite. Point d'accueil, AFSIM, 38, rue des Amandiers, Paris 20^e. M^e Per Lachaise. De 14 heures à 21 heures, les 4, 5 et 6. Tél. : 01-40-24-24-47. Jean-Marc Lussada (piano) Mozart : Fantaisie pour piano KV 397.

Beethoven : Sonate pour piano op. 10 n° 3. Scriabine : Sonate pour piano op. 68 « La Messe noire ». Liszt : Sonate pour piano. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^e Alma-Marceau. 11 heures, le 5. Tél. : 01-49-52-50-50. 100 F. Simon Goubert Quintet Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^e Châtelet. 22 heures, le 4. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F. Manbomania La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11^e. M^e République. 22 heures, le 4. Tél. : 01-42-02-20-52. 100 F. Les Petits Assassins Le Loup du faubourg, 21, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^e Bastille. 20 h 30, le 4. Tél. : 01-40-21-90-95. 70 F. Ciné-club Claude-Jean Philippe M^e le Masque (1937) de Fritz Lang. L'Asquelin, 76, rue de Rennes, Paris 6^e. M^e Saint-Sulpice. 11 heures, le 5. Tél. : 01-45-44-28-80. 35 F. Hommage à John Huston La Nuit de l'iguane (1964) : samedi à 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; African Queen (1952) : dimanche à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. Action Écoles, 23, rue des Ecoles, Paris 5^e. M^e Cardinal Lemoine. Tél. : 01-43-25-72-07. 40 F. L'Intégrale Bergman Les Fraises sauvages (1957) : samedi à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Le Septième Scellé (1958) : dimanche à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. Saint-André-des-Arts, 30, rue Saint-André-des-Arts, Paris 6^e. M^e Saint-Michel. Tél. : 01-43-26-48-18. 41 F. Jean Renoir, le polémiste La Grande Illusion (1937) : samedi à 17 h 50, 21 h 50 ; Boudu sauvé des eaux (1932) : dimanche à 13 h 50, 17 h 50, 21 h 50. Le Quartier Latin, 9, rue Champollion, Paris 5^e. M^e Cluny. Tél. : 01-43-26-84-65. 40 F. Rétrospective Atom Egoyan Exotica (1994) : The Adjuster : samedi à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; dimanche à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h 30. Cinéma des Cinéastes, 7, avenue de Clichy, Paris 17^e. M^e Place Clichy. Tél. : 08-36-69-97-17 (23 F/mn). 30 F et 40 F. Voir et revoir Godard Passion (1982) : samedi à 16 h, 18 h, 20 h ; Rien ne te va (1982) : dimanche à 15 h 55, 17 h 55, 19 h 55, 21 h 55. Le Quartier Latin, 9, rue Champollion, Paris 5^e. M^e Cluny. Tél. : 01-43-26-84-65. 40 F.

RÉSERVATIONS

La Nuit des divas avec Abbey Lincoln, Diana Krall, Dianne Reeves. Grand Rex, 1, boulevard Poissonnière, Paris 2^e. M^e Bonne-Nouvelle. A partir de 19 h 30, le 21 octobre. 150 F à 200 F. Location FNAC, Virgin. Stephan Eicher Théâtre Le Théâtre, 80 boulevard Rochechouart, Paris 18^e. 20 heures, le 13 octobre. Tél. : 08-36-69-07-49 (23 F/mn). Location FNAC et Virgin. 165 F. FFF Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. 20 heures, le 14 octobre. Tél. : 01-47-00-55-22. Location FNAC et Virgin. 132 F.

DERNIERS JOURS

12 octobre : Livres d'artistes Bibliothèque nationale de France, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu, Paris 2^e. M^e Bourse. Tél. : 01-47-03-81-26. De 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. 35 F. 15 octobre : Jean-Michel Basquiat Musée Mollat – Fondation Dina Vierny, 61, rue de Grenelle, Paris 7^e. M^e Rue-du-Bac. Tél. : 01-42-22-59-58. De 11 heures à 18 heures. Fermé mardi et fêtes. 26 F et 40 F. 26 octobre : Cérat Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris 8^e. M^e Concorde. Tél. : 01-47-03-72-50. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. 38 F.

FILMS DE LA SOIRÉE

GUIDE TELEVISION

FILMS DU JOUR

GUIDE TELEVISION

هكذا من الإمل

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / DIMANCHE 5 - LUNDI 6 OCTOBRE 1997 / 27

FILMS DE LA SOIRÉE

- 18.15 **Femme ou démon** ■ ■ ■
De George Marshall (États-Unis, 1999, N, v.o., 95 min.)
Ciné Cinéma
- 20.45 **Les Aventures d'un homme invisible** ■ ■ ■
De John Carpenter (États-Unis, 1991, 100 min.)
RTBF 1
- 21.15 **Retour vers le futur 2** ■ ■ ■
De Robert Zemeckis (États-Unis, 1989, 110 min.)
TSR

- 23.00 **Volonté de ciel** ■ ■ ■
De Louis Gilbert (Grande-Bretagne, 1996, N, 120 min.)
Ciné Cinéma
- 23.00 **Banal** ■ ■ ■
De Michel Mees (France-Belgique, 1991, 95 min.)
Ciné Cinéma
- 23.05 **La Machine infernale** ■ ■ ■
De Tobe Hooper (États-Unis, 1994, 105 min.)
TSR

NOTRE CHOIX

- 20.35 **Planète** ■ ■ ■
Joueur de blues, souffleur de rêve
« Le son m'a plu. Il convenait à ma personnalité. » Jean-Jacques Milteau raconte comment l'harmonica a transformé son existence. C'était en Angleterre, et, « pour plaire aux filles », il allait mieux jouer de la guitare. Jusqu'à ce qu'on la lui vole... Planète diffuse le portrait d'un harmonicaiste inspiré. Les séquences, filmées sur scène ou lors de « bœufs » avec ses acolytes guitaristes, swingent avec des témoignages sur l'histoire de l'instrument. Ce sont les esclaves noirs américains qui en firent le meilleur usage : en aspirant et non en soufflant. « La musique est dans la bouche. C'est toi qui parles. » Portrait d'un instrument attaché à travers un musicien de talent. Blues garanti - G.S.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- 19.05 **Beverly Hills**
20.00 **Journal**, Résultat des courses.
20.40 **Météo**, Simple comme...
20.45 **Drôle de jeu**.
21.00 **Hollywood Night**.
A l'échec, de Joseph Merhi.
0.40 **Formule foot**.
1.15 **TF1** info, Météo.
1.25 **Les Rendez-vous de l'entreprise**.

FRANCE 2

- 18.55 **Farce attaque**... La Baule.
19.50 et 20.40 **Thème du Loto**.
19.55 **Au nom du sport**.
20.00 **Journal**, A cheval, Météo.
20.50 **Surprise Party**.
21.00 **Les Filles du maître de châl**.
De François Luchini [3/5].
20.55 **Mariée pour le pire**.
De Noël Black (1 et 2).
21.00 **Les Révoltes d'Attila**.
A De John Frankenheimer.
21.00 **Hollywood Night**, L'Esclavage.
A De Joseph Merhi.
21.00 **La Fête des Rous**.
De Joseph Merhi.
0.25 **Zone contaminée**.
De Marius Fischer.
Arte

FRANCE 3

- 18.55 **Le 19-20 de l'information**.
20.02 et 23.30 **Météo**.
20.05 **Fa si la chance**.
20.35 **Tout le sport**.
20.50 **Les Filles du maître de châl**.
Téléfilm de François Luchini [3/5].
21.00 **Strip-tease**.
21.05 **Flash infos**.
21.10 **Musique et Cie**.
Les Noces de Fauré.
new look, à Comptine.
0.50 **Tennis**.
1.25 **New York District**.

CANAL +

- En clair jusqu'à 20.35
19.00 **TV+**.
20.05 **Les Simpson**.
20.30 **Le Journal du cinéma**.
20.35 **Boxe**.
21.00 **Flash infos**.
21.10 **Flash infos**.
21.15 **Journal du foot**.
21.20 **Seize, musique et vidéo**.
0.00 **Le Journal du hard**.
0.10 **L'Intrépensible Séducteur**.
Film classé X de Joe D'Amato.
1.35 **De Capo**.
Film de Hal Hartley (v.o.).

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 17.00 **Les Dossiers de l'histoire**.
L'affaire Spangoli.
Histoire
Canal
- 19.00 **TV+**.
19.00 **A bout portant**.
Claude Nougaro.
Paris Première
- 19.00 **L'Invité de Cajou**.
Daniel Frenay.
Canal J
- 19.30 **Histoire parallèle**.
Séminaire du 4 octobre 1947. La Sarre entre France et Allemagne.
Arte
- 21.00 **Le Magazine de l'histoire**.
Avec Pierre-André Taguieff, Florence Monreynaud, Georges Elgy et Pierre Brizot.
Histoire
France Suprême
- 21.35 **Captain Café**.
Lambert Wilson.
France Suprême
- 21.40 **Metropolis**.
Arte
- 22.15 **T'es pas une idée ?**.
Avec Laurent Terzieff.
Canal J
- 22.30 **Strip-tease**.
L'Amour sans voile ; Tiers ta droite ; 10 250 cartes.
France 3
- 23.00 **Du fer dans les épinards**.
Avec Georges Charpal.
France 2
- 23.55 **Musique et Cie**.
Les Noces de Fauré.
new look, à Comptine.
France 3
- 0.50 **La 25e heure**.
La Mecque secrète.
France 2

SPORTS EN DIRECT

- 15.20 **Rugby**. Coupe d'Europe.
Bordeaux - Bath (G8).
France 2
- 19.55 **Badminton**.
Championnat de France Pro A.
Bordeaux - Nancy.
Eurosport
- 20.35 **Boxe**. Championnat du monde WBO.
20.35 **Boxe**. Championnat du monde WBO.

MUSIQUE

- 20.45 **Vendépiques**.
Concert 1997.
France Suprême
- 21.00 **Carry Berberian**.
Mélodie de seconde main, n° 1 et 2.
France Suprême
- 21.10 **Carry Berberian**.
Une voix prophétique.
France Suprême
- 22.25 **Festival international 1994**.
The Chieftens.
France Suprême
- 22.30 **Suede**.
Paris Première
- 23.30 **La Pucelle d'Orléans**.
Enregistré au théâtre de la Bastille.
Mozart

TÉLÉFILMS

- 17.00 **Bouvard et Pécuchet**.
De Jean-Michel Verhaeghe [1 et 2].
Festival

SERIES

- 20.00 **Sandra, princesse rebelle**.
De Didier Albert [1/8].
TV 3
- 20.30 **Le Sorcier d'Eastland**.
De Daniel Tapie.
Ciné Cinéma
- 20.30 **Le Trajet de la foudre**.
De Jacques Bourdon.
Festival
- 20.50 **Les Filles du maître de châl**.
De François Luchini [3/5].
France 3
- 20.55 **Mariée pour le pire**.
De Noël Black (1 et 2).
Télé
- 21.00 **Les Révoltes d'Attila**.
A De John Frankenheimer.
M 6
- 21.00 **Hollywood Night**.
L'Esclavage.
A De Joseph Merhi.
TF 1
- 21.00 **La Fête des Rous**.
De Joseph Merhi.
Festival
- 0.25 **Zone contaminée**.
De Marius Fischer.
Arte

FRANCE 2

- 18.55 **Farce attaque**... La Baule.
19.50 et 20.40 **Thème du Loto**.
19.55 **Au nom du sport**.
20.00 **Journal**, A cheval, Météo.
20.50 **Surprise Party**.
21.00 **Les Filles du maître de châl**.
De François Luchini [3/5].
20.55 **Mariée pour le pire**.
De Noël Black (1 et 2).
21.00 **Les Révoltes d'Attila**.
A De John Frankenheimer.
21.00 **Hollywood Night**, L'Esclavage.
A De Joseph Merhi.
21.00 **La Fête des Rous**.
De Joseph Merhi.
0.25 **Zone contaminée**.
De Marius Fischer.
Arte

FRANCE 3

- 18.55 **Le 19-20 de l'information**.
20.02 et 23.30 **Météo**.
20.05 **Fa si la chance**.
20.35 **Tout le sport**.
20.50 **Les Filles du maître de châl**.
Téléfilm de François Luchini [3/5].
21.00 **Strip-tease**.
21.05 **Flash infos**.
21.10 **Musique et Cie**.
Les Noces de Fauré.
new look, à Comptine.
0.50 **Tennis**.
1.25 **New York District**.

CANAL +

- En clair jusqu'à 20.35
19.00 **TV+**.
20.05 **Les Simpson**.
20.30 **Le Journal du cinéma**.
20.35 **Boxe**.
21.00 **Flash infos**.
21.10 **Flash infos**.
21.15 **Journal du foot**.
21.20 **Seize, musique et vidéo**.
0.00 **Le Journal du hard**.
0.10 **L'Intrépensible Séducteur**.
Film classé X de Joe D'Amato.
1.35 **De Capo**.
Film de Hal Hartley (v.o.).

FILMS DU JOUR

- 17.25 **L'Entrepreneur** ■ ■ ■
Monsieur Petrov ■ ■ ■
De Mark Sandrich (États-Unis, 1937, N, v.o., 105 min.)
Ciné Cinéma
- 17.50 **Planète interdite** ■ ■ ■
De Fred McLeod Wilson (États-Unis, 1956, 100 min.)
Ciné Cinéma
- 20.30 **Une femme sans importance** ■ ■ ■
De Hans Seinhoff (Allemagne, 1996, N, v.o., 75 min.)
Ciné Cinéma
- 20.30 **L'Oratoire rouge** ■ ■ ■
De Jean-Louis Cornille (France, 1991, 115 min.)
Ciné Cinéma
- 20.30 **Rocky 2, la revanche** ■ ■ ■
De Sylvester Stallone (États-Unis, 1979, 125 min.)
RTL 2
- 20.35 **La Relève** ■ ■ ■
De Clint Eastwood (États-Unis, 1990, 125 min.)
TMC

- 20.45 **Hammamet** ■ ■ ■
De Wim Wenders (États-Unis, 1982, 95 min.)
Arte
- 21.45 **La Belle et la Bête** ■ ■ ■
De Jean Cocteau (France, 1946, N, v.o., 105 min.)
Ciné Cinéma
- 22.25 **L'Amour des guerriers** ■ ■ ■
De De Les Tsimahori (NZ, 1994, v.o., 100 min.)
Ciné Cinéma
- 22.30 **Tiara** ■ ■ ■
De Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1993, 100 min.)
Télé
- 22.35 **Palace Hôtel** ■ ■ ■
De Daniel Sall (France, 1983, 95 min.)
TV 5
- 22.35 **Les Prédicateurs** ■ ■ ■
De De Les Tsimahori (NZ, 1994, v.o., 100 min.)
Ciné Cinéma
- 23.15 **Gunshoe** ■ ■ ■
De Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1991, v.o., 85 min.)
Arte

NOTRE CHOIX

- 19.30 **Arte** ■ ■ ■
Maestro : Les Maîtres de musique
Régine Crespin, sérieusement fantasiste

WAGNÉRIENNE choisie et voulue par Karajan, star aux États-Unis, d'ores et déjà dans la légende pour ce seul *Spectre de la rose*, de Berlioz, qu'elle enregistra avec Ansermet en 1963, Régine Crespin est capable de cliquer de l'œil et de jouer de la hanche dans une chanson de Poulenc comme de bouleverser, impeccable et stricte, dans le rôle de la seconde épouse, écrit sur mesure pour elle et « son *algu esquisement piano* » par le même Poulenc, qui l'adorait.

Le film, écrit par Olivier Bernier - auteur de très jolis portraits musicaux d'ordinaire assez libres et inspirés - et réalisé par Jacques Deschamps, manque le portrait de cette grande dame sérieusement fantasiste : quelques documents d'archives ponctuent un cours domé, on ne sait pourquoi, dans un château fantomatique aux alentours moines et brumeux. Les élites sont sages et droites comme des « i » sous les lambris. La chemise du baryton est assortie aux rideaux ; la chanteuse wagnérienne est habillée en Castaflore du dimanche ; la pianiste est diligente et discrète.

Crespin, maquillée d'un masque inexplicablement blanc, évolue dans des meubles de style, passe dans le reflet d'un miroir, parcourt un corridor. Elle cabotine un peu, puisque la caméra n'attend que cela, mais glisse deux ou trois choses bien senties - mieux : bien entendues.

Il y un vrai moment de cinéma dans le film. C'est un extrait d'une émission de François Reichenbach (1964), dont le style, on en convient, pouvait être irritant. Tout est voulu, concerté : l'insensé fichtu rose de Crespin, la petite pièce cadrée comme une toile de Vermeer ; Karajan, négligemment assis au piano ; leur dialogue en français sur des choses qu'on ne comprend pas (le jargon - le vrai - de la musique qui s'indique par gestes et grognements). Deux minutes de bonheur : la musique, l'attente, l'écoute, le style. Et la voix de Crespin, sous son fichtu rose, à briser.

Renaud Machart

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- 19.05 **Beverly Hills**
20.00 **Journal**, Résultat des courses.
20.40 **Météo**, Simple comme...
20.45 **Drôle de jeu**.
21.00 **Hollywood Night**.
A l'échec, de Joseph Merhi.
0.40 **Formule foot**.
1.15 **TF1** info, Météo.
1.25 **Les Rendez-vous de l'entreprise**.

FRANCE 2

- 18.55 **Farce attaque**... La Baule.
19.50 et 20.40 **Thème du Loto**.
19.55 **Au nom du sport**.
20.00 **Journal**, A cheval, Météo.
20.50 **Surprise Party**.
21.00 **Les Filles du maître de châl**.
De François Luchini [3/5].
20.55 **Mariée pour le pire**.
De Noël Black (1 et 2).
21.00 **Les Révoltes d'Attila**.
A De John Frankenheimer.
21.00 **Hollywood Night**, L'Esclavage.
A De Joseph Merhi.
21.00 **La Fête des Rous**.
De Joseph Merhi.
0.25 **Zone contaminée**.
De Marius Fischer.
Arte

FRANCE 3

- 18.55 **Le 19-20 de l'information**.
20.02 et 23.30 **Météo**.
20.05 **Fa si la chance**.
20.35 **Tout le sport**.
20.50 **Les Filles du maître de châl**.
Téléfilm de François Luchini [3/5].
21.00 **Strip-tease**.
21.05 **Flash infos**.
21.10 **Musique et Cie**.
Les Noces de Fauré.
new look, à Comptine.
0.50 **Tennis**.
1.25 **New York District**.

CANAL +

- En clair jusqu'à 20.35
19.00 **TV+**.
20.05 **Les Simpson**.
20.30 **Le Journal du cinéma**.
20.35 **Boxe**.
21.00 **Flash infos**.
21.10 **Flash infos**.
21.15 **Journal du foot**.
21.20 **Seize, musique et vidéo**.
0.00 **Le Journal du hard**.
0.10 **L'Intrépensible Séducteur**.
Film classé X de Joe D'Amato.
1.35 **De Capo**.
Film de Hal Hartley (v.o.).

ARTE

- 19.00 **KTVV (info)**.
19.30 **Histoire parallèle**.
La Sarre entre France et Allemagne.
20.19 **Les Dessous des cartes**.
20.30 **8 1/2 Journal**.
20.45 **L'Aventure humaine**. Via Mala.
21.40 **Metropolis**.
22.40 **Wild Palms**. [4/6].
23.25 **Musique Planète**. U2.
0.25 **Zone contaminée**.
Téléfilm de Marius Fischer.
1.55 **Cartoon Factory**.

M 6

- 19.05 **Turbo**.
19.40 **Wuzzling**.
19.54 **6 minutes**, Météo.
20.00 **Hot forme**.
20.35 **Ché 4**.
20.45 **Aux frontières du réel**.
Tangueta (1 et 2).
22.35 **Les Révoltes d'Attila**.
Téléfilm de John Frankenheimer.
0.30 **Le Monstre évadé de l'espace**.

RADIO

FRANCE CULTURE

- 20.05 **Poésie sur parole**.
Les poèmes d'Antoine Vitez.
20.35 **Si ça vous chante**.
20.45 **Nouveau répertoire dramatique**.
Zoe de nuit, de Michel Assa.
22.15 **La Taverne du grand roi**.
de Jean-Luc Moreau.
22.35 **Opéra**.
Les mille et une notes de la Cité de la musique.
0.05 **Tard dans la nuit**.
Le Petit Assassin, de Ray Bradbury.

FRANCE MUSIQUE

- 19.30 **Opéra**. *Turandot*, de Puccini, en direct de l'Opéra de Paris-Bastille.
23.07 **Présentation**. La facture. La flûte.
23.07 **Présentation**. La facture. La flûte.

RADIO CLASSIQUE

- 19.30 **Intermezzo**.
Œuvres de Reinecke, Kiel, Grieg.
20.40 **Le Concert baroque**.
Œuvres de Vivaldi, Handel, Scarlatti, Stravinsky, musique de danse latino-américaine.
22.40 **De Capo**.
Œuvres de Brahms, Tchaïkovski.

LA CINQUIÈME ARTE

- 13.20 **Les Yeux de la découverte**.
14.00 **Coeurs d'océans**.
15.00 **Voyage au cœur de Bornéo**.
16.00 **Le Cinéma des effets spéciaux**.
16.25 **Le Sens de l'histoire**.
URSS : la révolution confisquée [1/2].
17.55 **Le Journal du temps**.
18.00 **La Poupée sanglante**.
Félicité de Marcel Cravenne [4/6].
19.00 **Cartoon Factory**.
19.30 **Maestro**.
Les Maîtres de musique : Régine Crespin.
20.30 **8 1/2 Journal**.
20.40 **Solrée thématique**.
Détectives privés.
20.45 **Hammamet** ■ ■ ■
Film de Wim Wenders.
22.20 ► **L'Œil du privé**.
Documentaire d'Alain Lesfargues.
23.15 **Gunshoe** ■ ■ ■
Film de Stephen Frears (v.o.).
0.40 **Metropolis**.
1.40 **KTVV** [4/6].

M 6

- 13.10 **Business Woman**.
Téléfilm de Charles Jarrot [1 et 2].
16.40 **Mister Biz**.
17.20 **Le Mal Aléno**.
Téléfilm de Bertrand Arthury.
19.00 **Demain à la une**.
19.54 **6 minutes**, Météo.
20.00 **E = M 6**. Les dinosaures.
20.35 **Spot 6**.
20.45 **Zone interdite**.
Génération caduque.
22.45 **Culture pub**.
Les « aliments » : La saga Diesel.
23.20 **Education perverse**.
Film de Pierre B. Reinhard.
8.55 **Spot 6**.
1.10 **Motocyclisme**.

RADIO

FRANCE CULTURE

- 18.35 **Libre examen**.
19.15 **For intérieur**. Claude Mourthé.
20.05 **Laissez-passer**.
20.35 **Le Temps de la danse**.
21.00 **Atelier de création**.
radiophonique.
Travail gratuit par Michel Sidoroff.
22.25 **Poésie sur parole**.
Raymond Lulle.
22.35 **Le Concert**.
Festival de Saint-Denis. Œuvres de Beethoven, Fauré, Chopin, Grieg.
0.05 **Clair de nuit**.

FRANCE MUSIQUE

- 19.57 **L'Annieur du musicien**.
Symphonie fantastique, de Berlioz.
20.30 **Concert international**.
Festival de Schwetzingen.
Œuvres de Mozart, Beethoven, Scriabine, Liszt, Chopin.
22.00 **Voix souvenirs**.
Edo Pia, basse chantante.
23.07 **Transversale**.

RADIO CLASSIQUE

- 20.00 **Solrée lyrique**.
Béatrice et Bénédict, de Berlioz.
22.15 **Shakespeare à l'opéra**.
Œuvres de Tchaïkovski, Thomas, Verdi, Gounod.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
■ Signal dans « Le Monde »
■ Télévision-Radio-Multimédia
■ On peut voir
■ Ne pas manquer
■ Clés d'œuvre ou classiques
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
● Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable
A Accord parental indispensable
ou interdit aux moins de 12 ans
D Public adulte
ou interdit aux moins de 16 ans

En peau de lapin

par Pierre Georges

IL ÉTAIT une fois... Bon, voilà que cela recommence ! A la chronique noce et banquets, princesse et roturier, voici qu'une infante d'Espagne épouse un handballeur basque. Et en mondovision. Pavane pour une infante amoureuse. Avec tout ce qu'il faudra de guirlandes, de pétales de roses et de mots, de réclats éblouissants pour veillées des chaumières et d'admirables descriptifs des tenues et menus. Non merci ! On a déjà donné ! Qu'ils vivent heureux, et longtemps, qu'ils aient beaucoup d'enfants bourbons-basques et qu'on n'en parle plus. L'actualité est primordiale ce samedi. France-Info consacrait un solide reportage à un événement essentiel : l'ouverture de la chasse au lapin à Roissy-en-France. C'est que le lapin, dont chacun connaît les bégaiements amoureux, aurait une fâcheuse tendance à se multiplier aux alentours des pistes. Donc, un bon lapin étant un lapin mort, notamment en gibelotte, la chasse est décrétee ouverte à Charles-de-Gaulle-Aéroport pour quelques éradicateurs assemblés et armés.

Tout de même, on voudrait voir cela, une scène de chasse à Roissy ! Portent-ils des tenues camouflées, les nemrods ? Et des grandes oreillettes, en peau de lapin précisément, pour supporter le bruit du Paris-Caracas au décollage ? Demandent-ils à la tour de contrôle l'autorisation de tirer ? Passent-ils – ce serait souhaitable – un examen préalable de vue, histoire de ne pas prendre un jumbo pour un gros lapin blanc ? Et, au final, portent-ils à la craie sur le fuselage de leurs fusils autant de croix que de lapins occis, comme pilotes de chasse ? En tout cas, tout cela ne doit pas se faire sans avoir d'abord annoncé la check-list du glorieux Tartarin de Roissy. Autre check-list justement et qui nous vient des

Etats-Unis, le bilan de santé annuel de Bill Clinton. La Maison-Blanche vient de communiquer, après révision générale et passage au marbre du soudit, les résultats des examens médicaux.

Bon pour le service. Du côté du genou droit, qui n'avait pas résisté à une descente d'escalier sans appel, tout va très bien. Une articulation comme neuve. Du côté du torse, pas de problème non plus. Hormis l'ablation, pour l'occasion, d'un kyste sébacé d'un centimètre mais « tout a fait commun ». Du côté des oreilles enfin, on croirait du jarry, un léger tourment. Le président souffre de « pertes d'audition d'haute fréquence ». Et celles-ci se seraient aggravées. D'où les recommandations des spécialistes : le port d'une prothèse auditive en certaines occasions. Aussitôt concilié, aussitôt adopté. Bill Clinton a immédiatement fait savoir qu'il ne sortirait plus, en ville, sans sa prothèse. Remarquez, on moque cette transparence médicale, mais c'est plutôt par dépit. Car, pour ce qui est des présidents français...

Enfin, pour finir, des nouvelles de Vitrolles. Pour « réintégrer la ville dans son identité provinciale et ses valeurs universelles », le conseil municipal à majorité Front national vient de voter, vendredi 3 octobre, des mesures d'urgence. Proposer de baptiser la ville « Vitrolles-en-Provence ». Déhatiser les rues, les laver de ces noms impurs, Tjibaou, Mandela, Dulcie September, et les badigeonner à la sauce provençale pour retrouver les « vraies racines ». Toujours cette obsession ! Encore qu'à donner à l'avenue Tjibaou le nom d'avenue Stirbois, on finirait par se demander si M. et M^{me} Mégret, notoirement provençaux, ne prennent pas les vrais Provençaux pour des « ravis » !

Les Etats-Unis accélèrent l'envoi du porte-avions « Nimitz » dans le Golfe

Washington veut faire respecter la zone d'exclusion aérienne au sud de l'Irak

LES ETATS-UNIS ont annoncé, vendredi 3 octobre, leur détermination à faire respecter la zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Irak, tandis que le porte-avions *Nimitz* recevait l'ordre d'accélérer son arrivée dans le Golfe en ne faisant pas escale dans le port de Singapour, comme prévu initialement. Il faut six jours au *Nimitz* pour atteindre cette région, où son arrivée était initialement prévue pour la mi-octobre.

La décision américaine est consécutive à des raids de la chasse iranienne en territoire irakien en début de semaine, dans la zone d'exclusion imposée à Bagdad au sud du 32^e parallèle, par la coalition occidentale. « Les Etats-Unis ont l'intention de faire respecter la zone d'exclusion aérienne concernant l'Irak », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. « L'Irak a été informé de notre détermination [à faire respecter] cette zone d'exclusion, et nous le ferons », a-t-il assuré.

Le déplacement du *Nimitz* vers le Golfe « est lié à notre capacité à assumer les responsabilités qui nous

ont été octroyées par la communauté internationale », a expliqué Michael McCurry, le porte-parole de la Maison-Blanche. Il a souligné que les Etats-Unis entendront continuer de « faire appliquer de façon vigoureuse les zones d'exclusion aérienne ».

Un porte-parole du Pentagone a, de son côté, expliqué que l'envoi du *Nimitz* visait à donner aux Etats-Unis « suffisamment de puissance » dans la région pour être capables de faire respecter les deux zones d'exclusion aérienne – la deuxième, au nord, étant délimitée par le 36^e parallèle. Le *Nimitz* transporte environ quatre-vingts avions et est accompagné d'une flottille comprenant deux croiseurs, un destroyer, une frégate, un sous-marin d'attaque et un navire de soutien.

« Le fait que l'Irak a choisi de voler dans la zone d'exclusion a évidemment compliqué les choses », a reconnu le colonel Richard Bridges. Après les raids iraniens, l'Irak, indique-t-on de source française, a menacé de riposter aux raids aériens iraniens et procédé à d'im-

portants mouvements de troupes, y compris de survol de l'Irak par ses avions.

Le Pentagone avait lancé déjà mardi une mise en garde à l'Irak, en indiquant que ses appareils pourraient être abattus s'ils venaient à survoler de nouveau le sud de l'Irak. Le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon, avait expliqué que les pilotes chargés de faire respecter la zone d'exclusion aérienne éprouveraient des difficultés à faire la distinction entre des appareils iraniens et des appareils irakiens.

HAUSSE DES PRIX DU PÉTROLE

Le regain de tension dans la région et l'annonce de l'envoi du *Nimitz* ont immédiatement provoqué une nette hausse des prix du pétrole, vendredi en début d'après-midi, sur le marché à terme new-yorkais. Le prix du baril de brut de référence a gagné 1,13 dollar, à 22,90 dollars, par rapport à son niveau de clôture de jeudi.

Téhéran a affirmé, vendredi, que ses raids aériens en territoire irakien étaient des « opérations défen-

sives » visant des bases « terroristes » utilisées pour lancer des attaques en territoire iranien. La mission iranienne auprès des Nations unies, dans un communiqué, a affirmé que ces raids répondaient à des incursions de groupes « puissamment armés », des Moudjahidines du peuple, principal mouvement d'opposition armée au régime iranien, basé en Irak. Aussi, « les forces aériennes iraniennes, dans une action purement défensive, ont agi pour contrer les agresseurs et défendre les frontières de l'Irak », selon le communiqué.

Téhéran a accusé les forces militaires et de renseignement irakiennes d'apporter un soutien financier et logistique aux Moudjahidines, et d'avoir « accompagné les terroristes » en Iran. « Même si l'Irak reconnaît l'intégrité territoriale de l'Irak », précise le communiqué, nous jugeons inacceptable le comportement de Bagdad consistant à autoriser ce groupe [les Moudjahidines] à utiliser le sol irakien pour mener des opérations de sabotage en Iran », ajoute la mission iranienne. – (AFP)

« Le Monde » à Lille

LE MONDE est allé à la rencontre de ses lecteurs de Lille et de la région Nord-Pas-de-Calais, vendredi 3 octobre. La journée s'est ouverte par un déjeuner-débat dans les foyers de l'Opéra, sur le thème « Révolution technologique, croissance, emploi », présidé par Edmond Alphandéry, président d'EDF, et animé par l'économiste Jean-Hervé Lorenzi. Au cours d'un premier débat, de nombreux lecteurs, dont beaucoup de jeunes, ont pu ensuite approcher « la galaxie des métiers de la communication » ainsi que la manière dont *Le Monde* mettait en œuvre le multimédia. Un jeu de questions-réponses s'est ensuite engagé sur le quotidien lui-même. Quelque trois cents lecteurs ont interrogé et interpellé pendant plus de deux heures les responsables de la rédaction du *Monde* qui avaient fait le voyage. La journée s'est achevée à l'Opéra de Lille, en présence de près de cinq cents personnes. Le débat tourna autour des questions qui avaient été posées par écrit par nos lecteurs (plusieurs centaines nous étaient parvenues). Des responsables et des élus de la cité lilloise et de la métropole. Pierre Mauroy en tête, y ont répondu, ce qui a été l'occasion d'une réflexion sur la place et les responsabilités de Lille au cœur de son agglomération. – (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ ESCROQUERIE : une religieuse, directrice d'un foyer pour enfants à Quesnoy-sur-Deule, près de Lille (Nord), a été mise en examen pour détournement de fonds publics et escroquerie, jeudi 2 octobre. La mère supérieure Thérèse Cautier, soixante-sept ans, aurait accumulé près de 2 millions de francs en détournant, depuis de nombreuses années, l'argent de poche des pensionnaires du foyer versé par le conseil général.

■ CORSE : la cour d'assises du Rhône a acquitté Dominique Santelli, dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 octobre. M. Santelli était accusé d'avoir assassiné, par balles, en décembre 1990, Paul Mariani, maire de Sovérba (Haute-Corse). L'avocat général avait requis vingt ans de réclusion criminelle contre M. Santelli, qui a toujours nié les faits.

■ HARKIS : un des six grévistes de la faim, fils de harkis, a été hospitalisé d'urgence, vendredi 3 octobre, à l'Hôtel-Dieu. Chômeurs, en grève de la faim depuis quarante-deux jours sur l'esplanade des Invalides, à Paris, ils demandent à être reçus par le premier ministre Lionel Jospin. Ils dénoncent l'exclusion dont leur communauté est victime depuis trente-cinq ans.

Tirage du Monde daté samedi 4 octobre : 496 590 exemplaires

PROCÈS PAPON

Un entretien pour l'histoire avec Michaël Marrus

A lire lundi dans *Le Monde*


POLO SPORT
RALPH LAUREN

2, PLACE DE LA MADELEINE • PARIS

TELEVISION

Parthenay :
premier anniversaire
de la cybercité